

UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE, EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

M LE MAGAZINE | **CLAUDE FRANÇOIS JUNIOR,** GARDIEN DU TEMPS PATERNEL | UN CLICHÉ, DEUX LÉGENDES : **LE PETIT PARISIEN DE WILLY RONIS**

Le Monde WEEK-END

SAMEDI 20 JUILLET 2024 - 80E ANNÉE - Nº 24742 - **5,20 €** - FRANCE MÉTROPOLITAINE - WWW.LEMONDE.FR - FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Yaël Braun-Pivet réélue présidente de l'Assemblée grâce à l'appui de la droite

▸ La députée Renaissance l'a remporté au 3e tour, avec treize voix d'avance sur le candidat de gauche

▸ Comme en 2022, elle a appelé à de « nouvelles méthodes »

▸ André Chassaigne, choisi par le NFP, a été défait par l'alliance du camp présidentiel et de la droite

▸ Cette configuration pourrait se reproduire pour le poste de premier ministre

PAGES 6-7



Yaël Braun-Pivet, à l'annonce de son élection à la présidence de l'Assemblée nationale, le 18 juillet. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

M ÉDITORIAL

GARE AU DÉNI DE DÉFAITE

PAGE 24

Etats-Unis
« Miraculé », Trump feint de se réinventer

« J'avais Dieu de mon côté » : le candidat républicain à l'élection présidentielle de novembre a commencé son discours d'investiture, jeudi, lors de la convention de son parti dans le Wisconsin, par le récit de la tentative d'assassinat qui a failli lui coûter la vie, le 13 juillet. Mais s'il a pris soin de se présenter comme un candidat d'union et de réconciliation, un homme miraculé changé par l'épreuve, Donald Trump a rapidement retrouvé le ton de ses précédents meetings, entre vision apocalyptique de l'Amérique, promesses farfelues, dénonciation d'une immigration illégale rendue coupable de tous les maux du pays et attaques contre l'administration de Joe Biden. Les démocrates, de leur côté, se divisent sur la stratégie à tenir, alors que leur candidat est placé à l'isolement, pour cause de Covid-19.

PAGES 2-3

Europe
Ursula von der Leyen reconduite à la présidence de la Commission

PAGE 4

Société
Après l'incendie de Nice, le trafic de drogue mis en cause

Sept personnes sont mortes, dans la nuit du 17 au 18 juillet, piégées dans leur appartement. Trois suspects sont recherchés

PAGE 11

Paris 2024
Les associations dénoncent un « nettoyage social »

Ces derniers jours, plusieurs campements ont été évacués. Les autorités réfutent tout lien avec les Jeux olympiques

PAGE 12

Culture Les ambitions de Blanca Li à la tête de La Villette



Blanca Li, à La Villette, à Paris, le 20 juin. ÉLISE TOÏDÉ

LA CHORÉGRAPHE franco-espagnole Blanca Li, 60 ans, a été nommée, le 5 juin, présidente de l'Etablissement public du parc et de la Grande Halle de La Villette, à Paris – 215 salariés, 43 millions d'euros de budget, 12 millions de visiteurs, 66 pièces de toutes disciplines, cette saison, et cinq festivals… Un poste en forme de défi, pour cette artiste infatigable qui n'a jamais dirigé un centre chorégraphique national. Elle dit vouloir donner *« une place aux conflits sociaux actuels, du féminisme au phénomène trans, au changement climatique… »* et valoriser les arts urbains, dont le hip-hop, *« mais aussi les sports, comme le roller, le BMX »*, la mode, les musiques actuelles, et concevoir de grands événements populaires dans le parc.

PAGE 18

Enquête
Les manœuvres financières d'un député LR-RN passé par Bercy

PAGE 8

Seine-Saint-Denis
Un dispositif d'aide pour une alimentation durable

PAGE 10

Médias
L'Arcom renforce le contrôle du pluralisme dans l'audiovisuel

PAGE 14

Mémoire
Soixante-dix ans après, les stigmates de la guerre d'Indochine

PAGES 16-17

M 00146 - 720 - F: 5,20 €

Algérie 220 DA, **Allemagne** 4,70 €, **Andorre** 4,20 €, **Autriche** 4,40 €, **Belgique** 5,50 €, **Espagne** 4,10 €, **Grèce** 4,10 €, **Guadeloupe-Martinique** 3,90 €, **Italie** 4,10 €, **Luxembourg** 5,60 €, **Maroc** 30 DH, **Pays-Bas** 4,50 €, **Portugal cont.** 4,10 €, **La Réunion** 3,90 €, **Sénégal** 2 500 F CFA, **Suisse** 4,80 CHF, **Tunisie** 6,50 DT,

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

L'éphémère réinvention politique de Trump

En clôture de la convention républicaine, le milliardaire a feint d'avoir été changé par l'épreuve qu'il a traversée

MILWAUKEE (WISCONSIN) - *envoyé spécial*

Le comble du narcissisme consiste à feindre intensément l'humilité. On n'a pas reconnu Donald Trump à son arrivée sur scène pour son discours d'investiture, jeudi 18 juillet, concluant la convention républicaine, à Milwaukee (Wisconsin). Pas traînant, un rien avachi, il s'est avancé vers le pupitre et a entamé son propos d'une voix sobre, lasse, semblant sur le point de s'éteindre telle une bougie. Il était là pour raconter un miracle : le sien. La façon dont il avait survécu à la tentative d'assassinat. Il fallait prêter attention, car il ne le répéterait plus, c'est *« trop douloureux à raconter »*. Et Donald Trump commença le récit de son meeting du 13 juillet, du soleil couchant à la foule courageuse, restant immobile malgré le tireur.

« Du sang coulait partout, et pourtant, d'une certaine façon, je me sentais très en sécurité parce que j'avais Dieu de mon côté », dit Donald Trump, après avoir détaillé la trajectoire de la balle et sa propre position, comme un expert balistique. *« Je ne devrais pas être là aujourd'hui »*, ajouta-t-il, sa présence n'étant due qu'à la *« grâce de Dieu tout-puissant »*. Sa voix semblait alors comprimée, comme celle d'une personne alitée. Il demanda une minute de silence à la mémoire du spectateur tué.

Le deuxième point de son introduction devait être le cœur de son message : un homme changé par l'épreuve, voulant réconcilier le pays avec lui-même. *« La discorde et la division dans notre société doivent être soignées. Nous devons les soigner rapidement. Comme Américains, nous sommes liés par une seule foi et un destin en partage. Nous nous élevons ensemble ou nous tombons ensemble. »* Acceptant l'investiture *« avec foi et dévotion »*, il remercia ensuite les intervenants qui l'avaient précédé, notamment le chanteur Kid Rock et le vétéran du catch Hulk Hogan. *« Je m'y connais en divertissement »*, lança Donald Trump. Difficile de le contredire sur ce point.

Car le candidat républicain, jusqu'alors discipliné, suivant son texte, se détacha du prompteur progressivement. Sa voix redevint plus ferme. Le Donald Trump familier ressuscitait. La confession faussement modeste a fait place à la prestation décousue et caricaturale, qu'il reproduit de meeting en meeting, avec les mêmes anecdotes et promesses à l'emporte-pièce. Et une cible constante, pour expliquer tous les maux de l'Amérique. Le crime, la drogue ? La faute, selon lui, des étrangers en situation illégale. La perte supposée des emplois, alors que 15,7 millions ont été créés depuis trois ans ? A cause des étrangers encore. La fin programmée de l'assurance-maladie et de la couverture santé pour les personnes âgées ? Toujours les étrangers. Une *« invasion »* à la frontière sud – le mot est répété à plusieurs reprises – qui a *« répandu la misère, le crime, la pauvreté, la maladie et la destruction, dans les communautés sur tout* [le] *territoire »*.

Le candidat a sans surprise attaqué l'administration actuelle, qui aurait transformé le *« succès incroyable »* de son mandat en *« tragédie incomparable »*, sur le plan intérieur et international. *« Si on prend les dix plus mauvais présidents des Etats-Unis et qu'on les additionne, ils n'auront pas fait autant de dégâts qu'a causés Biden. »* Donald Trump n'a pas manqué de s'autocongratuler sur tous les sujets, formulant des promesses farfelues. *« Je vais mettre un terme à chaque crise internationale »*, a-t-il dit. D'ailleurs, il n'y aurait eu ni guerre en Ukraine ni dans la bande de Gaza, s'il avait été toujours en fonctions, à l'en croire. *« Sous le président Trump, la Russie n'a rien pris »*, assura le candidat. Ses projets ? *« Je vais immédiatement mettre un terme à l'inflation, baisser les taux d'intérêt »*, organiser une campagne massive d'expulsion de sans-papiers, lancer des *« baisses d'impôt massives »*, forer et encore forer pour exploiter l'énergie fossile. Et supprimer les impôts sur les pourboires. L'idée, dit-il, lui a été suggérée par une serveuse de Las Vegas.

PROMESSES FARFELUES

La vision apocalyptique de l'Amérique et d'un monde *« titubant au bord de la troisième guerre mondiale »*, exposée par Donald Trump, a peut-être comblé le public des délégués, déjà acquis, mais certainement pas les téléspectateurs indécis et indépendants. Elle ne s'inscrivait pas dans les éléments de langage décrivant un nouveau Trump, qui sont diffusés à la ronde par ses conseillers et curieusement relayés par la presse américaine, encore sous le choc de la tentative d'assassinat.

La dernière soirée de la convention, par sa composition, a reflété l'absorption du Parti républicain par le mouvement MAGA (Make America Great Again). Se sont succédé des personnalités issues des sports de combat, que Donald Trump adore – comme Hulk Hogan ou bien Dana White, le président de l'organisation d'arts martiaux mixtes Ultimate Fighting Championship – et des témoignages d'Américains ordinaires.

Tucker Carlson, référence idéologique du monde MAGA, a aussi eu la possibilité de s'exprimer. Congédié par la chaîne Fox News où il avait légitimé la théorie raciste du « grand remplacement » de la population blanche américaine par les migrants, il a reçu un accueil triomphal, sans équivalent dans cette convention. Seul orateur à ne pas se servir d'un téléprompteur, il a dessiné un Donald Trump changé, *« devenu le leader de la nation »* par son courage face aux balles. Selon Tucker Carlson – qui écrivait dans un message privé, à deux jours du 6 janvier 2021, qu'il haïssait *« passionnément »* Donald Trump –, ce dernier aurait pour projet constant *« le retour de la démocratie aux Etats-Unis »*, mais dans une acception particulière. *« La démocratie réelle est la proposition que les citoyens d'un pays possèdent ce pays. Vous n'êtes pas des locataires. Vous n'êtes certainement pas des esclaves. Vous êtes les propriétaires du pays. »* Pas question ici d'élections libres, de pluralisme, de majorité, d'alternance, mais d'un cadastre identitaire, de l'essentialisation d'une Amérique historique menacée. Blanche.



LA CONVENTION A RESSEMBLÉ À UNE SÉRIE D'EXTASES DEVANT UN LEADER PARÉ DE TOUTES LES VERTUS

Ce fut l'un des rares moments non maîtrisés d'une convention ressemblant à une série d'extases devant un leader paré de toutes les vertus. Cette célébration d'unité républicaine a démontré l'habileté de l'équipe de campagne de Donald Trump, conduite par Chris LaCivita et Susie Wiles. Ces figures inconnues du grand public ont identifié trois thèmes à privilégier : l'immigration, la criminalité et l'inflation. Le naufrage de Joe Biden lors du débat télévisé fin juin leur a offert un cadeau inespéré. La tentative d'assassinat du 13 juillet et l'image iconique d'un Trump

« Joe doit s'accrocher » : les démocrates entre désarroi et divisions

Nombre de responsables politiques ont fait part de leurs doutes sur la viabilité de la candidature de Biden. Les militants, eux, sont partagés

REPORTAGE

PHOENIX - *envoyée spéciale*

Drôle de campagne. En mettant son chapeau de randonnée et en prenant la poche à eau qui lui permet de rester hydratée alors qu'elle sonne chez les électeurs, la candidate démocrate Judy Schwiebert en convient : l'élection 2024 est éprouvante. L'ancienne professeure se présente au Sénat de l'Arizona dans l'une des courses dites *« down ballot »* parce qu'elles arrivent en queue de liste sur les bulletins de vote, loin derrière les scrutins nationaux, mais qui se révèlent cruciales dans un Etat aussi divisé que l'Arizona.

Ancien bastion républicain, l'Etat du Grand Canyon a évolué vers le Parti démocrate sous l'effet des changements économiques (le boom des hautes technologies) et démographiques (la montée des Latinos), typiques des Etats de l'Ouest américain. En Arizona, le Parti républicain n'a plus que deux voix d'avance à la Chambre et au Sénat. Les démocrates pensent que la majorité est à leur portée, mais l'incertitude autour de la candidature de Joe Biden commence à peser lourdement sur leurs espoirs : il ne l'a emporté qu'avec 11 000 voix d'avance en 2020 dans l'Etat.

Moins d'une semaine après la tentative d'assassinat de Donald Trump, Judy Schwiebert reprend sa tournée des électeurs mardi 16 juillet, après une pause de quelques jours. Sur son téléphone, une application présente le parcours de la soirée dans un quartier de villas modernes de North Canyon, dans le nord-ouest de Phoenix. Quand elle se présente, elle ne s'annonce pas comme démocrate mais comme enseignante retraitée ayant repris du service, vu la misère financière de l'enseignement public. Son adversaire est une *denier*, elle nie encore la victoire de Joe Biden en 2020. Judy pense que les modérés ont le vent en poupe. Pour le deuxième trimestre, elle a recueilli 166 000 dollars (152 000 euros) de fonds de campagne, contre 47 000 dollars pour la républicaine.

Devant une villa couleur saumon, la candidate est accueillie par un ancien pilote de l'US Air Force, reconverti dans la cybersécurité. Dan Depaul est absolument *« furieux »*. Heureusement, c'est contre Donald Trump. *« S'il est élu, je déménage au Canada ! »*, clame-t-il, avant de lister ses griefs, de l'interdiction de l'avortement à l'élimination de la météorologie nationale, en passant par *« toutes ces lois idiotes que les républicains passent en Arizona »*. Sur les armes à feu, par exemple. *« Quel degré de stupidité faut-il avoir pour vouloir mettre des armes dans les écoles ?*, insiste-t-il. *Je hais Trump. Il est diabolique. Il veut être dictateur… »*

Judy Schwiebert essaie de reprendre la main. *« Je suis d'accord avec vous. Trump est malfaisant*, commence-t-elle, *mais ici en Arizona… »* Le pilote reprend de plus belle. Cette fois, à propos des démocrates. *« Tous ces élus qui appellent Biden à renoncer alors qu'il leur a dit qu'il n'en est pas question !*, déplore-t-il. *Quelle image ça donne ? Et maintenant, ils sont en train de se liguer contre lui. Qu'ils se taisent ! Ou qu'ils passent chez les républicains. »*

« Il a fait ses preuves »

Comme ce militant, les démocrates sont en plein désarroi. Alors que Donald Trump le miraculé parade à la convention républicaine de Milwaukee (Wisconsin), leur champion est à l'isolement dans le Delaware, pour cause de Covid-19. Et ses jours – comme candidat – sont comptés si on écoute les médias, égrenant le nom des personnalités qui, en privé, ont fait savoir à Joe Biden qu'il est temps de passer le flambeau.

A la liste qui compte déjà Nancy Pelosi, la figure tutélaire du parti, et les deux chefs des groupes parlementaires, Chuck Schumer et Hakeem Jeffries, s'est ajouté jeudi le nom de Barack Obama. L'ancien président, qui avait 47 ans quand il a choisi Joe Biden, 66 ans, pour faire contrepoids à sa jeunesse en 2008, aurait déclaré, selon le *Washington Post*, que les chances de son ancien vice-président de vaincre Donald Trump ont *« grandement diminué »*. Les chefs démocrates craignent que l'obstination de Biden coûte au parti non seulement la Maison Blanche, mais aussi sa majorité à la Chambre.

Parmi les électeurs, personne n'a l'air de penser que les jeux sont faits. A croire que les militants vivent dans des univers différents où le poison du doute ne s'instille pas. Jeudi, une trentaine de sympathisants démocrates sont rassemblés dans un café du Midtown de Phoenix pour écouter le candidat au Sénat des Etats-Unis, Ruben Gallego, présenter son plan pour défendre Medicare, l'assurance santé des plus de 65 ans, contre les assauts de son adversaire, Kari Lake, une fidèle de M. Trump.

Les participants sont atterrés par les divisions dans leur camp. *« Il va falloir que quelque chose bouge*, murmure une participante. *On ne peut pas continuer comme ça. »* N'en déplaise à l'état-major, la plupart soutiennent Joe Biden. *« Il devrait s'accrocher*, conseille un ex-policier, J. J. Stroh. *Il a fait ses preuves. Et ça n'est que pour quatre ans de toute façon. »* Le militant croit dans les chances du président sortant : *« Les sondages montrent qu'il peut y arriver. »* Les dirigeants du parti n'ont-ils pas cité d'autres sondages moins favorables, et notamment celui qui montre que 14 Etats – dont certains que la gauche pensait acquis – sont maintenant en balance ? *« Les politiciens mentent »*, répond J. J. Stroh.

« Il faut qu'il se batte jusqu'au bout, renchérit le comptable Roy Rego. *Et tous les démocrates doivent le soutenir. Sinon, nous allons perdre. »* A tous ses clients, il parle de la *« désastreuse »* baisse d'impôt que compte reconduire M. Trump. Il trouve moralement *« erroné de pousser Biden vers la sortie »*. Quant à l'éventualité d'un changement de candidat, à quatre mois du scrutin, alors que les bulletins de vote par correspondance sont attendus dès début octobre : *« C'est trop tard. »* ■

CORINE LESNES



Donald et Melania Trump, accompagnés du candidat à la vice-présidence, J. D. Vance, et de sa femme, lors de la convention républicaine à Milwaukee (Wisconsin), le 18 juillet.
BRENDAN SMIALOWSKI/AFP

redressé, le poing serré, invitant ses partisans au combat, a eu l'effet d'une décharge d'adrénaline dans les rangs MAGA. Dans l'arène en éruption de la convention, des délégués portaient encore, jeudi, un pansement sur l'oreille droite, en hommage au sien.

La convention a tourné au culte de la personnalité. De nombreux intervenants ont souligné une intervention divine, permettant à l'ex-président d'esquiver la balle. La scénographie a aussi insisté sur l'humanité du milliardaire, dirigeant empathique et grand-père affectueux. *« L'homme le plus drôle du monde »*, selon Tucker Carlson, qui aurait *« le toucher de Midas »* en affaires, selon son fils Eric (une allusion au personnage de la mythologie grecque, célèbre pour la richesse de son royaume) et qui adorerait la musique, à en croire plusieurs orateurs.

GOMMER LES SUJETS SULFUREUX

Jeudi, la petite-fille du candidat, Kai, âgée de 17 ans, a loué ses petites attentions, ses appels pendant ses cours. Ce portrait au gros feutre a permis de passer sous silence les multiples inculpations de Donald Trump. L'objectif était d'adoucir l'image d'un homme qui s'était vanté d'attraper les femmes *« par la chatte »*, reconnu responsable d'agression sexuelle au civil, puis condamné au pénal à New York dans une affaire où il était accusé d'infidélités à répétition.

Mais la stratégie a aussi consisté à gommer les sujets sulfureux. La plate-forme programmatique a été expurgée, sous la vigilance personnelle du candidat, de toute référence trop réactionnaire à l'avortement. Il était surtout remarquable de constater l'absence totale à la convention de toute référence au 6 janvier, aux centaines d'émeutiers emprisonnés, que Donald Trump avait pourtant consacrés *« prisonniers politiques »*.

Nul livre ou affiche, ni produit dérivé, nulle mention dans les discours, jusqu'à l'intervention jeudi de Peter Navarro, ancien conseiller économique de Trump. Sorti le matin même de prison, après une peine de quatre mois pour avoir refusé de répondre à une convocation du Congrès, ce dernier a été chaleureusement applaudi. *« Je suis allé en prison pour que vous n'ayez pas à le faire,* a-t-il dit. *Je suis votre sonnette d'alarme. »* Avant d'ajouter : *« Ne vous trompez pas, ils sont déjà à vos trousses. Joe and Kamala. »* ■

PIOTR SMOLAR

Les podcasts, contre-culture médiatique de la galaxie MAGA

Construites en opposition aux médias traditionnels, les émissions en ligne pro-Trump irriguent le mouvement Make America Great Again

MILWAUKEE (WISCONSIN) - *envoyé spécial*

Il existait une géographie du pouvoir médiatique, dans le périmètre ultrasécurisé de la convention républicaine, à Milwaukee (Wisconsin). Les puissants réseaux de diffusion américains disposaient évidemment d'un plateau au-dessus de l'arène où avaient pris place les délégués. Mais toutes les personnalités républicaines de marque, à commencer par la famille Trump, privilégiaient une enceinte sportive voisine. Dans ce grand espace divisé en studios s'activaient les poumons du mouvement MAGA (Make America Great Again) : les podcasts et les émissions de radio qui à la fois irriguent cette base trumpiste et qui s'en nourrissent, au sens idéologique et financier.

Vaccins supposément dangereux, fraudes électorales imaginaires, rumeurs sur un Joe Biden grabataire manipulé en coulisses ? Tout se noue dans cette chambre d'écho hermétique aux faits. Ce paysage est celui de l'ère post-Fox News. La toute-puissante chaîne du magnat Robert Murdoch reste influente. Le présentateur Sean Hannity est en symbiose caricaturale avec Donald Trump. Mais cette antenne a cessé d'être prescriptive. Fox News a été débordée par d'autres chaînes ultraconservatrices et, surtout, par de nouveaux influenceurs politiques. Méprisant tout code éthique, indifférent à la pratique journalistique, ils vivent de leurs opinions tranchées, en lointains héritiers du légendaire Rush Limbaugh. Décédé en 2021, il fut un présentateur radio vénéré à droite, prêcheur politique offensif et impitoyable, dont l'émission était diffusée sur 600 radios locales. A son quasi-monopole, dans les années 1980, a succédé un archipel d'émissions et d'antennes, sous d'autres formes que la radio, média écouté essentiellement par des personnes de plus de 60 ans.

« Les podcasts, à gauche comme à droite, sont devenus un moyen de plus en plus prisé pour atteindre des gens en dehors des filtres des médias traditionnels, dit au *Monde* l'entrepreneur Vivek Ramaswamy, qui participa aux primaires républicaines avant de se ranger derrière Trump. *C'est une bonne chose, cette culture où les deux partis apprécient la liberté d'expression. »* L'ex-candidat, qui envisage de se présenter pour le poste de sénateur dans l'Ohio à la place de J. D. Vance, colistier de Trump, sort du podcast de Russell Brand, comédien britannique aux yeux hallucinés et aux airs de surfeur. Ses émissions sont un nid conspirationniste. Comme Joe Rogan, la superstar des podcasts américains, Russell Brand prétend incarner la réhabilitation de la virilité masculine par la misogynie. Les scandales l'escortent. A l'automne 2023, la presse britannique a révélé des accusations multiples d'agressions sexuelles à son endroit. Mais dans ce monde alternatif, ces publications ne représentent pas un handicap. Elles consolident un personnage auprès des fans.

SI LES DÉMOCRATES COMMENCENT À DÉVELOPPER LEUR TOILE DE PODCASTS ET ÉMISSIONS, LES RÉPUBLICAINS ONT PRIS DE L'AVANCE

Parmi les émissions les plus courues et populaires figure « The Clay Travis & Buck Sexton Show », une émission présentée par un ancien journaliste de Fox Sports Radio, Clay Travis, et Buck Sexton, un ex-agent de l'Agence centrale de renseignement (CIA). Les deux compères ont pris la tranche horaire de Rush Limbaugh en 2021, avant de lancer leur plate-forme de podcasts deux ans plus tard. Ils ont des millions de fans, et il est très difficile de suivre tous les supports sur lesquels leurs performances sont diffusées. Le duo est assez improbable, par son contraste, mais se révèle très complémentaire. Au sein de la CIA, Buck Sexton a notamment travaillé comme analyste sur l'Irak. En 2012, il a écrit un livre sur le mouvement Occupy Wall Street, ancré à gauche, pour en révéler les ambitions révolutionnaires.

« Parler à des gens qui hésitent »

Selon lui, les élections de 2020 ont accéléré le développement de ce nouvel écosystème conservateur, comme une autre voie aux médias traditionnels *« biaisés »*. D'autant qu'il n'existe pas d'obstacle pour se lancer, en petit artisan des ondes. *« Il y a donc à la fois plus d'options et une plus grande sensibilité du public, qui a conscience de pouvoir trouver comme jamais auparavant une personne s'exprimant en conformité avec ses vues et ses opinions »*, dit-il.

Buck Sexton a grandi à New York avec les fils de Donald Trump, Eric et Don Jr. Il connaît l'ancien président depuis une époque lointaine, bien avant son entrée en politique. Lorsqu'on l'interroge sur cette proximité, il répond sans hésiter. *« Il faut juste être honnête au sujet de ses convictions et de ses fréquentations. Le journalisme objectif est une fiction. Si l'on se penche sur les premiers temps du journalisme aux Etats-Unis, il était directement aligné sur les partis politiques et certains personnages. L'idée selon laquelle on ne devrait rapporter que les faits, c'est une invention de la deuxième moitié du XXe siècle. »*

Si les démocrates ont table ouverte sur la chaîne libérale MSNBC et commencent à développer leur toile de podcasts et émissions, les républicains ont pris de l'avance, s'épanouissant dans une forme de contre-culture médiatique. Lara Trump, la belle-fille de l'ex-président, qui codirige à présent le Comité national républicain, Eric Trump et Don Jr, les deux fils aînés du milliardaire, ou encore les élus les plus radicaux à la Chambre des représentants, telle Marjorie Taylor Greene, sont quelques-unes des figures familières de ces podcasts. *« Je pense que l'opinion MAGA est déjà acquise,* explique Lara Trump au *Monde. Ce sont des gens qui aiment leur pays, des patriotes qui veulent le voir réussir. Nous avons déjà leurs voix. Nous devons parler à des gens qui hésitent peut-être à voter pour Trump. »*

Mark Kaye est l'un des personnages de cet archipel en ligne. Né au Canada, il produisait une émission de radio, supprimée en février par la station qui l'hébergeait. Mark Kaye avait partagé une fausse photo produite par l'intelligence artificielle, montrant Donald Trump entouré de personnes noires radieuses et festives. Ce petit souci éthique ne l'a nullement

« IL FAUT JUSTE ÊTRE HONNÊTE AU SUJET DE SES CONVICTIONS. LE JOURNALISME OBJECTIF EST UNE FICTION »
BUCK SEXTON
animateur d'un podcast conservateur

contrarié. Il présente aujourd'hui une émission sur Newsmax, chaîne en pleine ascension, débordant Fox News sur sa droite. Et puis il anime son propre podcast, « Mark Kaye Saves The Republic ». Saisissant son téléphone, il consulte le classement du moment. *« Je suis 51e sur iTunes dans les émissions politiques. »* Il compte aussi 1 million d'abonnés sur Facebook, et 150 000 sur TikTok.

« Les réseaux sociaux, c'est le Far West, dit-il, *surtout depuis qu'Elon Musk a repris Twitter et qu'il le promeut comme une plate-forme de libre expression. Ce qui est intéressant à propos de la base MAGA, c'est que ses membres ont toujours pensé la même chose, mais ils ne communiquaient pas entre eux. Ce que Trump a fait, c'est de leur dire : je pense comme vous. »* Donald Trump a ouvert la voie, en court-circuitant les médias traditionnels, pour s'adresser directement à son public. Puis, en quelques années, les influenceurs conservateurs se sont multipliés dans son sillage. Les élus eux-mêmes s'y sont mis. Le sénateur texan Ted Cruz a son propre podcast, comme Matt Gaetz, représentant de Floride. Dans ce secteur de plus en plus encombré, la clé du succès repose sur l'imagination commerciale et l'originalité. Il faut, comme au catch, se créer un personnage distinctif. *« Vous pouvez percevoir une partie des revenus générés, comme le fait YouTube avec la publicité,* explique Mark Kaye. *Les réseaux de podcasts le permettent. Vous pouvez aussi vendre les soutiens que vous apportez, vendre des produits dérivés. »* Lui vend des livres, des bonnets et des tee-shirts.

« Le Washington des podcasts »

Mark Kaye connaît bien Lara Trump. Par capillarité, il a donc sympathisé avec son mari, Eric Trump, et le frère de celui-ci, Don Jr, qui ont pris une importance inédite dans le dispositif de campagne ces derniers mois. Tous vivent en Floride. Mark Kaye est installé à Jacksonville. *« West Palm Beach* [une ville voisine de Miami], *c'est le Washington des podcasts ! »*, s'amuse celui qui est régulièrement invité à Mar-a-Lago, la résidence de Donald Trump.

Lorsqu'on lui parle de la confusion entre les podcasts comme le sien et l'entourage du milliardaire, il s'esclaffe en évoquant les télévisions dites *mainstream*. Mark Kaye cite l'exemple de George Stephanopoulos, présentateur vedette de la chaîne ABC, qui a obtenu le premier entretien avec Joe Biden après son naufrage lors du débat face à Trump. *« La raison pour laquelle ABC a engagé Stephanopoulos est le fait qu'il dispose d'une ligne directe pour joindre Bill Clinton, Barack Obama, et tout le Parti démocrate. »* Les médias traditionnels méprisent les orateurs MAGA. Ceux-ci se sont construits en miroir inversé de leurs contempteurs. ■

P. SM

Le Monde
SAMEDI 20 JUILLET 2024

UE : von der Leyen reconduite par les eurodéputés

La présidente sortante de la Commission a été réélue grâce au soutien des Verts, à l'exception des élus français

STRASBOURG - *envoyés spéciaux*

Peu adepte des effusions, Ursula von der Leyen n'a pas caché sa joie à l'issue du vote au Parlement européen qui l'a investie pour un nouveau mandat à la présidence de la Commission, jeudi 18 juillet. *« C'est bien mieux que la dernière fois »*, s'est-elle exclamée, en riant. En 2019, lorsqu'elle s'était présentée devant les eurodéputés, elle n'avait été confirmée qu'avec neuf voix d'avance. Cette fois, 401 élus (284 contre, 15 abstentions) ont voté pour l'ex-ministre d'Angela Merkel, dont les chefs d'Etat et de gouvernement européens avaient proposé la reconduction, le 27 juin. Soit 41 de plus que les 360 votes nécessaires.

Ces dernières semaines, la dirigeante de 65 ans n'a pas ménagé ses efforts pour convaincre chaque eurodéputé qui pouvait l'être de voter pour elle. Compte tenu du résultat des élections européennes du 9 juin, qui ont vu l'extrême droite monter quand les Verts et les libéraux de Renew reculaient, rien n'était gagné et l'Allemande, devenue l'incarnation d'une Europe verte et normative, le savait.



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, à Strasbourg, le 18 juillet. JEAN-FRANCOIS BADIAS/AP

Orban « joue le jeu de Poutine »

Ursula von der Leyen a mené d'intenses négociations avec les groupes politiques qui forment la majorité sur laquelle elle s'appuiera pour faire adopter ses projets législatifs à Strasbourg : les chrétiens-démocrates du Parti populaire européen (PPE), les sociaux-démocrates (S&D) et Renew. Mais des défections étaient prévisibles, y compris dans son camp du PPE, où les Français des Républicains (LR), notamment, avaient annoncé qu'ils ne voteraient pas pour elle. De fait, sans les quelque 45 Verts qui ont soutenu sa candidature, elle n'aurait pas été élue. Fratelli d'Italia, le parti postfasciste de la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, qu'elle avait largement ménagée ces derniers mois, ne lui a, en revanche, pas apporté ses voix. *« Meloni va avoir du mal, maintenant, à faire valoir ses intérêts à Bruxelles. Elle s'isole »*, juge un diplomate européen.

C'est à une équation hautement complexe qu'Ursula von der Leyen a essayé de répondre jeudi : s'assurer le plus de votes possibles au PPE où l'on critique sa politique trop sociale et trop verte durant son premier mandat, sans fâcher la gauche de sa majorité, tout en donnant des gages aux Verts et en essayant de marquer des points auprès de Fratelli d'Italia. A l'arrivée, avant le scrutin, elle a prononcé, une heure durant, un long discours contraint, sans proposition forte et dans lequel chaque groupe a cherché les *« mots-clés »* qu'il souhaitait y voir figurer. A ses amis du PPE, qui restent la première force politique au Parlement européen, la présidente de la Commission a donné satisfaction en faisant de *« la compétitivité et la prospérité »* sa *« première priorité »*. Au vu du décrochage économique de l'UE par rapport à la Chine et aux Etats-Unis, elle a promis une débureaucratisation de l'Europe, des simplifications à tous les étages et *« un nouveau pacte pour une industrie propre »*.

Von der Leyen compte charger un commissaire au logement, qui n'est pas une compétence communautaire

Pour financer les investissements massifs que les Vingt-Sept devront réaliser afin d'effectuer leurs transitions verte et numérique, Ursula von der Leyen a, une nouvelle fois, évoqué la nécessité de voir la Banque européenne d'investissement à l'œuvre et l'union des marchés de capitaux achevée. Mais, a-t-elle poursuivi, sachant qu'elle abordait là un sujet à haut risque politique, *« nous avons également besoin de fonds publics »*. La présidente de la Commission n'a pas agité le chiffon rouge que représente pour le PPE ou les pays frugaux, au premier rang desquels l'Allemagne, un nouvel emprunt commun aux Vingt-Sept. Elle a néanmoins proposé un budget communautaire *« renforcé »* et *« un nouveau fonds européen pour la compétitivité »*, sans en dire plus.

Dans sa conquête de la droite, Ursula von der Leyen s'est ensuite aventurée sur le terrain de l'immigration. Au programme : *« des frontières plus sûres »*, le triplement, d'ores et déjà prévu, à 30 000 du nombre de gardes-côtes et gardes-frontières de Frontex et de nouveaux accords migratoires sur le modèle de ceux passés avec la Tunisie, l'Egypte ou le Liban. Elle nommera aussi un commissaire chargé des relations avec la région méditerranéenne, une demande de l'Italie. Elle n'a pas abordé le sujet polémique de l'externalisation des demandeurs d'asile à des pays tiers, qui aurait heurté ses alliés de gauche.

Pour ceux-là, Ursula von der Leyen a sorti la carte de l'Etat de droit, pour faire barrage aux *« démagogues et extrémistes détruisant notre mode de vie européen »*. Sous les applaudissements, elle a accusé le premier ministre hongrois, Viktor Orban, d'avoir *« joué le jeu »* de Vladimir Poutine, en allant lui rendre visite à Moscou, deux jours avant les bombardements russes sur une maternité de Kiev. *« Le respect de l'Etat de droit est un impératif pour l'octroi de fonds de l'UE »*, a-t-elle poursuivi, alors que la Commission bloque encore 20 milliards d'euros de fonds destinés à Budapest, en raison de ses manquements en la matière.

Afin de répondre aux revendications socialistes et écologistes, Ursula von der Leyen a également proposé un *« plan logement abordable »* pour les ménages précaires. Et, même si le logement n'est pas une compétence communautaire, elle compte charger un commissaire du sujet.

« Aucun projet n'est chiffré »

Le Pacte vert, qui doit permettre aux Vingt-Sept d'atteindre la neutralité carbone en 2050, est sorti affaibli de l'exercice de haute voltige auquel s'est livrée la présidente de la Commission, jeudi. Qu'importe. Les Verts ont décidé de la soutenir pour *« se mettre en travers de l'extrême droite »*, comme le dit leur coprésidente, Terry Reintke. Les écologistes français ont refusé de suivre la consigne. *« Ursula von der Leyen a tenu bon sur les valeurs face à l'extrême droite. Mais ce n'est pas suffisant »*, explique l'élue Marie Toussaint.

« Le front républicain fonctionne en France comme en Europe »
RAPHAËL GLUCKSMANN
Place publique, S&D

Avec la guerre aux portes de l'Europe, le retour possible de Donald Trump à la Maison Blanche, la percée de l'extrême droite, l'offensive chinoise et le changement climatique, les S&D ont fait le même raisonnement. *« Le front républicain fonctionne en France comme en Europe »*, se félicite l'eurodéputé (Place publique, S&D) Raphaël Glucksmann.

Enfin, Ursula von der Leyen a rappelé son soutien indéfectible à l'Ukraine et insisté sur la nécessité de construire une *« Union européenne de la défense »*, faisant ainsi écho aux préoccupations de la plupart des groupes politiques.

« On a eu un discours général. Aucun projet n'est chiffré. Cela devra être clarifié d'ici à septembre », avant que le Parlement soit consulté sur la nomination des commissaires, constate M. Glucksmann. *« Il est possible,* dit-il, *qu'on fasse tomber le collège des commissaires qui comprendra des personnalités nommées par l'extrême droite »*, au gouvernement en Hongrie, en Italie et en Finlande.

« Notre soutien à la présidente de la Commission n'est pas un chèque en blanc », abonde Iratxe Garcia Perez, la présidente du groupe S&D. *« Nous insisterons pour que les engagements pris par Mme von der Leyen soient respectés »*, lui fait écho son homologue de Renew, Valérie Hayer. *« Les Européens ont voté pour le changement. Ce mandat ne peut pas être la continuité du précédent »*, prévient, quant à lui, l'eurodéputé (LR, PPE) François-Xavier Bellamy.

Jeudi, en se faisant réélire, la présidente de la Commission a gagné la première manche. La deuxième, qui l'obligera à sortir de l'ambiguïté sur nombre de sujets, s'annonce au moins aussi difficile. ■

PHILIPPE JACQUÉ ET VIRGINIE MALINGRE

Sur l'acte II du pacte vert, une feuille de route encore floue

Ursula von der Leyen a réaffirmé l'objectif d'une baisse des émissions de CO_2 de 90 % d'ici à 2040, sans préciser sa stratégie pour y parvenir

STRASBOURG - *envoyée spéciale*

L'avenir du pacte vert européen s'écrira dans les prochains mois et rien ne permet, à ce stade, de garantir qu'il permettra aux Européens d'atteindre la neutralité carbone en 2050, comme ils s'y sont engagés dans l'accord de Paris. Jeudi 18 juillet, lors de son discours devant le Parlement européen, qui l'a investie pour être reconduite à la tête de la Commission, Ursula von der Leyen s'est certes engagée à le mettre en œuvre et à le poursuivre, mais elle est restée floue sur la réalité de son ambition.

L'ancienne ministre de la défense d'Angela Merkel, qui avait mis la lutte contre le réchauffement climatique au cœur de son programme, en 2019, quand elle s'était présentée pour la première fois devant les eurodéputés, défend désormais une Union européenne (UE) *« qui s'en tient aux objectifs du pacte vert de manière pragmatique »*.

Ursula von der Leyen a fait le service minimum pour ne pas se mettre à dos les Verts, les sociaux-démocrates et les Libéraux de Renew Europe. Elle a évoqué quelques nouveautés – des plans pour l'adaptation climatique et un *« pacte pour l'océan »*, sans en détailler plus le contenu. Elle a réaffirmé sa volonté d'inscrire dans la loi l'objectif d'une baisse des émissions de CO_2 de 90 %, d'ici à 2040, sans s'appesantir sur les moyens d'y parvenir.

Rien sur les pesticides

La présidente de la Commission s'est surtout attachée à défendre le volet industriel du pacte vert, largement consensuel au sein de l'hémicycle, en annonçant *« un nouveau pacte pour une industrie propre »*, qui doit permettre d'accélérer la décarbonation de l'industrie et de l'énergie. Elle compte aussi, à la grande satisfaction de Berlin, autoriser les constructeurs automobiles à explorer d'autres pistes que la voiture électrique, notamment l'usage des carburants synthétiques, pour se préparer à 2035, quand seuls des véhicules zéro émission pourront être mis sur le marché. *« Certains pourront ainsi dire que* [l'UE] *ne sonne pas la fin du moteur thermique »*, explique l'eurodéputé macroniste Pascal Canfin, alors que l'ambition européenne est maintenue.

Sur l'agriculture, jusqu'ici très peu mise à contribution pour la transition écologique de l'Union, Ursula von der Leyen est restée minimaliste. Les efforts des éleveurs et des céréaliers pour préserver la biodiversité devront être *« récompensés »*, a-t-elle affirmé, excluant ainsi de conditionner les aides de la politique agricole commune à la protection de l'environnement. Sur l'usage des pesticides, elle n'a rien dit.

« S'agit-il d'un programme vert ? Je peux vous dire que la réponse est non », a réagi Terry Reintke, la coprésidente du groupe Vert du Parlement européen, qui a néanmoins appelé ses troupes à soutenir Mme von der Leyen pour faire barrage à l'extrême droite.

L'acte I du pacte vert – une soixantaine de textes législatifs doivent permettre à l'UE de réduire ses émissions de CO_2 de 55 %, d'ici à 2030 – s'est joué entre 2019 et 2024, même s'il y a eu quelques accrocs, notamment sur des projets concernant le monde rural, dont les manifestations des agriculteurs en début d'année 2024 ont eu raison. Son acte II semble désormais plus aléatoire, tant les résistances au pacte vert se sont accrues partout sur le Vieux Continent depuis un an.

Au Parlement européen, cela fait des mois que le Parti populaire européen (PPE) mène la fronde. Dans les capitales, à Paris notamment, les appels à une *« pause réglementaire »* se sont multipliés. Les élections européennes ont encore amplifié les résistances. L'eurodéputée écologiste Marie Toussaint parle d'*« une vague antiécologiste en Europe de l'Ouest »*, qui a vu les extrêmes droites et le PPE renforcer leur position dans l'hémicycle quand les Verts et les libéraux de Renew Europe y ont perdu du terrain.

« S'agit-il d'un programme vert ? Je peux vous dire que la réponse est non »
TERRY REINTKE
coprésidente du groupe Vert du Parlement européen

La majorité parlementaire construite autour du PPE, des sociaux-démocrates et de Renew Europe a été reconduite, mais les rapports de force y sont plus favorables à la droite. Celle-ci est désormais capable, le cas échéant, de construire une majorité alternative avec les seules droites radicales. Et donc de bloquer des textes. *« Pour le pacte vert, à part en matière agricole, j'ai le sentiment que le scénario d'une alliance totale de la droite et des extrêmes droites restera une exception »*, relativise M. Canfin.

A l'inverse, les libéraux ne peuvent plus espérer, en s'alliant avec les gauches et quelques élus PPE, faire adopter un texte, comme cela était le cas dans la mandature précédente. En clair, Renew Europe a perdu son rôle de pivot, au profit du PPE.

Ursula von der Leyen, dont les convictions écologiques sont réelles, a intégré ce nouvel équilibre parlementaire. Elle ne pourra pas non plus compter sur les chefs d'Etat et de gouvernement européens pour relancer le pacte vert. A la table du conseil européen, douze d'entre eux sont issus du PPE et les élections à venir, notamment en Allemagne en 2025, pourraient encore consolider leur position. Dans le même temps, les Verts, encore en coalition dans une poignée de gouvernements, devraient perdre en influence.

Dans ce contexte peu porteur pour la cause écologique, Ursula von der Leyen n'a rien dit, jeudi, de la place qu'occuperait la transition verte dans sa Commission. Mais elle s'est engagée, auprès de S&D, à faire de la ministre espagnole à la transition écologique, la socialiste Teresa Ribera, sa vice-présidente exécutive chargée du pacte vert. ■

V. MA.

En Inde, l'aura de bâtisseur de Modi ternie par des catastrophes

Les effondrements d'aéroports et de ponts se multiplient, jetant le discrédit sur le gouvernement



Une partie du toit de l'aéroport de New Delhi effondrée après de fortes pluies, le 28 juin. SANCHIT KHANNA/« HINDUSTAN TIMES »/SIPA USA

NEW DELHI - *correspondance*

L'accès au terminal 1 de l'aéroport de New Delhi a été bouclé. Des dizaines d'ouvriers casqués et vêtus de gilets orange fluorescents ont remplacé les passagers et leurs valises. L'habituel ballet des taxis a laissé place à celui des tractopelles et autres engins de chantier. Depuis le 28 juin, toutes les opérations sont suspendues. Ce jour-là, les premières pluies de la mousson ont provoqué l'effondrement d'un immense auvent, faisant huit blessés et un mort, alors que l'aéroport venait tout juste d'être rénové et inauguré fièrement par le premier ministre indien, Narendra Modi, le 10 mars.

Cet accident a provoqué l'indignation des Indiens et l'opposition n'a pas manqué de dénoncer la *« négligence criminelle »*, évoquant des constructions de *« mauvaise qualité »* qui s'effondrent tels des *« châteaux de cartes »*.

A travers le pays, les infrastructures tombent les unes après les autres. L'aéroport de Jabalpur, dans l'Etat du Madhya Pradesh, lui aussi fraîchement inauguré par M. Modi en mars, celui de Lucknow, dans l'Uttar Pradesh, ou encore celui de Rajkot, dans le Gujarat, ont également failli sous l'effet des précipitations, fin juin. Dans l'Etat du Bihar, quatorze ponts, dont certains n'étaient même pas terminés, se sont écroulés en l'espace d'un mois à peine, forçant les autorités locales à réagir. Quinze ingénieurs ont été suspendus, et une inspection de tous les vieux ponts de cette région du nord-est de l'Inde a été exigée.

Cette série de catastrophes jette le discrédit sur les ambitions du gouvernement de Narendra Modi. Les nationalistes hindous, au pouvoir depuis 2014, bâtissent à un rythme effréné. Routes, aéroports, ponts, modernisation du réseau ferroviaire… Coûte que coûte, le gouvernement veut rattraper le retard de l'Inde en la matière. La cinquième puissance économique mondiale manque encore d'infrastructures pour assurer son développement et assouvir ses ambitions. Le premier ministre a promis qu'il ferait de l'Inde un pays développé à l'horizon 2047.

Des gains politiques certains

Les dépenses annuelles moyennes du gouvernement en matière d'infrastructures se sont établies à 5,1 % du PIB entre 2020 et 2021 et entre 2023 et 2024. *« Selon l'indice de performance logistique de la Banque mondiale, le classement de l'Inde en matière d'infrastructures est meilleur que celui de nombreux pays plus riches »*, précise Suyash Rai, chercheur et directeur adjoint de Carnegie India, un groupe de réflexion, soulignant les progrès réalisés sur ce front. L'Inde se classe ainsi devant la Hongrie ou la Croatie. *« Au cours des dernières décennies, le pays a investi massivement, mais beaucoup d'infrastructures se trouvent déjà en piteux état, car il faut les maintenir, et le budget ne contient généralement pas de provision à cet effet »*, souligne M. Rai.

> **Dans l'Etat du Bihar, quatorze ponts, dont certains n'étaient même pas terminés, se sont écroulés en un mois**

Depuis 2014, le budget consacré au transport routier et aux autoroutes *« a augmenté de 500 % »*, affirment les autorités. En 2020-2021, le gouvernement a construit l'équivalent de 37 kilomètres d'autoroutes par jour. Le réseau de routes nationales est passé de 91 287 kilomètres en 2014 à 146 145 kilomètres en 2023. En dix ans, le nombre d'aéroports a plus que doublé, de 74 à 158. Le pays devrait en compter 300 d'ici à 2047.

La construction des infrastructures offre des gains politiques certains. *« Les gouvernements, que ce soit l'Etat central ou les Etats fédérés, construisent des infrastructures dans l'urgence avec pour objectif d'en récolter des dividendes électoraux »*, souligne Niranjan Sahoo, chercheur à l'Observer Research Foundation, un centre de réflexion installé à Delhi.

Durant la campagne des élections législatives, qui se sont achevées le 1er juin, Narendra Modi a enchaîné les cérémonies d'inauguration, faisant de la modernisation du pays l'un des arguments phares de sa campagne. *« Le premier ministre n'a cessé de vanter la connectivité routière, la modernisation des trains pour vendre du rêve à la classe moyenne urbaine, lui montrer ce qui est fait pour améliorer son quotidien et pour faire évoluer l'Inde »*, poursuit M. Sahoo.

Le dirigeant nationaliste hindou ne manque jamais une occasion de poser la première pierre d'un édifice ou d'en inaugurer un autre, parfois même avant qu'il ne soit terminé, si le calendrier électoral l'exige. Le premier ministre a ainsi organisé la cérémonie d'inauguration du temple hautement politique à la gloire du dieu Ram à Ayodhya, dans l'Uttar Pradesh, le 22 janvier, avant même que le complexe soit achevé. *« Ce projet d'infrastructure extravagant du Parti du peuple indien de M. Modi a été construit dans la précipitation avant les élections. Et là, aux premières pluies, il est inondé »*, rappelle M. Sahoo.

« Pourriture de notre système »

Le centre de convention situé à Pragati Maidan, à New Delhi, tout juste sorti de terre pour le sommet du G20 en septembre 2023, a, lui aussi, été inondé avant même l'arrivée des premiers délégués. Le tunnel routier construit aux abords de ce complexe prend l'eau à chaque fois qu'il pleut. Les pluies de la mousson, devenues erratiques sous l'effet du changement climatique, aggravent le problème et nécessitent de futures infrastructures résilientes. L'expansion de la capitale, dont la superficie a presque doublé en trente ans, s'est faite sans tenir compte de sa topographie, estiment les urbanistes. *« Aucune attention n'est prêtée à la conception des infrastructures et les processus d'appels d'offres ne font pas l'objet d'un examen minutieux. La primauté est donnée aux projets les moins chers »*, abonde Niranjan Sahoo.

> **Le tunnel routier construit aux abords du centre ayant accueilli le G20 en 2023 à New Delhi prend l'eau à chaque fois qu'il pleut**

Ces incidents en cascade sont des signes d'*« échec de la gouvernance »*, de *« pourriture de notre système »*, dénonce le quotidien de langue anglaise *Deccan Herald* dans son éditorial du 11 juillet. Il rappelle ainsi que l'effondrement d'un pont à Morbi, dans le Gujarat, quatre jours après sa réouverture, à la suite de travaux, avait causé la mort de cent quarante personnes en 2022. L'entreprise chargée des travaux, Ajanta Manufacturing, une filiale du groupe Oreva, plus connu pour ses horloges que pour ses interventions sur des infrastructures, est accusée de négligence.

« Les connexions entre les entreprises et les responsables politiques sont profondes et l'on ne peut exclure la corruption à grande échelle », pointe M. Sahoo. Les entreprises d'infrastructures ont d'ailleurs largement financé les partis politiques depuis 2019 dans le cadre d'un mécanisme opaque inventé par Narendra Modi et aboli en 2024 par la Cour suprême indienne.

Pas de quoi ralentir le premier ministre, qui se trouvait encore, samedi 13 juillet, à Bombay, dans le Maharashtra, pour inaugurer de nouveaux quais de gare, une route et une infrastructure portuaire. Il a profité du déplacement pour poser la première pierre de deux tunnels routiers. Une frénésie qui lui a valu d'être surnommé l'« inaugurateur en chef » par l'opposition. Et M. Modi n'entend pas s'arrêter là : il a d'ores et déjà annoncé que l'Inde serait candidate à l'organisation des Jeux olympiques de 2036. ■

CAROLE DIETERICH

Les houthistes du Yémen revendiquent un tir de drone sur Tel-Aviv

L'attaque a fait un mort. Les rebelles yéménites agissent en solidarité avec le Hamas dans le cadre de l'« Axe de la résistance » mené par l'Iran

JÉRUSALEM - *correspondant*

Une puissante explosion au cœur de Tel-Aviv, non loin d'une annexe de l'ambassade américaine, a fait un mort, un homme d'une cinquantaine d'années et plusieurs blessés légers, vendredi 19 juillet. Du Yémen, les houthistes ont revendiqué, pour la première fois, avoir tué au cœur de la métropole côtière israélienne. L'armée de l'air a dit avoir identifié un drone en approche, sans confirmer son origine, et a échoué à l'intercepter en raison d'une *« erreur humaine »*.

L'engin, qui aurait parcouru plus de 2 000 kilomètres, a franchi les défenses israéliennes sans déclencher les sirènes d'alerte de la ville. Le drone a explosé peu après trois heures du matin. *« La guerre est encore là, et c'est difficile et douloureux »*, a rappelé le maire de Tel-Aviv, Ron Huldai, à ses administrés.

Depuis novembre 2023, le mouvement yéménite s'arroge un rôle accru dans l'« axe de la résistance » mené par Téhéran, à la faveur de la guerre à Gaza. Il a revendiqué, dans un communiqué, *« une opération militaire qualitative, ciblant l'un des objectifs importants dans la zone occupée de Jaffa, connue en Israël sous le nom de "Tel-Aviv" »*.

Le 14 juillet, les houthistes avaient déjà revendiqué un tir de drones vers le port touristique israélien d'Eilat, censé répondre aux frappes israéliennes de la veille, qui ont tué 90 personnes à Gaza, selon le ministère de la santé locale, dans des tirs contre le chef militaire du Hamas, Mohammed Deif, dont la mort n'a pas été confirmée.

« Quatrième phase »

Les rebelles yéménites avaient fini par se faire oublier d'Israël, après avoir lancé une série de missiles et de drones vers Eilat, en mer Rouge, en solidarité avec le Hamas après le 7 octobre 2023. Ces frappes n'ont fait ni victimes, ni dégâts. Elles représentaient une nuisance lointaine, couplée récemment à des attaques de drones contre ce port revendiquées par des milices chiites irakiennes, également alliées de l'Iran, avec lesquelles les houthistes affirment travailler. Israël laissait la charge de répondre à cette menace à une coalition américaine qui mène depuis janvier des frappes d'une incidence limitée au Yémen.

L'Etat hébreu a d'autres préoccupations plus urgentes que les attaques menées par les houthistes contre des navires commerciaux et militaires au large du détroit de Bab Al-Mandab, qui perturbent le trafic international, dont environ 12 % passaient par ces eaux avant la guerre. Depuis novembre 2023, des missiles et des drones tirés par les houthistes ont visé plus de soixante navires – dont certains en route vers les ports de leur allié iranien. Ils en ont coulé deux, ont tué quatre marins, et les rebelles ont aussi saisi un navire.

Après une relative accalmie en avril, les houthistes ont accéléré ces attaques, annonçant début mai une *« quatrième phase »* de leur campagne. Ils ambitionnent de l'élargir en mer Méditerranée et dans l'océan Indien, sans en avoir démontré la capacité. En réponse, la coalition américaine a frappé ces derniers mois dans la région du port de Hodeïda, de la capitale, Sanaa, et à Taëz (centre). Le 30 mai, une série de frappes a tué seize personnes et en a blessé quarante-deux, selon les rebelles.

Territoire coupé du monde

Le coût et l'efficacité de cette opération demeurent sujets à caution, face à un mouvement qui se nourrit de toute confrontation : en guerre depuis les années 2000 contre l'Etat yéménite, qu'il a dévoré à partir de 2014, et contre l'Arabie saoudite, qui cherche un difficile processus de paix avec lui. Téhéran a encouragé ces pourparlers afin de légitimer son allié. Mais la guerre à Gaza les a durablement perturbés.

Héritiers des arsenaux de l'armée yéménite, bénéficiaires de transferts de technologie et de savoir-faire de l'Iran et du Hezbollah libanais depuis une décennie, les houthistes exploitent un puissant sentiment de solidarité dans le pays avec la cause palestinienne. Cette mobilisation contribue au durcissement de leur règne dans le nord du Yémen, la partie montagneuse et la plus peuplée du pays, où ils tiennent un territoire belliciste et coupé du monde.

Elle aide aussi à rendre tolérable le lent écroulement de l'économie locale, après l'interruption des maigres exportations de pétrole du pays, fin 2022. Depuis mars, les houthistes ont relancé leur guerre bancaire avec le faible gouvernement légitime, qui perdure dans le sud du pays, soutenu par Riyad. Les deux parties ont annoncé le bannissement de toute banque opérant dans la moitié adverse du pays, après que les houthistes ont commencé à mettre en circulation leur propre monnaie. ■

LOUIS IMBERT

Liban : cinq morts, dont un responsable du Hezbollah, après des tirs israéliens

Des bombardements israéliens au Liban ont tué, jeudi 18 juillet, au moins cinq personnes, dont un commandant de la force Radwan, unité d'élite du Hezbollah, selon une source proche du mouvement chiite. Dans la journée, d'autres frappes avaient visé des responsables du Hezbollah et d'un autre groupe islamiste libanais. Les violences qui ont éclaté à la frontière israélo-libanaise après le 7 octobre 2023 ont fait 516 morts au Liban, en majorité des combattants, mais ce bilan inclut aussi au moins 104 civils, selon un décompte de l'AFP. Côté israélien, 18 soldats et 13 civils ont été tués, selon les autorités.

ASSEMBLÉE NATIONALE

La journée où Yaël Braun-Pivet a repris sa place au perchoir

La députée Renaissance des Yvelines, réélue à la tête de l'Assemblée nationale, à treize voix devant la gauche, a promis de « nouvelles méthodes »... comme en 2022



Trente-neuf jours après la dissolution de l'Assemblée nationale, onze jours après le second tour des législatives qui a vu la défaite du camp présidentiel, Emmanuel Macron est toujours à l'Elysée, Gabriel Attal est toujours à Matignon, et Yaël Braun-Pivet est toujours au perchoir.

La députée (Renaissance) des Yvelines a été réélue, jeudi 18 juillet, présidente de l'Assemblée nationale au troisième tour, avec 220 voix contre 207 pour l'élu communiste du Puy-de-Dôme André Chassaigne, son principal rival, représentant le Nouveau Front populaire (NFP). Entre-temps, la coalition présidentielle a obtenu moins de 15 % aux élections européennes, 20 % au premier tour des élections législatives anticipées et perdu plus de 80 sièges au second.

Cette nouvelle donne politique paraît n'avoir jamais existé quand Yaël Braun-Pivet s'élance vers le perchoir, jeudi, peu avant 21 heures. Sur son chemin, elle embrasse le ministre de l'intérieur démissionnaire, Gérald Darmanin, puis le secrétaire général de l'Assemblée nationale et de la présidence, Damien Chamussy. Seuls les élus du bloc central, du groupe de la Droite républicaine (DR) et une partie du Rassemblement national (RN) applaudissent la nouvelle présidente. La plupart des élus du NFP restent interdits au fond de leurs sièges.

Visiblement émue, Yaël Braun-Pivet improvise une prise de parole pour rompre le malaise manifeste, lié à l'annonce de sa réélection. La députée des Yvelines appelle à apporter de *« nouvelles solutions »* aux Françaises et aux Français, par le biais de *« nouvelles méthodes »*. *« C'était le discours d'il y a deux ans »*, tempête peu après, dans la salle des Quatre-Colonnes, le président du groupe socialiste, Boris Vallaud.

Les *« nouvelles méthodes »* évoquées jeudi font écho au *« nouveau chapitre »* que la présidente de l'Assemblée nationale voulait ouvrir il y a deux ans. *« Nous devons nous entendre, nous devons coopérer, nous devons être capables de rechercher des compromis, nous devons être capables de dialoguer, de nous écouter et d'avancer »*, a-t-elle affirmé jeudi soir. Lors de son accession au perchoir, en 2022, elle assurait déjà que *« les Français* [leur] *enjoign*[aient] *de travailler ensemble, de débattre, plutôt que de* [se] *battre. »* *« Ce dialogue sera la fondation sur laquelle nous pourrons bâtir du consensus, des compromis »*, avait-elle ajouté.

LOGIQUE DES TROIS BLOCS CONFIRMÉE

Entre ces deux discours, une législature chaotique, rythmée par les séances électriques. Une ambiance qui s'est retrouvée au cours de cette séance inaugurale, d'ordinaire convenue. Lors du discours de Yaël Braun-Pivet, qui s'est félicitée de la forte participation aux élections législatives, la députée (La France insoumise, LFI) de Paris Sophia Chikirou lui a lancé : *« Ils n'ont pas voté pour vous, les Français ! »*

Alors que ce scrutin constituait le premier rapport de force au sein de l'Hémicycle depuis le second tour des législatives, l'élection de Yaël Braun-Pivet a confirmé la logique des trois blocs. A l'extrême droite, comme à gauche et dans la coalition présidentielle, tous les groupes ont montré leur solidité. En tête, André Chassaigne, candidat unique du NFP, a obtenu 200 voix au premier tour, soit sept de plus que l'addition des quatre groupes constituant le NFP. Deuxième, Sébastien Chenu, député (RN) du Nord, a obtenu les 142 voix de son groupe et de celui d'Eric Ciotti.

Le RN, dont tous les adversaires redoutaient l'imprévisibilité, n'a finalement joué aucun rôle dans l'élection du quatrième personnage de l'Etat. *« Abstention ? Retrait de notre candidat plus tôt ? Vote en faveur d'un autre ? N'importe quel autre choix nous aurait valu des accusations en double jeu. Nous sommes restés dans notre couloir, sans tenir compte de ce qui se passait autour : au moins, on est inattaquables. On ne fait pas ce qu'on dénonce »*, affirme M. Chenu, qui évoque, à propos de l'élection de la présidente de l'Assemblée nationale, une *« victoire à la Pyrrhus »*.

LE RN, DONT TOUS LES ADVERSAIRES REDOUTAIENT L'IMPRÉVISIBILITÉ, N'A FINALEMENT JOUÉ AUCUN RÔLE DANS L'ÉLECTION DU QUATRIÈME PERSONNAGE DE L'ÉTAT

Car Mme Braun-Pivet n'est arrivée que troisième au premier tour, avec 124 voix, soit treize de moins que le total des groupes Ensemble pour la République (EPR) et MoDem, qui la soutenaient. Il lui a fallu les retraits de Philippe Juvin (Les Républicains, LR, Hauts-de-Seine, 48 voix) et de Naïma Moutchou (Horizons, Val-d'Oise, 38 voix) pour obtenir un ballottage plus favorable. Au deuxième tour, elle a bénéficié à l'unité près du report des voix des deux candidats et a viré en tête avec 210 voix, puis 220 au troisième tour, après le retrait de Charles de Courson (Les Centristes, Marne), treize d'avance sur André Chassaigne. Les voix contestées des 17 députés toujours ministres ont fait la différence.

C'est le principal fait politique de l'élection de jeudi : l'entente entre l'ancienne coalition gouvernementale et la droite a fonctionné à plein. Gabriel Attal s'est d'ailleurs félicité devant ses troupes, après l'élection de Yaël Braun-Pivet, de l'accord *« solide »* et enfin respecté de la part du groupe de la Droite républicaine. *« Le vote est secret, mais je pense qu'il n'a pas dû manquer une voix chez nous*, avance l'élu (LR) de Haute-Corse François-Xavier Ceccoli. *Je ne suis pas un de ses proches, mais il faut reconnaître* [au président du groupe DR] *Laurent Wauquiez d'être un vrai leader. »* Et donc de tenir ses troupes. Si celui qui se positionne déjà dans la course à l'Elysée en 2027 ne veut pas entendre parler d'une coalition gouvernementale avec les macronistes, il a œuvré pour favoriser la réélection de Mme Braun-Pivet.

« UNE ALLIANCE CONTRE-NATURE »

En échange du soutien sans faille de son groupe, M. Wauquiez a eu des exigences lors de ses discussions avec Gabriel Attal, également président du groupe EPR. Sept postes seraient dans la balance dont trois primordiaux pour la droite. Pour commencer, la première vice-présidence pour Annie Genevard (Doubs) et la questure pour Michèle Tabarot (Alpes-Maritimes), deux postes en jeu vendredi. Puis Véronique Louwagie (Orne) espère, samedi, obtenir la présidence de la commission des finances, traditionnellement dévolue à un membre de l'opposition.

Le groupe DR se voit donc dans l'opposition. Mais à qui s'oppose-t-il ? *« On a reçu mandat de nos électeurs pour empêcher LFI d'accéder aux responsabilités, à commencer, par le perchoir »*, explique le porte-parole du groupe, Vincent Jeanbrun (Val-de-Marne). Si le leadership de Laurent Wauquiez joue un rôle dans l'unité retrouvée des anciens LR à l'Assemblée nationale, l'opposition viscérale au NFP, premier bloc de l'Hémicycle, est l'autre élément déclencheur d'une entente jamais assumée avec les macronistes. Ce jeudi, il s'agissait de prouver que l'option d'un NFP au gouvernement *« n'a jamais existé et n'existera jamais »*, selon les mots de Pierre Cazeneuve (EPR, Hauts-de-Seine). *« Est-ce que le vote de ce soir aide à la séparation du NFP ou est-ce qu'il agrège encore un peu plus ce bloc ? C'est la vraie question »*, se demande Florent Boudié (EPR, Gironde).

Toute la journée, la gauche a oscillé entre un optimisme relatif et un défaitisme profond. Le candidat du NFP est défait, mais avec 207 voix, la gauche n'obtient pas un résultat déshonorant. A la sortie, M. Chassaigne a dit sa *« fierté d'avoir mené ce combat uni, de nous être mis d'accord sur un candidat unique du NFP »*, comme un soulagement d'avoir au moins réussi quelque

Une présidente de l'Assemblée qui prend de l'épaisseur politique

ELLE EST L'UN DES SYMBOLES de cette génération de macronistes issue de la société civile qui a fait irruption dans la vie politique française en 2017. Sus à l'ancien monde. *« Les Français ne veulent plus des professionnels de la politique qui font carrière »*, déclarait encore Yaël Braun-Pivet il y a deux ans. Réélue présidente de l'Assemblée nationale, jeudi 18 juillet, à 53 ans, elle s'installe pourtant dans un parcours politique qui prend de l'épaisseur.

Première femme élue au perchoir en 2022, Yaël Braun-Pivet prenait la tête d'une institution où la coalition présidentielle avait raté – déjà – la majorité absolue. Elle promettait alors de *« bâtir du consensus, des compromis »*. Jeudi, affirmant avoir *« beaucoup innové à l'Assemblée nationale dans un contexte de majorité relative »*, la nouvelle élue a promis de réunir *« très rapidement les groupes politiques pour inventer de nouvelles méthodes de travail. Puisque dans cette Assemblée il y a plusieurs blocs, il faut que nous trouvions d'autres modes de fonctionnement pour essayer d'aller chercher davantage le dialogue, le compromis »*.

Yaël Braun-Pivet a appris le métier. Non sans mal. *« Depuis que j'ai été élue en 2017, ce ne sont que des montagnes russes ! »*, déclarait-elle dans *Le Parisien*, le 26 juin 2022. Enthousiasmée par le projet d'Emmanuel Macron dès 2016, devenue députée sans crier gare l'année suivante dans la 5e circonscription des Yvelines, elle devient présidente de la commission des lois de l'Assemblée nationale dans la foulée.

Plusieurs vies

Elue à la surprise générale à un poste traditionnellement réservé à des parlementaires chevronnés, ses débuts sont difficiles. Ses maladresses l'exposent à un redoutable procès en incompétence. Elle se retrouve en première ligne dans l'affaire Benalla. Parce qu'elle refuse de convoquer des proches du président de la République, on l'accuse de protéger l'Elysée. Une période *« intense et fondatrice »*, dira-t-elle. D'autres suivront : la crise des « gilets jaunes », la crise sanitaire...

Ni pratiquante ni croyante, comme elle se définit elle-même, petite-fille d'un tailleur juif polonais qui s'est installé en France pour fuir l'antisémitisme dans les années 1930, elle est dès lors la cible de menaces et d'insultes antisémites.

Mais Yaël Braun-Pivet ne se laisse pas impressionner. Cette détermination sera précieuse dans son accession au perchoir de l'Assemblée nationale. Elle tente sa chance dès 2018, mais doit s'incliner devant Richard Ferrand. En 2022, elle repart à l'assaut. Il n'y a pourtant guère plus d'un mois qu'elle a été nommée ministre des outre-mer dans le gouvernement d'Elisabeth Borne. Qu'importe, elle démissionne. Et tant pis si l'Elysée ne le voit pas d'un bon œil. Le favori est le député de la 1re circonscription des Français établis hors de France, Roland Lescure. Mais elle s'impose au sein du groupe macroniste, avant de remporter l'élection.

Yaël Braun-Pivet sait s'adapter. Avant de se lancer en politique, elle a déjà eu plusieurs vies. Issue d'un milieu modeste, elle devient avocate en 1996 et s'impose chez l'avocat pénaliste Hervé Temime (décédé en 2023). A partir de 2003, elle réside à l'étranger (Taïwan, Japon, Portugal) où son mari, cadre chez L'Oréal, est affecté.

Le couple et ses cinq enfants reviennent en France en 2014. L'ancienne avocate prend des responsabilités aux Restos du cœur, dans les Yvelines, entretenant une fibre sociale qui fait sa marque de fabrique. L'égalité des chances, la lutte contre la précarité, les nouveaux droits (comme la légalisation de l'euthanasie) sont des combats que Yaël Braun-Pivet porte toujours. Quitte à s'opposer à l'exécutif. Que ce soit à l'occasion de la réforme des retraites ; pour défendre l'idée de discuter de l'augmentation des impôts dans un contexte de dérapage du déficit public ; pour exprimer des réserves sur la réforme de l'assurance-chômage, etc.

Depuis quelques mois, certains la poussent à s'intéresser à l'élection présidentielle de 2027. *« Je n'ai jamais pensé à la marche d'après »*, esquivait-elle dans *Le Monde*, il y a un an. ■

BENOÎT FLOC'H



La présidente réélue de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, s'exprime au perchoir, à Paris, le 18 juillet.
JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

chose, après dix jours de négociations catastrophiques pour trouver un candidat au poste de premier ministre. *« Le vote des Français a été volé par une alliance contre-nature »*, a poursuivi le député communiste du Puy-de-Dôme. Mais la gauche ne peut pas tout à fait contester qu'entre le bloc central et LR les accointances idéologiques sont visibles depuis longtemps.

Mme Braun-Pivet, jeudi, a porté le constat d'un Hémicycle *« fracturé »*, mais n'a avancé aucune mesure concrète pour adapter le fonctionnement de l'Assemblée nationale. Que pense-t-elle du rôle d'un Palais-Bourbon sans gouvernement ? Des contours de l'ordre du jour ? De la place de l'initiative parlementaire ? On n'en a rien su, jeudi soir, comme pendant toute sa campagne pour le perchoir, qui ne s'est pas jouée sur ces questions majeures, dans un contexte politique inédit.

Elle a préféré survoler certaines thématiques (pouvoir d'achat, déserts médicaux, écoles, services publics), livrant un discours de politique générale de premier ministre, en décalage avec sa fonction institutionnelle. Dans un mélange des genres similaire, Emmanuel Macron s'est fendu d'un message sur X dans lequel il a félicité Mme Braun-Pivet pour sa victoire et s'est positionné sur la présence du RN ou de LFI dans les instances du Palais-Bourbon. *« Tous ceux qui vous connaissent savent que vous veillerez au respect de la pluralité des opinions et à l'expression de la diversité des sensibilités »*, a-t-il soutenu.

Enfin, toujours dans la même tonalité, le premier ministre démissionnaire, Gabriel Attal, a lui aussi posté un message et une photo avec Yaël Braun-Pivet dans son bureau de l'hôtel de Lassay, suivi d'un *« Au travail pour les Français ! »*. Un cliché d'avant la dissolution : comme si, là aussi, le camp présidentiel projetait l'image intacte d'un pouvoir toujours en position de force, après deux défaites électorales en un mois.

Une convergence d'intérêt contre le NFP a permis l'élection de Mme Braun-Pivet, mais la question de la gouvernabilité du pays reste entière. *« Il n'y a pas de stabilité à moyen ou à long terme uniquement avec les LR, il faut continuer à engager la discussion avec les autres groupes »*, avance M. Boudié. Emmanuel Macron, qui avait semblé conditionner la nomination d'un premier ministre à l'émergence d'une majorité lors de l'élection du président de l'Assemblée nationale, ne paraît, de fait, pas plus avancé. ■

MARIAMA DARAME, RACHEL GARRAT-VALCARCEL, CORENTIN LESUEUR ET ALEXANDRE PEDRO

Pour la gauche, un nouvel obstacle sur la route de Matignon

Le candidat André Chassaigne a été mis en échec par l'alliance du camp présidentiel et de la droite. Une configuration qui pourrait se reproduire

Le Nouveau Front populaire (NFP) était parvenu à se rassembler derrière une candidature unique à la présidence de l'Assemblée nationale. Ce n'est pas rien, mais cela n'aura pas suffi. Ainsi, André Chassaigne, député communiste du Puy-de-Dôme depuis 2002, n'a pas été élu, jeudi 18 juillet, au terme des trois tours de scrutin. Il engrange le plein de voix de son bloc, et même un peu plus, 200, pour arriver en tête du premier tour, mais sans guère de réserves, car il se fait doubler avec 202 voix au deuxième tour, pour trébucher au troisième face à la sortante, Yaël Braun-Pivet, députée Renaissance des Yvelines, réélue présidente par 220 voix contre 207.

« Un vote volé par une alliance contre-nature », s'est exclamé André Chassaigne après sa défaite, faisant référence au jeu d'accord gagnant entre le camp présidentiel et le groupe de la Droite républicaine pour propulser Yaël Braun-Pivet au perchoir, à rebours du résultat des élections législatives, à l'issue desquelles le NFP est arrivé en tête, mais sans majorité claire. *« Ce résultat est un signal terrible pour la démocratie »*, s'est indignée, sur le même ton, la présidente des députés La France insoumise (LFI), Mathilde Panot.

Cette élection résonne comme l'épilogue d'une première étape décisive pour la constitution d'un prochain gouvernement. D'un prochain gouvernement de gauche ? Marine Tondelier, la secrétaire nationale des Ecologistes, a estimé que *« la guerre »* pour Matignon n'était pas perdue et qu'elle *« reprend tout de suite »*.

Mais alors que le NFP démontre, jusqu'ici, son incapacité à proposer un candidat commun pour Matignon, une victoire à la présidence de l'Assemblée nationale était une condition essentielle aux yeux d'Emmanuel Macron pour lui donner, éventuellement, accès au poste de premier ministre. L'élection d'André Chassaigne aurait pu être une indication tangible de la capacité de la gauche à gouverner en rassemblant. A l'inverse, en cas de défaite, le message, même subliminal, du président de la République était clair : pas de perchoir, pas de Matignon.

« Une forme de hold-up »

Le premier secrétaire du Parti socialiste (PS), Olivier Faure, avait anticipé un possible revers, jeudi matin sur BFM-TV, conséquence d'*« une forme de hold-up »*, avec l'édification, qui se profilait déjà, d'un front *« tout sauf la gauche »*. Pour préserver un espoir conséquent pour la suite des événements, le député de Seine-et-Marne avait donc pris soin de décorréler l'élection à l'Assemblée nationale de la nomination à l'hôtel de Matignon : *« Ce n'est pas la fin du NFP. Quoi qu'il arrive, nous revendiquons la victoire* [aux élections législatives]. *»*

Le NFP ne voit-il pas néanmoins s'envoler ses dernières illusions pour le poste de premier ministre ? *« Non, ce n'est pas fichu »*, assure Alexis Corbière, député de Seine-Saint-Denis, ex-LFI, désormais membre du groupe écologiste. Quelques minutes après le

LE MESSAGE, MÊME SUBLIMINAL, D'EMMANUEL MACRON ÉTAIT CLAIR : PAS DE PERCHOIR, PAS DE MATIGNON

vote, plusieurs responsables du NFP ont annoncé qu'ils allaient étudier tous les recours juridiques possibles, notamment devant le Conseil constitutionnel, pour faire examiner la légalité de cette élection au Palais-Bourbon : dix-sept ministres démissionnaires mais encore chargés des affaires courantes ont pris part au vote alors que treize voix séparent Yaël Braun-Pivet d'André Chassaigne. *« Notre détermination n'est pas entamée »*, abonde Boris Vallaud, président du groupe socialiste.

« André Chassaigne a perdu à cause d'une alliance de circonstance qui ne pourra pas tenir sur la durée. Nous donnons donc rendez-vous à la rentrée, prévient Eric Coquerel, député (LFI) de Seine-Saint-Denis. *Et cela m'étonnerait qu'Emmanuel Macron puisse alors obtenir une quelconque majorité pour faire voter le budget, notamment. Il n'aura donc pas d'autres solutions que de nous proposer, de nouveau, le poste de premier ministre. »*

En attendant, quelles sont les conséquences immédiates pour le NFP, qui reste confronté au défi de reprendre les discussions pour désigner un prétendant à Matignon, sur fond de désaccord entre « insoumis » et socialistes ? Il faut accélérer, *« proposer vite un nom pour Matignon*, selon Sandrine Rousseau, députée écologiste de Paris. *Avancer le plus vite possible pour ne plus perdre de terrain. »* Et prendre de vitesse le camp présidentiel, lui aussi à la recherche d'un premier ministre idoine.

« Avancer le plus vite possible »

Las, même le mode de désignation de ce candidat de gauche unique, introuvable pour l'instant, suscite des divergences. Jeudi matin, Olivier Faure a de nouveau réclamé un vote, refusé par les « insoumis », pour que les députés du NFP tranchent entre les deux seules candidatures *« sur la table »* pour Matignon, selon lui : Huguette Bello, présidente du conseil régional de La Réunion, à laquelle s'oppose le PS, et Laurence Tubiana, diplomate, économiste et architecte de l'accord de Paris sur le climat, une candidature refusée par les « insoumis ».

Quelques heures avant le début du scrutin à l'Assemblée nationale, cette dernière s'est dite prête à devenir première ministre, bien décidée à *« arracher »* des mesures de gauche pour répondre à *« l'urgence sociale »*, dans un entretien accordé à l'Agence France-Presse. *« Je ne demande rien, mais c'est le moment de l'engagement et cela me correspond »*, a-t-elle précisé. Cette prise de position pourrait être l'étincelle susceptible de dégripper le laborieux processus interne du NFP. S'il n'est pas déjà trop tard. ■

LAURENT TELO

Des rassemblements pour « mettre la pression » sur Macron et le NFP

En marge du vote pour la présidence de l'Assemblée nationale, plusieurs centaines de personnes se sont mobilisées place de la République, à Paris, et dans plusieurs villes de France, jeudi 18 juillet, pour *« mettre la pression sur Emmanuel Macron, mais aussi sur le Nouveau Front populaire* [NFP] *»*, selon le secrétaire confédéral de la CGT, Denis Gravouil. C'est d'abord la CGT-Cheminots qui avait appelé à ces rassemblements, rejointe par des associations telles qu'Attac et la Ligue des droits de l'homme. Dans la capitale, plusieurs manifestants ont exhorté un groupe de députés « insoumis » à se mettre rapidement d'accord avec les autres partis du NFP sur le nom d'un premier ministre. La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a interpellé le NFP : *« Ne nous décevez pas avant même d'avoir gouverné. »*

Onze groupes parlementaires, un record

Avec 193 députés, le Nouveau Front populaire constitue le premier bloc de l'Hémicycle

Avec onze groupes parlementaires officiellement constitués depuis jeudi 18 juillet au soir, l'Assemblée nationale bat un record qui ne datait que des deux précédentes législatures (dix groupes). Le plus important, et c'est là aussi une première, est le groupe Rassemblement national (RN), qui rassemble 126 députés. C'est 38 de plus qu'avant la dissolution de l'Assemblée, le 9 juin. Marine Le Pen, députée du Pas-de-Calais, en reste la présidente. A ses côtés, le groupe d'Eric Ciotti, rallié au RN, se nomme A droite ! Avec Eric Ciotti, du nom du micro parti du député de Nice. Il compte 16 élus. En revanche, le bloc d'extrême droite, qui couvre au total 142 sièges, n'est que le troisième de l'Assemblée.

Le premier bloc est bien celui du Nouveau Front populaire (NFP), fort de 193 députés, soit 42 de plus qu'avant la dissolution. Il s'agit d'une nette progression, mais c'est surtout l'équilibre interne à la gauche qui a changé : le groupe de La France insoumise comptera 72 députés, 3 de moins que le 9 juin. Il reste présidé par Mathilde Panot.

Ce sont surtout les socialistes qui font un bond en passant de 31 à 66 députés, sans toutefois prendre la première place à gauche. Boris Vallaud, député des Landes, rempile à sa tête. La petite frustration du Parti socialiste est de ne pas avoir réussi à convaincre les trois socialistes élus en opposition à la Nouvelle Union populaire écologique et sociale qui siégeaient dans le groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (LIOT) dans la précédente législature. Réélus sans avoir de concurrence du NFP cette année, ils n'ont pas été convaincus. Seul David Taupiac, député du Gers, ne semble pas être totalement décidé : il ne siégera plus chez LIOT, mais comme non-inscrit.

Le groupe écologiste progresse également, passant de 21 sièges à la dissolution à 38. C'est le fait de l'arrivée des « purgés » de La France insoumise (Clémentine Autain, Alexis Corbière, Danielle Simonnet, Hendrik Davi et François Ruffin), mais pas seulement. Cette arrivée provoque aussi le changement de nom du groupe en « Ecologiste et social », mais il sera toujours présidé par la députée Cyrielle Chatelain (Isère). Le groupe Gauche démocrate et républicaine passe, lui, de 22 à 17 sièges. Il souffre du recul des communistes, avec notamment les défaites de Fabien Roussel, Sébastien Jumel ou Pierre Dharréville, vu comme le dauphin d'André Chassaigne à la tête du groupe, qui finalement rempile.

Horizons s'en sort bien

L'ex-majorité se retrouve réduite à 166 députés, alors qu'elle en avait plus de 250 dans le précédent Hémicycle. Le principal groupe est celui de Renaissance qui devient Ensemble pour la république et compte 99 élus. Il est présidé par le premier ministre démissionnaire, Gabriel Attal. Le deuxième groupe, celui du MoDem, nommé groupe « démocrate », compte 36 élus (– 14). A sa tête, le ministre démissionnaire de l'agriculture, Marc Fesneau.

Dans cette coalition, c'est le groupe Horizons qui s'en sort le mieux : il conserve ses 31 sièges. Le parti d'Edouard Philippe peut se targuer d'être un point d'attraction dans un temps de vaches maigres pour le bloc central : deux anciennes députées Renaissance ont rejoint Horizons (Laetitia Saint-Paul, de Maine-et-Loire, et Béatrice Piron, des Yvelines), ainsi que des élus divers droite ou Les Républicains (LR) élus dans une alliance avec le camp macroniste (Thomas Lam, dans les Hauts-de-Seine, Sylvain Berrios dans le Val-de-Marne). Le Corse Laurent Marcangeli reste président.

Le groupe LR devient Droite républicaine, mais passe de 61 élus à la dissolution à 47 seulement. Il ne peut plus, seul, déposer une motion de censure : il faut cinquante-huit signatures pour le faire. Aurélien Pradié (Lot) et Raphaël Schellenberger (Haut-Rhin) ne rempilent pas et siègent en non-inscrits. Stéphane Viry (Vosges) et Jean-Pierre Bataille (Nord) partent pour le groupe LIOT.

Le groupe LIOT, justement, rassemble désormais 21 membres. Il sera présidé par Stéphane Lenormand (Saint-Pierre-et-Miquelon) après la défaite de Bertrand Pancher dans la Meuse. Ce groupe technique, rassemblant des députés aux marges de grands blocs, aura un profil un peu plus à droite que dans la précédente législature avec les défaites de Guy Bricout et Benjamin Saint-Huile (Nord). ■

MA. DE ET R. G.-V.

Le Monde
SAMEDI 20 JUILLET 2024

Les manœuvres financières d'un député LR-RN

Alexandre Allegret-Pilot, élu du Gard, aurait tenté de profiter de la détresse d'un viticulteur de l'Ain

ENQUÊTE

Le nouveau député d'extrême droite Alexandre Allegret-Pilot (Les Républicains, rallié au Rassemblement national), coutumier des vidéos provocatrices sur son compte Facebook, s'est amusé de l'enquête parue dans *Le Monde* daté du 13 juillet, révélant l'aide de 1,3 million d'euros qu'il avait accordée à une société inexistante. Haut fonctionnaire à Bercy, doté du pouvoir de signer de tels actes au nom du ministre, il avait pris un étrange arrêté en pleine campagne électorale, à l'avant-veille de son élection le 7 juillet.

Deux jours après notre publication, il paradait en vidéo, en chemise bleue sur fond de dorures : *« Liquidation des stocks avant fermeture ! Je viens d'apprendre grâce au journalisme d'investigation de haut vol du "Monde" que j'étais en mesure moi tout seul* (...), *avec mes petits doigts et mon petit PC, d'ordonner des virements de plusieurs millions d'euros à des sociétés inconnues. »* Il ajoutait, hilare : *« Eh bien autant en profiter, je vais lancer une grande opération au bénéfice des Français : envoyez-moi votre RIB, mettez le montant qui vous convient et demain matin, vous aurez certainement une bonne surprise. »*

M. Allegret-Pilot, député de la 5e circonscription du Gard, ne va probablement pas rire très longtemps. Depuis nos révélations, le ministère de l'économie a annulé son arrêté suspect et lancé une enquête interne pour percer le mystère des agissements de cet homme de 35 ans, en poste jusqu'au 7 juillet à la mission de « restructuration des entreprises » de Bercy. Alexandre Allegret-Pilot jure avoir agi sur ordre du pouvoir, invoquant des consignes du ministre, Bruno Le Maire, et d'Emmanuel Macron en personne. *« Moi je ne suis pas docteur en droit, on m'a demandé de le faire, je le fais,* insiste-t-il. *Je suis loyal, j'étais fonctionnaire de Bercy, j'ai pris l'arrêté qu'on m'a demandé de prendre. »*

Depuis nos révélations, Bercy a annulé l'arrêté suspect de M. Allegret-Pilot et lancé une enquête interne

Ces allégations sont fermement démenties par le cabinet de Bruno Le Maire, qui rappelle que la société Vitis Gallica, bénéficiaire de l'aide en question, n'existe pas. *« L'entreprise, elle existe, elle va changer de nom. C'est un viticulteur de l'Ain qui va restructurer sa boîte, si ça vous intéresse, il n'y en a pas quinze mille »*, nous avait lancé M. Allegret-Pilot juste avant la publication du premier article, tout en refusant de dire qui se cachait derrière Vitis Gallica.

« Hommes de paille »

Il faut se rendre sur les coteaux pentus du Haut-Bugey, dans l'Ain, pour retrouver la trace de ce fameux viticulteur : Thierry Troccon, 66 ans, propriétaire du domaine du Clos de la Bierle, dans le village de Poncin, spécialisé dans le vin pétillant de cerdon. M. Troccon, issu d'une famille de vignerons remontant au XVIe siècle, a racheté ce domaine en 1987 pour en faire une entreprise prospère, écoulant 40 000 à 80 000 bouteilles les belles années. Mais, en 2015, une catastrophe le frappe : il perd 80 000 bouteilles mal bouchées. Un désastre qui le ruine. M. Troccon se place en redressement judiciaire en 2019 et installe, pour continuer son activité, deux *« hommes de paille »* (selon ses propres termes), *« des amis »*, à la tête de sa société, pensant qu'ils obtiendront plus facilement des crédits que les banques lui refusent.



Le député ciottiste Alexandre Allegret-Pilot (au centre), à l'Assemblée nationale, le 18 juillet. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Ces malheurs financiers ne l'empêchent pas d'écouler son rosé pétillant. Il promeut un millésime *« de noblesse »* dans des bouteilles sculptées façon champagne, une *« cuvée des élites »* qu'il livre sur des yachts de la Côte d'Azur, dans des hôtels monégasques ou à la table de Paul Bocuse. Mais il n'obtient toujours pas les aides espérées. A la chambre d'agriculture de l'Ain, le président, Michel Joux, se souvient de ce *« viticulteur qui a eu un pépin en 2019 »* : *« Une partie de son vin a été perdue. Il a essayé avec les assurances. Et il y a environ un an, il m'a dit qu'il attendait une rentrée d'argent. »* De l'argent public promis par un jeune fonctionnaire du ministère des finances.

Le vigneron a frappé à toutes les portes, dont l'antenne départementale de la banque publique d'investissement Bpifrance. *« Puisque la BPI ne se bouge pas les fesses, je vais aller à Bercy »*, se dit-il. Direction la capitale, où il rencontre Alexandre Allegret-Pilot dans son bureau du ministère des finances, à l'été 2023. Le trentenaire lui fait part d'un *« fond de caisse »* qui reste pour les entreprises fragilisées par la guerre en Ukraine. Bingo. *« Il me dit : "On a un délai très court" »*, raconte au *Monde* le viticulteur, qui se sent *« au bout du bout »* et saisit l'opportunité de décrocher ce prêt.

Le 22 décembre 2023, Alexandre Allegret-Pilot autorise le versement de 500 000 euros au domaine du Clos de la Bierle, par un arrêté publié au *Journal officiel*. Mais les semaines passent, et l'argent n'arrive pas. Thierry Troccon, anxieux, s'impatiente. Il relance son interlocuteur de Bercy, lequel lui propose alors un pacte hors de tout cadre légal, présenté comme une *« restructuration »*. Le viticulteur en détresse explique au sujet de M. Allegret-Pilot : *« Il a voulu que je cède la totalité des parts de ma société pour pouvoir bénéficier de ce prêt. »*

Langage administratif

De fait, le fonctionnaire lui propose de placer son domaine entre les mains d'un *« ami de confiance »*, dénommé « M. Voravong », que le vigneron ne rencontrera jamais. Pris à la gorge, impressionné par cet énarque qui parle au nom de l'Etat, Thierry Troccon accepte : *« S'il faut vraiment passer par cette solution, pourquoi pas... J'ai été hypercorrect, j'ai dit "Pas de problème, mais dites-moi comment je récupérerai mes parts après"*, relate-t-il. *Eh bien il n'a jamais fait le document de retour. C'est là que j'ai interrogé mon avocat et mon expert-comptable, qui m'ont dit : "Mais monsieur, ne faites pas une bêtise pareille." »*

Voyant que le viticulteur rechigne à céder les parts de son domaine, le député ne répond plus à ses messages

Thierry Troccon réclame alors des garanties : un acte notarié, payé par le fameux M. Voravong, et la certitude qu'il récupérera sa société une fois le demi-million d'euros empoché. Dans un échange de SMS, auquel *Le Monde* a eu accès, Alexandre Allegret-Pilot accroît la pression. Le 2 mars, le fonctionnaire écrit, dans un langage administratif : *« Je ne pense pas qu'une identification devant notaire pose des problèmes à M. Voravong, mais je doute qu'il souhaite prendre les frais à sa charge. Je vous rappelle l'échéance pour pouvoir avancer sur un éventuel déblocage des fonds et les négociations avec vos parties prenantes, faute de quoi nous serons contraints de clore le dossier de notre côté. »* Autrement dit, Alexandre Allegret-Pilot presse M. Troccon de céder les parts de sa société s'il veut recevoir l'aide publique promise.

Le nom du haut fonctionnaire s'affiche souvent sur le téléphone du viticulteur en dehors des heures de travail, à des moments pour le moins inhabituels. Mi-mars, Alexandre Allegret-Pilot se fait plus insistant : *« Bonjour M. Troccon, nous sommes le 15 mars et comme indiqué lors de notre dernière réunion, je constate qu'aucune mesure envisagée n'a été prise, malgré le mail de Mme Voravong il y a déjà plusieurs semaines. »* La suite a tout d'une menace : *« J'envisage de mettre un terme au dossier. »*

Thierry Troccon sent alors qu'il y a *« un loup »*, comme il le dit, *« une supercherie en route »*, d'autant que le fameux Voravong est tantôt *« une dame »*, tantôt un homme, selon les différents messages écrits d'Allegret-Pilot. Ce que M. Troccon ignore, c'est qu'un certain Bouasomdeth Voravong existe bien et préside, depuis Casablanca, au Maroc, une société de conseil baptisée European Alpha Capital et domiciliée... chez Michel Allegret-Pilot, le propre père d'Alexandre Allegret-Pilot, chemin des Grangettes, à Fillière, petite commune de Haute-Savoie, où le député d'extrême droite est élu municipal depuis 2020.

Selon ses statuts au registre du commerce d'Annecy, cette entreprise familiale appartenait principalement au père, et Alexandre Allegret-Pilot lui-même en a été un associé minoritaire jusqu'en 2018. L'actionnaire majoritaire est aujourd'hui un ancien militaire reconverti dans la pesée des camions en Afrique, Maxime Mabilon-Wolpe, qui vit à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

« Silence désespérant »

Voyant que le viticulteur rechigne finalement à céder les parts de son domaine, Alexandre Allegret-Pilot se met aux abonnés absents et ne répond plus à ses messages. Désarçonné, M. Troccon multiplie les courriers tous azimuts, à Emmanuel Macron, à Bruno Le Maire – qui le renvoient vers les services de Bercy –, ou encore au ministre de l'agriculture, Marc Fesneau. Le 28 juin, il adresse une « lettre de sommation » à Bercy pour obtenir enfin le versement du prêt qui lui a été accordé en décembre 2023. Pas de réponse. Le 9 juillet, il déplore dans un nouveau courrier à la direction générale des entreprises un *« silence désespérant »* et promet : *« Tel le roi Léonidas à la bataille des Thermopyles, nous nous battrons jusqu'au bout de nos forces. »* Deux semaines plus tard, il monte à Paris pour chercher l'appui de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, la puissante FNSEA.

C'est à cette occasion, le 16 juillet, que Thierry Troccon passe la soirée avec Alexandre Allegret-Pilot. Le député fraîchement élu le dissuade de parler au *Monde* et lui fait miroiter un nouveau prêt de 1,3 million d'euros grâce à l'arrêté qu'il a signé le 5 juillet au bénéfice de Vitis Gallica. Selon Allegret-Pilot, Thierry Troccon n'avait plus qu'à monter une nouvelle société à ce nom pour percevoir cette aide. Le haut fonctionnaire se garde bien alors de lui préciser que son arrêté, non conforme, a été abrogé par Bercy après les révélations du *Monde*.

Vitis Gallica ne figure en effet nulle part au registre du commerce, mais est référencée sur le réseau X comme un compte *« patriote, vigneron, boxeur, contre l'islam et le multiculturalisme en France »*. Thierry Troccon jure qu'Alexandre Allegret-Pilot a déniché ce nom, qu'il trouvait *« sympa »*. Mais un autre personnage, Marco Abittan, présenté comme un ami du viticulteur qu'il a rencontré à Monaco, a, semble-t-il, joué un rôle dans ce dispositif pour le moins brumeux. *« Je suis rentré en contact par téléphone avec monsieur Allegret*, indique au *Monde* M. Abittan. *C'est moi qui lui ai suggéré de créer une nouvelle société, j'ai trouvé le nom Vitis Gallica car j'aime le latin. »*

Silencieux pendant des semaines auprès de Thierry Troccon, Alexandre Allegret-Pilot multiplie les appels et les SMS depuis la diffusion de l'enquête du *Monde*, pour l'inciter à se méfier des journalistes et à s'abstenir de parler de cette affaire. *« Il avait une fonction importante, et ce qu'il a fait, ça mériterait, pour être gentil, qu'on lui tire les oreilles »*, soupire le viticulteur, tout en mimant le geste de griffes sur la table pour signifier que l'ancien fonctionnaire devenu député a tenté de mettre la main sur son domaine viticole. *« Le but de M. Troccon était de sauver son exploitation, pas de se la faire voler*, relève son avocat, Me Benoît de Boysson. *Il est difficile, quand ça vient d'un haut fonctionnaire, de penser que cela rentre dans un cadre pénal. »*

A Bercy, une enquête interne tente de retracer le parcours chaotique de ce dossier encore riche en *« zones d'ombre »*, d'après le cabinet de Bruno Le Maire. D'autres dossiers gérés par Alexandre Allegret-Pilot font également l'objet de vérifications. *« Même en l'absence de préjudice financier, les premières investigations internes ont fait apparaître des agissements justifiant d'être portés à la connaissance du procureur de la République au titre de l'article 40 du code de procédure pénale*, annonce au *Monde* le ministère de l'économie et des finances. *Il n'appartient pas aux services du ministère d'effectuer avec certitude la qualification pénale des faits et le parquet décidera des suites à donner à cette saisine. »* Sollicité, Alexandre Allegret-Pilot n'a pas répondu à nos questions. Le viticulteur, harassé par des années de démarche, espère encore obtenir un prêt pour sortir du gouffre. ■

VANESSA SCHNEIDER
ET IVANNE TRIPPENBACH

A la garde républicaine, un maquis de règles et d'usages

La Cour des comptes relève, dans un rapport, une mobilisation inégale des unités chargées de protéger les palais nationaux



Le régiment de cavalerie de la garde républicaine, à Paris, le 14 juillet. YOAN VALAT/AFP

Sous les casques à cimier rutilants, une fois passé le défilé à cheval du 14-Juillet, l'apparat du décorum républicain dissimule la situation complexe de la garde républicaine. Trois mille gendarmes, dont 550 cavaliers, répartis dans deux régiments d'infanterie, un de cavalerie et un « commandement des maisons militaires » : cette unité de prestige chargée de la sécurisation des sites parmi les plus politiquement sensibles du pays se trouve désormais *« confrontée à des tensions entre des missions historiques et le développement de nouvelles missions, des unités surmobilisées et des unités sous-utilisées »*. Le rapport rendu public par la Cour des comptes, jeudi 18 juillet, dépeint la « garde » comme une institution dont la réforme apparaît urgente, à commencer par la clarification de son périmètre d'intervention.

Les effectifs de la garde républicaine, censée veiller sur six palais nationaux – l'Elysée, l'Assemblée nationale, le Sénat, les hôtels de Matignon, du Quai d'Orsay et de Brienne (siège du ministère de la défense) – aux termes d'un arrêté datant de 1993 et jamais révisé, assurent en réalité la sécurisation de trois sites supplémentaires : le Conseil constitutionnel, l'hôtel de Roquelaure, siège du ministère de la transition écologique, et l'ancien Palais de justice de Paris.

Autant d'institutions qui n'hésitent pas à multiplier les missions annexes – affectations au ministère des affaires étrangères au titre de la valise diplomatique, *« estafettes »* pour le compte du ministère de l'économie et des finances – sans toujours veiller à rémunérer ces prestations ou à harmoniser certaines primes, parfois versées en toute opacité. Ainsi les gardes républicains affectés à l'hôtel de Brienne ou au Palais de justice de Paris ne perçoivent-ils aucune rémunération complémentaire quand celle-ci peut atteindre 42 000 euros brut par an pour leurs collègues officiant au Sénat. Or, selon la Cour des comptes, *« il n'est pas établi que ces primes* (...) *soient fondées sur des sujétions particulières auxquelles les gardes seraient soumis »*.

Pas de « planification optimale »

Dans ce maquis de règles et d'usages, les modalités d'organisation de la protection des palais nationaux se révèlent, elles aussi, obscures. Quand la « maison militaire » de l'hôtel de Matignon jouit d'une totale autonomie, celles de l'Assemblée nationale ou du Sénat bénéficient d'un renfort quotidien de personnels du 2e régiment d'infanterie de la garde tandis que, à l'Elysée, le format sécuritaire dépend de l'agenda du président de la République.

> **Les différentes institutions ne veillent pas toujours à harmoniser certaines primes, parfois versées en toute opacité**

A ces contraintes s'ajoutent les vicissitudes de la vie diplomatique, causes d'une mobilisation qui, note la Cour des comptes, peut parfois *« interroger »*. Du 10 au 12 octobre 2023, la visite d'Ukhnaagiin Khürelsükh, président de Mongolie, en a offert un exemple rare dans les annales de la prodigalité protocolaire : vingt et un gardes républicains pour une haie d'honneur sur le tarmac de l'aéroport d'Orly (Val-de-Marne) ; quarante-deux cavaliers à pied pour une réception à l'Hôtel de Ville ; quinze motocyclistes pour un déplacement vers l'hôtel des Invalides ; vingt et un gardes et la musique de la garde au sein d'un détachement militaire aux Invalides ; sans compter quelque 140 cavaliers pour escorter le président mongol à l'Elysée.

« Symétriquement, note la Cour des comptes, *des services d'honneur peuvent être annulés la veille voire le jour même. Si cette situation permet de libérer des gardes et de rattraper des repos, elle ne permet ni une planification optimale, ni une visibilité raisonnable des gardes sur leur emploi du temps. »*

Institution à « deux vitesses »

Cette question du planning pèse sur le quotidien. Tandis que les « pelotons d'intervention », sortes d'unités spéciales, consacrent seulement 5 % de leur temps de travail à la garde des bâtiments, les gendarmes des compagnies de sécurité et d'honneur, spécifiquement chargés de la sécurisation des autres palais nationaux, multiplient les vacations avec *« des moyennes quotidiennes de travail proches de douze heures »* et des *« rappels »* relativement fréquents lors de leurs congés hebdomadaires. Les cavaliers, eux, sont absorbés par le *« maintien en condition opérationnelle »* de leurs montures, nettoyage des écuries compris – en y intégrant la solde des militaires, le coût annuel pour l'un des 303 « chevaux opérationnels » s'établit à 130 000 euros. A l'inverse, jusqu'à 70 % de l'activité des deux régiments d'infanterie est exclusivement dévolue à la protection de l'Elysée et de ses dépendances, pavillon de la Lanterne, à Versailles, ou fort de Brégançon (Var), au détriment d'autres enceintes.

> **Le régime d'« extras » dont bénéficient les instrumentistes génère de confortables revenus complémentaires**

De là, d'après la Cour des comptes, une institution *« à deux vitesses »*, où les 315 instrumentistes appartenant à pas moins de trois formations musicales n'apparaissent pas les plus mal lotis. D'après les calculs du Palais Cambon, le régime d'« extras » dont ils bénéficient pour réaliser des prestations artistiques en dehors du service représente un volume horaire moyen de sept heures par semaine, soit plus de trois journées par mois, tout en générant de confortables revenus complémentaires pouvant aller jusqu'à 1400 euros brut mensuels. Quant aux gendarmes hautement qualifiés, maîtres-artisans selliers ou tailleurs-modélistes, les grandes marques de luxe n'hésitent plus à les débaucher en promettant des niveaux de rémunération conformes à la finesse d'exécution de leurs travaux.

Consciente de ces difficultés, la gendarmerie a nommé en 2023 un nouveau général pour diriger la garde républicaine. Personnalité atypique, Charles-Antoine Thomas est devenu militaire de carrière après son service national et a été promu au grade de général à 48 ans seulement. Surdiplômé, parachutiste émérite, major de l'Ecole de guerre, l'officier s'est attelé à la mise en œuvre d'un « plan d'action 2023-2026 » destiné à rationaliser le fonctionnement de son unité. Mais, *« ces actions commençant à être menées ou étant encore au stade de la réflexion »*, la Cour regrette de n'avoir pu en mesurer les effets. Et insiste sur sa recommandation principale : recentrer la mission prioritaire des 3 000 gendarmes sur la sécurisation des palais nationaux. ■

ANTOINE ALBERTINI

Le préfet du Tarn démis de ses fonctions

A la suite d'un audit, Michel Vilbois a été limogé pour « management brutal », neuf mois après son arrivée

TOULOUSE - *correspondant*

Rien n'a filtré du pot de départ organisé jeudi 18 juillet dans les locaux de la préfecture du Tarn à Albi. Un départ moins festif ou solennel qu'à l'habitude, et surtout très prématuré. Pour cause, neuf mois après son arrivée dans le département, le désormais ex-préfet Michel Vilbois a été contraint de faire ses valises dans une ambiance délétère. La mesure avait été officialisée lors du conseil des ministres, deux jours plus tôt, sur décision du premier ministre, Gabriel Attal, et du chef de l'Etat, Emmanuel Macron. Un préfet *« démis de ses fonctions »*, la mesure est assez rare dans la préfectorale mais, à Albi, après un audit mené au mois de juin par l'inspection générale de l'administration, la sanction est rapidement tombée.

« Cassant », *« autoritaire »*, voire *« grossier »*, plusieurs fonctionnaires s'étaient plaints d'un *« management brutal »* de la part de cet énarque de 56 ans, originaire de Moselle. La mesure prend effet le 22 juillet et c'est Sébastien Simoes, le secrétaire général de la préfecture et sous-préfet d'Albi qui prend le relais, en attendant une nouvelle nomination. Cette décision intervient dans un contexte politique national agité et, localement, dans celui du dossier du chantier très contesté de l'autoroute A69, entre Castres et Toulouse.

Arrivé le 9 octobre 2023, en provenance de Haute-Saône où il exerçait les mêmes fonctions, Michel Vilbois s'était lui-même surnommé « M. Autoroute ». *« J'ai reçu pour mandat de construire l'A69. Le préfet a un rôle de facilitateur. Les élus connaissent leur territoire. Je suis là pour les appuyer dans leurs projets »*, déclarait-il au quotidien régional *La Dépêche du Midi* lors de sa prise de fonctions.

Incident inhabituel

Sur place, cet amateur de football aura eu à gérer les nombreuses contestations entourant le chantier de 53 kilomètres, déclaré d'utilité publique en 2018, devant relier le Tarn et la Haute-Garonne. Opposants perchés dans des arbres, week-end de mobilisations, matériel de chantier détruit, importantes présences des forces de l'ordre pendant des mois, la contestation avait grossi depuis les premiers travaux du printemps 2023.

> **Des témoignages recueillis lors d'une inspection dénoncent un « climat de rumeurs, de tensions et de malaise »**

Mais ce n'est pas sa gestion de ce conflit qui aurait précipité sa mutation. Peu après son arrivée, un premier incident, assez inhabituel, avait affecté l'ambiance dans les services. Sa chienne Rilka, âgée de 3 ans et demi, avait mordu un agent à la main, nécessitant une interruption de travail. Sans que Michel Vilbois ne donne suite à cet *« incident »*. Par la suite, plusieurs témoignages, recueillis par l'inspection générale de l'administration, dénonçaient un *« climat de rumeurs, de tensions et de malaise »*.

Selon Eric Bellouni, secrétaire général de l'union départementale de Force ouvrière (FO), qui avait recueilli des témoignages d'adhérents FO, *« la situation était très tendue, très difficile à vivre »*. D'autres témoignages, toujours anonymes, évoquent *« un rapport aux femmes problématique et des choix en matière de ressources humaines et budgétaires contestables »*. Fin avril, il avait demandé à ses équipes : *« Appelez-moi ce connard de maire ! »* Revenu aux oreilles de certains élus, cela a déclenché l'audit mené par deux hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur.

« La fin d'un cauchemar »

Dès le lendemain de cette décision, certains agents de la préfecture se sont dits *« soulagés »*, parlant de *« la fin d'un cauchemar »*. Selon des informations relayées par *La Dépêche du Midi*, *« des cas similaires avaient déjà été dénoncés lors du passage de Michel Vilbois dans la région Grand-Est en 2018 »*. Son limogeage a rapidement été salué par le collectif La voie est libre, rassemblant les opposants au chantier de l'A69. *« Bien connu pour ses méthodes de voyous pour couvrir des abattages illégaux, et démis de ses fonctions… comme un avant-goût de moratoire »*, a posté le collectif sur Facebook. Dans le milieu politique, les réactions sont rares. Si le préfet de région, Pierre-André Durand, *« n'a pas à commenter une décision disciplinaire* de l'Etat », les élus régionaux ou du Tarn restent muets. L'entourage de Carole Delga, la présidente socialiste de la région Occitanie, estime *« que c'est une décision qui ne nous appartient pas. Nous n'en savons pas plus que ce qu'en dit la presse »*. Tout en précisant que s'*« il est viré pour harcèlement, on ne va quand même pas le défendre »*.

Même silence du côté du président du conseil départementa du Tarn, le socialiste Christophe Ramond, et du député Renaissance du Tarn Jean Terlier, réélu en juin et grand défenseur du chantier autoroutier. Sollicitée, la préfecture du Tarn, au soir du pot de départ, n'a pas donné suite. Michel Vilbois, pour sa part, connaîtra bientôt son avenir. S'il restera bien haut fonctionnaire, administrateur de l'Etat, sa nouvelle affection dépendra du contenu du rapport de l'inspection générale de l'administration, qui n'a pas été rendu public. ■

PHILIPPE GAGNEBET

POLICE

Un agresseur « radicalisé » d'un chauffeur de taxi arrêté

Un homme a été interpellé à Poissy (Yvelines) dans la nuit de jeudi à vendredi. *« Connu des services pour sa radicalisation »,* selon le Parquet national antiterroriste, il était recherché après avoir agressé, près du Mans, un chauffeur de taxi avec une arme à feu et un couteau *« en tenant des propos favorables au Hamas et à ses "Frères musulmans" ». – (AFP.)*

Un homme armé tué par un policier à Paris

Un homme a été tué par balle jeudi, à Paris, par un policier après qu'il avait grièvement blessé au couteau un autre agent de police. Les policiers avaient été appelés par un agent de sécurité d'une boutique Louis Vuitton du fait de la présence d'un homme porteur d'un couteau. – *(AFP.)*

Terrasse de café percutée : un possible « acte intentionnel »

L'homme qui a percuté avec sa voiture mercredi, à Paris, la terrasse d'un café faisant un mort et six blessés, pourrait avoir commis un acte *« intentionnel »*, a indiqué jeudi le parquet au regard de *« ses déclarations »*. Il a été admis en psychiatrie. – *(AFP.)*

La Seine-Saint-Denis, laboratoire du chèque alimentation durable

Le département expérimente dans quatre villes une carte Vital'im qu'il espère généraliser en 2027

La Seine-Saint-Denis veut réhabiliter le principe du chèque alimentaire. L'objectif de Stéphane Troussel, le président socialiste du conseil départemental, est de *« prouver l'utilité et le bien-fondé d'un tel dispositif à Emmanuel Macron »*. Avec Action contre la faim et d'autres associations partenaires, le département le plus pauvre de France métropolitaine lance en ce mois de juillet une expérimentation prévue sur trois ans de transferts monétaires pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

Concrètement, 1350 habitants de Montreuil, de Sevran, de Villetaneuse et de Clichy-sous-Bois recevront chacun 50 euros par personne et par mois sur une carte, pendant six à huit mois. Avec ce moyen de paiement, ils pourront acheter les produits alimentaires de leur choix dans les commerces partenaires – allant de l'épicerie à des restaurants et hypermarchés situés dans le secteur. Et cumuler jusqu'à 25 euros « en bonus » s'ils achètent des produits « durables » ou bio. Cette aide est distribuée en priorité aux habitants des quartiers populaires, aux étudiants, aux personnes âgées et aux femmes enceintes ou jeunes mères.

Les 1350 bénéficiaires du dispositif recevront 50 euros par mois pendant six à huit mois

« Une carte seule ne peut pas nous permettre d'aider les personnes à regagner confiance en elles, à sortir de la solitude ou encore à prendre soin d'elles à travers l'alimentation », tient à souligner Catherine Deger, secrétaire générale du Secours populaire à Montreuil. Mais le dispositif prévoit un accompagnement des détenteurs de la carte, comme cet atelier cuisine organisé mardi 16 juillet, à la résidence pour seniors des Ramenas, à Montreuil.

Ce matin-là, le Secours populaire a fait appel à la diététicienne Dorothée Toulemonde pour enseigner des recettes à faire sans cuisson, sans réfrigérateur et sans se ruiner. *« On va bien s'amuser ! »*, assure la spécialiste, avant d'expliquer comment émietter la surface d'un brocoli, pour accompagner un taboulé composé de thon et de légumes bio.

« Source d'inquiétude majeure »

Equipée d'une charlotte et d'un tablier, Hanane (les prénoms des bénéficiaires ont été modifiés) est ravie de participer. La Montreuilloise de 38 ans n'a pas le droit de travailler car elle est sans papiers. Cette mère de deux enfants s'implique dans de nombreuses activités bénévoles, surtout auprès de personnes âgées, comme Lucien, 74 ans, son voisin de table, un comptable à la retraite qui vit à la résidence des Ramenas. *« J'ai l'impression de passer du temps avec mon père, qui me manque beaucoup »*, glisse-t-elle pudiquement.

Comme Hanane, Lucien préfère sans hésiter le principe de la carte Vital'im à celui *« des longues files des distributions de colis alimentaires »*. *« Je n'étais pas fier, c'est un peu dégradant et humiliant de faire la queue pour ça »*, se souvient-il. Avec ce dispositif, *« nous pouvons choisir nous-mêmes nos produits et nous gardons notre dignité »*. Hanane acquiesce. D'après une étude du Crédoc publiée fin 2023, 35 % des personnes en situation de précarité alimentaire ont déjà renoncé à recourir à de l'aide par honte ou par gêne. Le retraité prévoit d'utiliser sa carte dans des magasins bio, *« réservés à une élite »*, où il n'osait jamais entrer à cause des prix trop onéreux pour son porte-monnaie.

« Les difficultés liées au pouvoir d'achat restent la source d'inquiétude majeure des Français », rappelle l'Ipsos dans une enquête publiée en juin. Ainsi, 37 % n'ont pas un accès régulier à une alimentation adéquate et doivent fréquemment sauter des repas ou réduire les portions, alertait aussi, fin 2023, le cabinet de conseil C-Ways dans une enquête sur l'insécurité alimentaire pour la Fondation Nestlé.

L'utilisation d'une carte comme Vital'im est-elle un moyen efficace pour aider ces personnes en difficulté ? *« Oui, absolument »*, répond sans hésiter Vigdis Gosset, coordinatrice sécurité alimentaire en France pour Action contre la faim. Avec Marlène Perignon, ingénieure à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), elle coordonne le projet Passerelle, déjà expérimenté à Montreuil en 2022, et proche de celui de Vital'im. D'un côté, Passerelle mesure l'impact du transfert monétaire sur la sécurité alimentaire et le bien-être des personnes qui en bénéficient. De l'autre, Vital'im vise à faciliter l'accès des personnes précaires à des commerces et à des activités proposant des produits alimentaires de qualité et durables.

Autre principale différence entre ces deux projets portés par Action contre la faim : les cartes proposées par Passerelle permettent de faire tout type d'achat, pas seulement de produits alimentaires, dans la limite de 65 euros par mois. Vigdis Gosset et Marlène Perignon ont néanmoins constaté que les 800 bénéficiaires les avaient principalement utilisées pour se nourrir.

« Les indicateurs que nous avons mesurés montrent une amélioration de la sécurité alimentaire et du bien-être des bénéficiaires », a analysé Marlène Perignon. Parmi les participants au programme, le nombre de Montreuillois en situation de faim modérée ou sévère a diminué de moitié en seulement quatre mois. *« Avant le début du projet, la moitié des personnes interrogées présentaient un score pouvant être interprété comme un signal de risque de dépression ; après le projet, elles n'étaient plus qu'un tiers (38 %) »*, lit-on aussi dans le bilan de cette précédente expérimentation.

Ces données sont d'autant plus importantes que, contrairement à d'autres pays comme les Etats-Unis, *« les études manquent à ce sujet en France »*, regrette Marlène Perignon. Même le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire ne fait pas consensus, avec des évaluations allant de 2 millions à 8 millions de Français selon les sources. A Montreuil, le taux de satisfaction des bénéficiaires du dispositif Passerelle dépasse 90 %. A la suite du premier test, une version améliorée de ce dispositif sera mise en place de septembre 2024 à mai 2025, et évaluée de nouveau par l'Inrae et Action contre la faim.

L'idée de ce type d'aide est née juste après le mouvement des « gilets jaunes », lors de la convention citoyenne pour le climat. Cet instrument, visant à lutter contre la précarité alimentaire, tout en favorisant une consommation durable, figurait parmi les cent cinquante propositions destinées à *« diminuer d'ici à 2030 les émissions de gaz à effet de serre de la France d'au moins 40 % par rapport à 1990 »*, et ce, *« dans un esprit de justice sociale »*.

Projet abandonné par l'Etat

Initialement enthousiaste, le président, Emmanuel Macron, ne reprendra jamais la proposition du chèque alimentaire. En janvier 2024, le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a annoncé définitivement son abandon : *« Oublions les politiques de chèques, nous n'en avons pas les moyens aujourd'hui. »* Le gouvernement n'a jamais rendu public le rapport interministériel qui lui a été remis sur la mise en œuvre d'un tel dispositif.

Pourtant, le chèque alimentaire ne semble pas avoir dit son dernier mot. L'expérimentation de la Seine-Saint-Denis a été permise notamment grâce à un financement du programme gouvernemental « Mieux manger pour tous ». L'Etat est ainsi le principal financeur de la carte Vital'im, à hauteur de 1,5 million d'euros sur un coût total de 2,3 millions d'euros. A l'issue de ce test, le département espère le voir généraliser dans toute la France. Stéphane Troussel en est convaincu : *« Ce type d'objet d'action publique peut répondre aux sentiments de colère, d'abandon et de relégation qui se sont exprimés, autant dans des territoires périurbains que dans les campagnes, lors des derniers scrutins en France. »* Le département présentera ses conclusions en 2027, à la veille de l'élection présidentielle. ■

LUCILE COPPALLE

« Nous pouvons choisir nous-mêmes nos produits et nous gardons notre dignité »

LUCIEN
retraité bénéficiaire de la carte Vital'im

LE CONTEXTE

AIDE ALIMENTAIRE

Le recours à l'aide alimentaire en France a fortement augmenté après les confinements liés à la pandémie de Covid-19 puis la forte inflation en 2022 et en 2023. Mais le nombre de bénéficiaires, de 2 à 8 millions de personnes, reste difficile à évaluer, les associations n'ayant pas toutes les mêmes modes de calcul.

CHÈQUE ALIMENTAIRE

Idée issue de la convention citoyenne pour le climat en 2020, le chèque alimentation durable, destiné aux publics précaires, avait un temps séduit Emmanuel Macron, avant que l'idée soit peu à peu enterrée par ses gouvernements successifs. Des dispositifs de transferts monétaires ont toutefois été expérimentés par plusieurs collectivités.

SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION

Autre principe, qui trace son chemin depuis plusieurs années, celui de « sécurité sociale de l'alimentation », qui vise à garantir le droit de tous à une alimentation saine et durable sur le principe du droit universel à la santé. Plusieurs expérimentations de caisses alimentaires sont en cours, notamment à Montpellier et en Gironde. Le principe consiste à cotiser selon ses moyens en échange d'une carte destinée aux achats alimentaires.

Nice : un incendie meurtrier, un quartier traumatisé

Sept membres d'une famille sont morts et trois suspects sont recherchés. Le trafic de drogue est mis en cause

REPORTAGE
NICE - *envoyée spéciale*

Deux matelas gisent sur le sol, au milieu des débris de fenêtres qui ont fondu. Deux remparts dérisoires que les voisins ont tenté de dresser, au milieu de la nuit du 18 juillet, pour amortir la chute de deux personnes, cramponnées à la fenêtre du septième étage de leur immeuble en flammes du quartier des Moulins à Nice. Après avoir passé quelques minutes suspendu, Mhouadim, un père de 45 ans, a lâché prise. Il est mort sur le coup. Son beau-fils de 23 ans est en urgence absolue à l'hôpital. A l'intérieur de l'appartement, la mère, Sitty, les quatre enfants et leur tante en visite ont tous péri dans l'incendie.

A 2 h 24, cette nuit-là, les caméras de vidéosurveillance de la ville captent les visages non dissimulés de trois jeunes, vêtus de shorts et de tee-shirts, qui sortent d'une voiture et tentent de pénétrer à l'intérieur d'un grand bâtiment blanc de logements sociaux, coincé dans l'entrelacs des échangeurs routiers en lisière de l'aéroport. Ils parviennent à casser la porte d'entrée, dont les vitres sont éclatées, et ressortent peu après. Dans la foulée, trois départs de feu se produisent, aux premier, deuxième et troisième étages.

Scène d'horreur

« Je ne dormais pas, je scrollais sur mon téléphone, explique une voisine quadragénaire, qui n'a pas souhaité donner son prénom. *J'ai entendu du bruit, puis ça sentait très fort le brûlé. »* Elle descend en trombe dans la rue, voit une immense fumée noire s'échapper et un attroupement se former. Tout le monde a du mal à respirer. A l'une des fenêtres du septième, Mhouadim sort, le jeune homme aussi. *« Ils ont crié "à l'aide, à l'aide". On répondait tous "tenez bon, tenez bon, ne lâchez pas, les secours vont arriver, on va vous sauver". On a vu les policiers débarquer en courant. Et ils sont tombés. Les femmes ont hurlé. Tout le monde était fou, même les policiers étaient trop choqués »*, poursuit-elle. *« Moi je l'aimais bien cette famille, les petits jouaient tout le temps dans la cour, et avec leur mère on s'entendait bien »*, dit-elle encore, effondrée.

Zairoudine, 19 ans, l'un des trois survivants de la famille décimée,

> **« Ils ont crié "à l'aide, à l'aide". Et ils sont tombés. Les femmes ont hurlé », raconte une voisine de la famille décimée**

était accroché à la fenêtre d'à côté avec son frère de 17 ans. Il a assisté à toute la scène, comme il l'a raconté à France Bleu Azur : *« De là-haut, je voyais qu'ils ne bougeaient plus. Moi, j'ai décidé de ne pas sauter. Je ne voulais pas montrer le mauvais exemple à mon frère. »*

Les pompiers arrivent enfin, déploient leurs échelles. Zairoudine et son frère sont évacués. *« Et puis les pompiers sont venus me voir et m'ont dit qu'ils avaient retrouvé trois morts dans la salle de bains. »* La mère se serait réfugiée dans la baignoire pour tenter de protéger ses enfants. *« Avec mon frère, on s'est mis à pleurer. On a compris. Notre famille vient de mourir. Mon grand frère, lui, est dans un état grave. Il n'y a plus que lui. Et nous, avec mon petit frère. »*

Un autre jeune habitant décrit la même scène d'horreur, le réveil en pleine nuit, l'incendie qui dévore le dernier étage, les hommes qui décrochent dans le vide : *« On a vu les gens sauter, c'était horrible. »* Lui vit au sixième étage, juste en dessous de l'appartement qui s'est embrasé. D'en bas, on aperçoit encore le linge sécher sur son étendoir. Au niveau supérieur, une fenêtre noircie semble avoir été éventrée. Aux côtés du témoin, un garçon de 8 ans est assis sur un morceau de béton, la tête penchée sur son portable. Il regarde sans cesse un reportage du journal télévisé sur ce qu'il vient de se passer là où il habite. En ce milieu d'après-midi, il attend ses parents pour aller chercher quelques affaires dans son logement condamné.

Les pompiers sont partis depuis quelques heures déjà, les corps des sept victimes ont été sortis par l'échelle qui n'a pas réussi à les sauver. Puis il y a eu le défilé des autorités : le premier ministre démissionnaire, Gabriel Attal, le ministre de l'intérieur démissionnaire, Gérald Darmanin, et le maire de Nice, Christian Estrosi (Horizons), sont venus dire leur solidarité et leur soutien face à des faits *« terribles et abominables »*. Ensuite, des techniciens du bâtiment ont été dépêchés pour évaluer l'étendue des dégâts et la dangerosité des logements. Puis les familles éprouvées sont escortées par des professionnels du bailleur social, afin de récupérer le minimum vital dans leurs appartements. Maimouna Wade avait emménagé là un mois plus tôt. Elle est encore dans son pyjama. Elle témoigne face caméra de sa colère et de sa tristesse pour ces victimes, puis s'engouffre dans le bâtiment calciné. Quelques minutes après, elle a des sacs de courses remplis de quelques vêtements et des pieds noirs de suie.


Après l'incendie d'un immeuble résidentiel de Nice, le 18 juillet. VALERY HACHE/AFP

Deux heures plus tard, une procession de femmes, des roses blanches à la main, chemine vers l'entrée. *« Regardez, il y a beaucoup d'amour aux Moulins, c'est une grande famille, on voudrait que les gens soient protégés ici »*, revendique une employée municipale de la piscine. Les fleurs sont déposées entre les stigmates de l'incendie.

« On n'arrive plus à dormir »

A 19 h 30, le rassemblement en hommage aux victimes commence. Christian Estrosi est de retour, entouré de sa femme et de son cabinet. Il est vite bousculé : *« On les a vus tomber, monsieur le maire, on n'arrive plus à dormir, vous allez faire quoi pour nous ? »*, crie Sabrina, une voisine. *« On se calme, on est là pour les victimes »*, intervient un leader d'association. *« Mais nous aussi on est des victimes »*, rétorque-t-elle. De nombreux membres de la communauté comorienne entonnent un chant de recueillement. Les yeux de M. Estrosi s'embuent. Mais les invectives reprennent : *« Les dealeurs, ils sont là dans nos halls, ce sont eux qui font la loi ici. »* Le maire est exfiltré par la police.

Un an auparavant, la procureure de Marseille avait déposé un néologisme dans le débat public : la notion de narchomicide, soit un meurtre lié au narcobanditisme, dans lequel *« les victimes sont vraiment simplement des gens qui sont sur des points de stupéfiants. Ils ne sont pas visés pour leur participation spécifique aux trafics, mais parce qu'ils sont là simplement »*, avait déclaré Dominique Laurens. L'enquête, ouverte pour « destruction volontaire par incendie en bande organisée et ayant entraîné la mort » et « association de malfaiteurs en vue de la commission de faits de destruction volontaire par incendie en bande organisée » par Damien Martinelli, procureur de Nice, pourrait prendre le chemin du narchomicide, non pas par les armes, mais par le feu. *« S'il convient à ce stade de faire preuve d'une particulière prudence sur le mobile du passage à l'acte criminel, la piste de faits intervenant dans le cadre d'un conflit sur fond de trafic de stupéfiants, sans lien avec les victimes et leur famille, est explorée »*, a-t-il noté en fin de son communiqué de presse. Toute la police de Nice est mobilisée pour retrouver les jeunes de 2 h 24. ■

LORRAINE DE FOUCHER

DROIT DE RÉPONSE

Une lettre de Florence Bergeaud-Blackler

*A la suite de la publication de l'article intitulé « La guérilla virtuelle d'activistes pro-Israël en France » (*Le Monde *daté du 5 février), nous avons reçu, au titre du droit de réponse, le courrier suivant de Florence Bergeaud-Blackler, anthropologue :*

« Votre article comporte des insinuations et des propos erronés à mon encontre que j'entends rectifier. Si j'ai bien écrit dans une publication sur X qu'un militant propalestinien de 36 ans, désigné dans l'article sous le pseudonyme de « Shadi », s'adressait à la *« oumma des quartiers »* à l'occasion d'un appel à manifester le 31 décembre *[2023]* sur les Champs-Elysées (manifestation qui a été interdite), je ne l'ai à aucun moment décrit comme étant un *« Frère musulman »*, comme il est écrit de manière erronée. En utilisant un pseudonyme, « Shadi », afin de protéger son anonymat, le journaliste a empêché le lecteur de retrouver les sources et de comprendre qu'il n'y a aucun lien entre ce que j'ai écrit et le harcèlement dont se plaint l'intéressé. D'autre part, les expressions péjoratives utilisées pour me disqualifier (*« chercheuse controversée », « qui se dit spécialiste »*) remettent en cause le sérieux de mon travail de chercheur, alors que je suis titulaire d'un doctorat depuis vingt-cinq ans et que j'ai toujours travaillé sur des problématiques liées aux réseaux islamistes, en Europe en particulier. Il ne saurait être opéré une quelconque confusion entre mon travail de chercheur, fonctionnaire du CNRS, et un groupe décrit comme des militants pro-Israël. En me présentant ainsi, cette publication me désigne in fine au public comme l'orchestratrice et la responsable directe d'une *« offensive en ligne »*, d'une *« campagne de diffamation »* et de dégradations commises sur la vitrine de la boutique de ce monsieur. Une telle présentation des faits m'est préjudiciable et peut avoir de graves répercussions pour la sécurité des personnes visées, surtout dans le contexte de menaces que je subis depuis la sortie de mon livre. »

Le Monde
SAMEDI 20 JUILLET 2024

A l'approche des JO, les sans-abri moins visibles à Paris

Le collectif Le Revers de la médaille, qui espérait que la promesse de « Jeux solidaires et inclusifs » serait tenue, se dit déçu



Lors de l'expulsion des jeunes migrants qui occupaient la Maison des métallos, à Paris, le 3 juillet. LUC AUFFRET/ANADOLU VIA AFP

Nous sommes à quelques jours du début des Jeux olympiques et paralympiques et, à notre connaissance, tous les campements de tentes d'au moins 100 personnes ont été évacués », remarque Paul Alauzy, coordinateur de la veille sanitaire à Médecins du monde et porte-parole du Revers de la médaille. Ce collectif, qui regroupe une centaine d'organisations d'aide aux personnes précaires, y voit une nouvelle preuve d'un « nettoyage social », consistant à expulser et *« invisibiliser »* les plus précaires, comme ce fut le cas, lors des dernières éditions des Jeux olympiques et paralympiques (JOP).

Entre le mardi 16 et le jeudi 18 juillet, environ 470 personnes ont été évacuées de campements situés sur le canal de l'Ourcq, le long du parcours qu'empruntera la flamme olympique le 25 juillet, ainsi que sur le canal Saint-Denis, en amont des sites d'épreuves, et au niveau du pont Marie, sur la Seine, où est prévue la cérémonie d'ouverture, le 26 juillet. Des blocs de bétons ont parfois été installés, dissuadant toute installation. *« En revanche, c'était la première fois depuis plus d'un an que les personnes se voyaient proposer des hébergements en Ile-de-France, sans critères de sélection et pour au moins trente jours »*, souligne M. Alauzy.

Une évolution notable, alors que l'Observatoire des expulsions de lieux de vie informels estime que, entre mai 2023 et mai 2024, environ 34 % des expulsions de bidonvilles, squats et campements en Ile-de-France ont été assorties de propositions d'hébergement, au lieu de 64 % sur les douze mois précédents. *« Quand il y a des orientations, c'est vers les nouveaux sas de desserrement régionaux, qui ne garantissent que trois semaines d'hébergement : beaucoup de gens refusent, car ils ont un emploi ou des liens ici »*, explique Charlotte Kwantes, de l'association Utopia 56. Selon M. Alauzy, *« l'Etat a fait exprès de garder des places libres dans la région, afin de proposer des mises à l'abri de dernière minute, pour garantir un Paris de carte postale durant les Jeux »*. Une lecture contestée par le directeur du cabinet du préfet d'Ile-de-France, Christophe Noël du Payrat : *« Il s'agit de places normalement réservées aux primo-arrivants, nous profitons de ce que ceux-ci sont moins nombreux cette année. »* Il réfute également que les mises à l'abri des derniers jours soient liées aux JOP : *« Nous en effectuons dès qu'un campement devient important. Elles sont moins fréquentes cette année, puisque les flux migratoires n'ont pas vraiment repris. Il n'y a ni nettoyage social ni volonté de cacher la misère : les maraudes estiment qu'environ 500 à 800 personnes sont à la rue à Paris, actuellement. »*

« Campements plus lointains »

L'Observatoire des expulsions de lieux de vie informels a recensé, à l'échelle de l'Ile-de-France, une hausse de 38,5 % du nombre d'expulsés en deux ans, pour atteindre 12 545 personnes. Le nombre d'enfants concernés a, quant à lui, été multiplié par trois. Et le rythme des expulsions de campements s'intensifie au lieu de décroître, assure M. Alauzy, avec pour effet de *« disperser les personnes, dans les sas régionaux, mais aussi en Ile-de-France, vers des campements plus lointains et cachés, ce qui les prive de l'aide des associations »*.

> **« Il n'y a pas de volonté de cacher la misère », selon le directeur du cabinet du préfet d'Ile-de-France**

Le collectif, qui a été créé à l'automne 2023, et qui a pris au mot la promesse de la ville hôte et de l'Etat d'organiser des Jeux « solidaires et inclusifs », n'est pas parvenu à véritablement infléchir la lutte contre le sans-abrisme et la précarité en Ile-de-France. Ses demandes de créer 7 000 places d'hébergement dans la région, ainsi qu'un centre d'accueil des sans-abri, sur le modèle de celui mis en place pour les réfugiés ukrainiens, sont restées lettre morte. L'Etat n'a rétabli qu'une partie des 3 000 nuitées hôtelières qu'il avait supprimées dans la région en juin 2023, après avoir atteint le record de 120 000 places ouvertes.

« En Seine-Saint-Denis, nous restons à 1 000 nuitées de moins qu'avant la baisse. Le 15 juillet, nous avons pu héberger 8 des 611 personnes qui ont réussi à joindre le 115 », regrette Philippe Avez, président d'Interlogement 93. Le Samusocial de Paris fait, lui aussi, état de *« besoins élevés »* : *« Le 115 reçoit environ 2 500 appels par jour ces derniers mois, dont 30 % à 35 % sont décrochés. »* Le quotidien des personnes hébergées s'est complexifié : les places sont souvent loin de Paris et des transports en commun, et renouvelées chaque semaine, au lieu de chaque mois. *« C'est trop court pour inscrire les gens aux Restos du cœur et les enfants à l'école »*, critique Bénédicte Maraval, assistante sociale au Comité pour la santé des exilé.e.s.

L'Etat a néanmoins promis, en avril, un *« héritage social »* des Jeux : l'ouverture de places d'hébergement de qualité et pérennes pour plus de 200 grands marginaux installés dans les zones soumises à des restrictions de circulation pendant les JOP. Finalement, 274 places ont été ouvertes et *« nous souhaitons poursuivre dans cette voie après les JOP »*, assure le directeur de cabinet du préfet. *« C'est positif, mais c'est tellement peu… »*, souffle M. Alauzy.

« Intimidations »

Déception aussi concernant les régularisations de travailleurs sans papiers, nombreux sur les chantiers et les services de restauration des Jeux. Déception encore pour les « jeunes en recours », qui demandent à être pris en charge en tant que mineurs non accompagnés, bien qu'ils aient été considérés comme majeurs par les services du département, ce qui les prive de solutions d'hébergement. Ils ont été visés par *« de nombreuses expulsions de lieux de campements, de dispersions, d'intimidations, de violences policières, de confiscations et destructions des affaires »*, selon un rapport du Revers de la médaille, publié en juin.

Après qu'ils ont occupé l'établissement culturel le Centquatre, l'Académie du climat puis la Maison des métallos, entre mars et juillet, la Ville de Paris a progressivement ouvert trois gymnases pour héberger 470 d'entre eux. La Mairie revendique, elle aussi, de laisser un héritage social des Jeux : *« Cent vingt places pour des personnes en famille, au sein de l'ex-lycée professionnel Suzanne-Valadon* [18e arrondissement] *»*, précise Léa Filoche, adjointe aux solidarités, ainsi qu'un accueil de jour pour les jeunes en recours. Pour M. Alauzy, *« la Mairie de Paris a joué le jeu »*, tout en veillant à la continuité de l'aide aux plus précaires durant les JOP. *« En termes d'aide alimentaire, nous avons pu compenser la fermeture des Restos du cœur, qui sera plus longue cet été, hormis entre le 15 et le 30 juillet »*, précise Léa Filoche. Malgré les périmètres de sécurité, les accueils de jour, structures d'hébergement et autres services habituellement ouverts à cette période ont presque tous pu être conservés ou déplacés. Dix mille titres de transport, financés par la Ville, vont être distribués dans les accueils de jour.

> **« L'Etat propose des mises à l'abri de dernière minute, pour garantir un Paris de carte postale »**
> PAUL ALAUZY
> porte-parole du collectif Revers de la médaille

« Cela ne se passe pas si mal, mais je reste très vigilante sur les questions de nettoyage social, d'autant qu'il n'y a plus véritablement de gouvernement. Il y a déjà eu quelques glissements, souligne l'adjointe aux solidarités. *La Préfecture de police a dispersé un campement dans le 15e arrondissement, alors qu'on avait réussi à trouver des hébergements adaptés pour la quinzaine de personnes. Elle a décidé d'évacuer un campement du bois de Vincennes, comptant vingt enfants, qui ne me semblait pas poser de difficulté, mais était visible depuis le périphérique… »*

En Seine-Saint-Denis, où des épreuves sont prévues, Clément Etienne, qui y coordonne le programme bidonvilles de Médecins du monde, ne cache pas son inquiétude. Certes, le président du conseil départemental, Stéphane Troussel (Parti socialiste), a prêté des locaux pour déplacer le centre d'accès aux soins et d'orientation de l'association, car *« les sans-papiers qui le fréquentent n'auraient plus osé venir si on l'avait gardé ouvert à Saint-Denis, où les forces de l'ordre seront très présentes »*. Mais il n'y a pas eu, selon M. Etienne, de coordination globale : *« La préfecture du département nous a dit que les Jeux seraient une grande fête et qu'il était hors de question de les gérer comme une crise. Mais il va y avoir de vraies questions sur l'accès à l'eau, à la nourriture, à la santé, avec des publics toujours plus disséminés. »*

La directrice du Samusocial 93, Ilaria Ben Amor, salue, de son côté, une *« bonne coordination avec l'Etat »* dans l'organisation des maraudes. *« Il nous a, par exemple, demandé d'intervenir le long du parcours de la flamme, en laissant entendre que les demandes de mises à l'abri temporaires seront satisfaites. »* La nouvelle la réjouit pour les personnes concernées. Mais d'autres pourront l'interpréter comme une volonté de soustraire ces publics aux regards. Pour M. Alauzy, la déception est grande : *« Ils ont dépensé 1,4 milliard pour nettoyer la Seine. Nous avions demandé 10 millions d'euros pour les précaires et on ne les a pas eus. »* ■

CLAIRE ANÉ

Le paramarathon invoqué pour évacuer un bidonville à La Courneuve

Des Roms qui se sont installés sur une aire d'accueil des gens du voyage fermée sont menacés d'expulsion. La justice est saisie

Est-ce qu'on va mettre à la rue 200 personnes, dont 60 enfants, pour quelques heures de course ? » La question a été posée par l'avocat Louis Robatel, mercredi 17 juillet, devant le tribunal administratif de Montreuil. Il y a défendu les habitants d'un bidonville de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), menacés d'expulsion à l'approche du para marathon, épreuve des Jeux paralympiques de Paris, prévue le 8 septembre.

Quelques familles de la minorité rom de Roumanie, confrontées, selon leur avocat, à *« une situation d'extrême précarité »*, se sont installées début mars sur cette aire d'accueil des gens du voyage, qui avait été fermée pour travaux. Elles ont été rejointes par d'autres familles, et les caravanes des débuts sont désormais entourées de nombreuses cabanes en bois.

Sur place, seule une partie des habitants sait que la justice a été sollicitée en vue d'une expulsion. C'est le cas d'Aura (les personnes interrogées sur place ont requis l'anonymat), informée par l'équipe de Médecins du monde qui vient chaque semaine dispenser conseils et soins. Cette mère de deux garçons, dont l'un est en fauteuil roulant, quitterait à regret ce terrain qui dispose de sanitaires et d'eau chaude, quand la plupart des bidonvilles n'ont accès ni à l'eau ni à l'électricité. Nicoletta, qui a elle aussi appris la nouvelle, s'avoue *« découragée »*. *« J'espère que le bidonville va rester, pour pouvoir amener mes enfants à l'école. »* Les aînés, âgés de 9 et 7 ans, avaient été déscolarisés quand la famille avait été expulsée d'un autre bidonville, situé à une vingtaine de kilomètres. Si tout va bien, ils rejoindront en septembre l'école primaire située en face de l'aire d'accueil, tandis que le benjamin fera sa rentrée à l'école maternelle voisine.

Mise en demeure

L'association Askola, qui accompagne depuis mai la scolarisation des enfants du bidonville, a déjà été sollicitée pour une trentaine d'entre eux. Neuf ont pu intégrer une classe avant les grandes vacances. *« L'accueil des enseignants a été extrêmement chaleureux. Les familles ont pu participer au spectacle et à la kermesse de fin d'année »*, apprécie Lucile Touchard, coordinatrice de projet au sein d'Askola. Elle aussi redoute l'expulsion : *« Elle ferait perdre aux enfants plusieurs mois, voire une année d'école, le temps que les parents trouvent un lieu de vie suffisamment stable pour se projeter. »*

Plaine Commune, regroupement de neuf municipalités qui gère l'aire d'accueil de La Courneuve, a d'abord procédé à une mise en demeure des habitants du bidonville, fin avril. L'établissement public territorial présidé par le socialiste Mathieu Hanotin, également maire de Saint-Denis, les accusait d'être entrés par effraction et leur laissait dix jours pour partir. *« J'ai répondu que mes clients n'avaient pas trouvé l'aire d'accueil fermée et qu'ils accepteraient un terrain alternatif, et de payer un loyer. La réponse a été négative »*, indique Me Robatel. *« Il n'est pas possible de négocier avec des gens qui ne respectent pas la loi »*, confirme au téléphone un représentant de Plaine Commune.

La justice a donc été saisie. La requête en référé, que *Le Monde* a pu consulter, fait notamment valoir qu'une occupation prolongée du site pourrait entraîner *« dégradations et mésusages »*. Des plaintes de riverains sont évoquées, sans qu'aucune pièce ne vienne étayer ce point. L'expulsion permettrait, quant à elle, de préserver le public du marathon paralympique des *« risques liés à la sécurité, la salubrité et l'hygiène du site »*. Quand bien même l'aire d'accueil est séparée du parcours de l'épreuve par un épais rideau d'arbres.

A l'heure où des associations dénoncent un « nettoyage social », le représentant de Plaine Commune tente de minimiser la référence au paramarathon. *« Il s'agissait d'un argument subsidiaire, pour obtenir une expulsion rapide. Notre but est d'évacuer l'aire d'accueil afin de mener les travaux indispensables à sa réouverture, et de tels travaux ne peuvent être qu'effectués l'été. »*

Ce n'est cependant pas ce qui ressort d'un échange d'e-mails entre deux employés transmis à la justice par Plaine Commune : l'un d'eux y fixe seulement l'objectif d'une *« remise en état de l'aire »* d'ici au paramarathon. *« Les documents dont on dispose laissent penser que le site est resté fermé depuis une occupation illégale en 2021. Et il deviendrait soudainement urgent d'y faire des travaux ?,* interroge Louis Robatel. *A mon avis, il s'agit surtout d'assurer de belles images aériennes. »*

Plaine Commune a demandé dans son référé une expulsion sous sept jours. L'avocat de la défense a pour sa part sollicité un délai de six mois. La décision est attendue lundi 22 juillet. ■

CL. A.

Stéphane Troussel tire son épingle des Jeux

Le président de la Seine-Saint-Denis s'est battu pour que son territoire profite du grand rendez-vous sportif

Face aux gradins du parc des sports Georges-Pompidou de Villemomble (Seine-Saint-Denis), remplis de filles et de garçons en chasubles rouges, bleues, jaunes et vertes, Stéphane Troussel paraît sur un petit nuage, en ce mercredi d'une fin de mai pluvieuse, à cinquante-huit jours des épreuves de Paris 2024. Les élections européennes sont dans dix jours et la situation politique est morose, mais encore stable. Le président (Parti socialiste) du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis vient remettre des places pour les Jeux olympiques et paralympiques (JOP) à des scolaires du département présents à l'occasion d'un triballon, sorte de triathlon mêlant football, rugby et handball.

Le stade communal, mitoyen de la cité Benoni-Eustache, immense barre HLM blanc et gris, a vu ses pelouses refaites grâce aux Jeux, et Stéphane Troussel est salué par les hurlements des mômes. *« On va accueillir le plus grand événement sportif international, je veux que vous soyez les plus nombreux à participer à cette fête »*, lance-t-il alors qu'il va procéder au tirage au sort des classes gagnantes.

Des équipes se mettent en place sur le terrain que l'élu, en jean, baskets blanches et parka bleu marine, traverse à grandes enjambées. Le professeur de sport, qui encadre le groupe, interpelle ses élèves hésitants : *« Vous le reconnaissez, c'est le monsieur qui vous suit sur Instagram. »* Le compte de Stéphane Troussel est en effet devenu une vitrine louangeuse du « 9-3 ». D'autant plus depuis que le territoire qu'il préside, si souvent décrié et stigmatisé, a su qu'il allait accueillir les Jeux. Une revanche pour ce quinquagénaire, fils d'employés municipaux, qui a grandi à La Courneuve, longtemps traité avec un brin de condescendance par ses pairs. *« Les Jeux ont à l'évidence renforcé notre place et changé le regard porté sur le département »*, s'enorgueillit-il.

Mais tout cela, c'était avant le tremblement de terre politique provoqué par le scrutin européen du 9 juin. Avant aussi ce SMS d'alerte de la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale qu'il a reçu le dimanche soir des résultats : *« J'ai ressenti une immense colère contre ce pyromane qui n'a cessé de mettre le Rassemblement national au centre du jeu et qui, d'un coup, lui ouvrait la porte et mettait la République en danger. On avait le sentiment qu'il venait nous gâcher la fête. »*

Le séisme politique a chamboulé le quotidien du président du département, reléguant l'agenda JOP au second plan. Tout s'est recentré sur la politique nationale et l'élu a repris sa casquette de porte-parole du parti. *« Même si les réunions de travail autour des JO ont continué, je me suis beaucoup investi dans les discussions internes au PS et la campagne du Nouveau Front populaire »*, admet Stéphane Troussel, dont la présence politique fut plus visible.

Jusqu'alors, les JOP, Stéphane Troussel avait *« l'impression de ne plus faire que cela depuis la rentrée de septembre* [2023] *»*. Inaugurations, manifestations sportives, cérémonies de remise de billets, réunions de préparation des services… Son emploi du temps débordait, mais l'intéressé savourait, affichant un sourire permanent et un regard gourmand derrière la monture noire de ses lunettes. *« Même s'il y a encore tout le reste »*, tenait-il à souligner.

Le reste, c'est le quotidien du département le plus pauvre et le plus jeune de France métropolitaine : mouvement de protestation des professeurs demandant un plan d'urgence, mission flash de l'association des Départements de

La bataille n'a pas été facile pour l'élu socialiste, face à des instances qui n'avaient d'yeux que pour Paris

France sur les mineurs non accompagnés, anniversaire du Syctom (agence métropolitaine des déchets ménagers), etc. Mais le natif de Saint-Denis jurait que c'est *« son truc » : « Nulle part ailleurs on ne sent une telle énergie ! »*

La bataille n'a pourtant pas été facile pour l'élu socialiste, face à des instances olympiques qui n'avaient d'yeux que pour Paris. Quand, en 2015, la capitale prépare son dossier de candidature pour accueillir l'édition 2024 des Jeux, il n'y a guère que Saint-Denis qui, avec le Stade de France, le village des athlètes et le centre aquatique, est censé faire partie des sites estampillés Paris 2024.

Avec l'aide d'Anne Hidalgo, le Séquano-dionysien se bat pour en obtenir beaucoup plus et décroche la localisation de douze épreuves et vingt-sept lieux d'entraînement. Mais, pour des raisons budgétaires, la carte arrêtée est à plusieurs reprises remaniée : la natation part dans les Hauts-de-Seine, à Nanterre, le tir sportif dans l'Indre, à Châteauroux. Quant au village des médias, prévu au Bourget, il est remis en cause. *« J'ai menacé la terre entière pour maintenir toutes les infrastructures prévues et obtenir des contreparties,* raconte Stéphane Troussel. *Le maire de Stratford* [Royaume-Uni] *m'avait prévenu : "L'héritage, ça n'est que vous, ne lâchez rien." Je n'ai rien lâché. »*

L'art du compromis

Ce jeudi 30 mai, le président du département doit assister à la répétition de la partie courneuvienne de la grande parade organisée dans le cadre de l'Olympiade culturelle. Une centaine d'adolescents patiente dans la Maison Edouard-Glissant du parc Georges-Valbon. Devant la batucada formée par les collégiens, l'homme s'enflamme : *« Ça va mettre une ambiance de dingue ! »* Les responsables associatifs se pressent autour de lui et, à l'évidence, la connivence n'est pas feinte.

Sur le chemin du retour au siège de la collectivité locale, à Bobigny, Stéphane Troussel tient à faire un arrêt à l'Aire des vents, qui a longtemps accueilli la Fête de *L'Humanité*, à côté du Parc des expositions du Bourget : le village des médias se construit et, sur des talus herbacés adjacents, ont poussé des immeubles, en brique jaune, marron et rouge. Plus loin, le Terrain des essences s'étend sur les 13 hectares d'une ancienne friche. *« Qui aurait imaginé un nouveau quartier de 900 logements sur cette immense dalle de béton et un nouveau parc ici ? »*, vante l'élu socialiste, avec des airs de propriétaire satisfait.

S'il se défend d'être un *« JO béat »* et dit partager certaines inquiétudes – *« légitimes »* – des associations d'aide aux sans-domicile-fixe, qui dénoncent un *« nettoyage social »*, il égrène tout ce qu'il a obtenu grâce à la manne des JOP : sept piscines, nouvelles ou rénovées, onze gymnases ou stades flambant neufs, un échangeur autoroutier et cinq passerelles de franchissement, 4 100 nouveaux logements, des parcs remis en état, quatre routes départementales requalifiées, de nouvelles pistes cyclables un peu partout… *« Grâce aux JO, on est à un moment de bascule exceptionnel comparable à la construction du Stade de France »*, fait-il valoir.



Stéphane Troussel, dans son bureau, au siège du département de Seine-Saint-Denis, à Bobigny, le 29 mai. TERENCE BIKOUMOU POUR « LE MONDE »



Le maire de Pantin, Bertrand Kern, la présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, et Stéphane Troussel, entourés d'autres élus, lors de la visite du chantier du campus Sport dans la ville, à Pantin, le 29 mai. TERENCE BIKOUMOU POUR « LE MONDE »

De fait, le visage du département s'est transformé en quelques mois. Les élus de tous bords le reconnaissent. *« Les débuts avec Stéphane* [Troussel] *n'ont pas été évidents, mais on a bien travaillé,* se félicite Valérie Pécresse. *On s'est sentis très vite autant concernés par l'urgence sociale de la Seine-Saint-Denis »*, note la présidente (Les Républicains) de la région Ile-de-France. *« Il a fait le boulot de patron et plutôt bien »*, reconnaît, lui aussi, Bruno Beschizza. *« Même si j'ai l'impression que c'est l'ouest du département qui a été favorisé, un tropisme qui tombe sur ses amis politiques »*, ajoute toutefois le maire (Les Républicains) d'Aulnay-sous-Bois.

Même les communistes, vieux ennemis sur cette ancienne terre rouge, semblent avoir rangé les armes. *« Bien qu'il défende la gentrification, il tente de trouver un équilibre pour les populations présentes »*, souligne Sofia Boutrih, conseillère territoriale et tête de liste communiste pour les prochaines municipales à Saint-Denis. Mais elle prévient : *« Il va falloir rester vigilant pour que la nouvelle attractivité due aux JO ne soit pas tournée que vers les entreprises privées et le tourisme. »*

« La cible privilégiée du RN »

Tous autant qu'ils sont, ces différents acteurs lui reconnaissent l'art du compromis. En l'occurrence, Stéphane Troussel ménage sa droite, et surtout sa gauche. Sans oublier l'objectif que lui a fixé Claude Bartolone, à qui il a succédé : continuer à grignoter les terres communistes. Ainsi de la commune de La Courneuve : *« Gilles Poux répète qu'il ne veut pas se représenter en 2026. J'ai ma petite idée sur qui peut le remplacer »*, glisse le patron du département, après avoir vanté la nouvelle piste cyclable le long de la RN2, qui traverse la ville.

Pour ce fils de militants communistes, passé par toutes les écoles socialistes, du syndicat étudiant UNEF-ID à SOS-Racisme et à la Gauche socialiste de Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, l'union de la gauche, même si elle est difficile, est un mantra. Une leçon que lui a apprise Martine Aubry, la maire de Lille, qui reste son point d'ancrage à gauche. C'est auprès d'elle qu'il dit avoir vécu ses plus belles années militantes. *« Dans le département, avec les communistes, c'est parfois compliqué, mais on se rassemble quand il faut. On s'y est mis au niveau national, malgré les invectives de campagne »*, insiste-t-il. A ses yeux, son territoire a quelques leçons à apprendre à la gauche : *« Ce que l'on fait ici en termes de politique de solidarité et culturelle peut servir d'exemple. »*

« Il a fait le boulot de patron et plutôt bien »
BRUNO BESCHIZZA
maire (LR) d'Aulnay-sous-Bois

Le 10 juin, au lendemain des élections européennes, le conseil d'administration du Comité d'organisation de Paris 2024 lui a donné l'occasion de faire entendre cette petite musique. Alors que le président du Comité international olympique, Thomas Bach, affichait sa sérénité, déclarant que *« rien ne viendra*[it] *gâcher la fête »* olympique, le patron de la Seine-Saint-Denis raconte avoir *« mis les pieds dans le plat en disant qu'*[il] *ferai*[t] *tout pour que* [le président du Rassemblement national, Jordan] *Bardella, ne soit pas à* [leurs] *côtés lors de la cérémonie d'ouverture comme premier ministre »*.

Fin juin, quelques jours avant le premier tour des législatives, le département a organisé une chaîne humaine contre l'extrême droite, le long des canaux entre Saint-Denis et Bobigny : *« Une manière d'alerter sur le fait que la Seine-Saint-Denis était la cible privilégiée du RN et qu'on entendait défendre nos valeurs »*, expose M. Troussel.

Soulagé de voir l'hypothèse d'un gouvernement RN écartée, il espère voir enfin advenir l'euphorie des Jeux. La suite n'est pas écrite, mais Stéphane Troussel entend y participer : *« Je suis un militant qui est à son poste pour permettre à la gauche de répondre à la colère et au sentiment d'abandon. La Seine-Saint-Denis a un mot singulier à porter dans le récit républicain à opposer à celui du RN. »* Il compte bien que les événements prévus cet été dans son département, avec ses fan-zones populaires, en fassent une première démonstration. ■

SYLVIA ZAPPI

Le Monde
SAMEDI 20 JUILLET 2024

Médias : l'Arcom renforce les règles de contrôle

Le régulateur de l'audiovisuel s'appuiera sur un « faisceau d'indices » pour évaluer le respect du pluralisme

Il s'agissait sans doute de la délibération la plus attendue de l'année. Jeudi 18 juillet, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) a rendu publique sa décision *« relative au respect du principe de pluralisme des courants de pensée et d'opinion par les éditeurs de services »*, mettant ainsi fin à un suspense qui dure depuis le 13 février.

Ce jour-là, le Conseil d'Etat avait *« enjoint »* à l'Autorité de revoir les règles qui garantissent le respect du pluralisme dans les médias audiovisuels français, après avoir été saisi du cas de CNews par l'ONG Reporters sans frontières. Alors que celui-ci passait jusque-là par le chronomètre et la mesure du temps d'intervention des personnalités politiques, il doit depuis lors, pour être estimé, *« prendre en compte la diversité des courants de pensée et d'opinion représentés par l'ensemble des participants aux programmes diffusés, y compris les chroniqueurs, animateurs et invités »*.

A cette injonction, l'Arcom répond par quatre articles plutôt brefs, qui auront au moins le mérite d'éteindre les deux principales critiques qui avaient fait florès au printemps. En effet, il n'est non seulement toujours pas question, pour le régulateur, de *« qualifier »* ou de *« classer »* les intervenants *« au regard des courants de pensée ou des différentes sensibilités »* – certains médias assuraient redouter un éventuel *« fichage des journalistes »* –, mais le risque de voir surgir une *« usine à gaz »* pour évaluer le pluralisme est, lui aussi, écarté.



Trois nouveaux critères

Soucieux, comme à son habitude, de préserver le principe *« à valeur constitutionnelle »* du pluralisme et de rester garant de *« la primauté de la liberté de communication »*, l'Arcom, par la voix de son président, Roch-Olivier Maistre, laisse au contraire aux chaînes de télévision et aux antennes de radio une très large marge de manœuvre.

C'est en effet sur la base d'un *« faisceau d'indices »* que le régulateur s'appuiera désormais pour juger d'un éventuel *« déséquilibre manifeste et durable »* dans le respect par les éditeurs de l'exigence de pluralisme. Ainsi, en cas de saisine, il appréciera trois critères : *« la variété des sujets et thématiques abordés à l'antenne »*, *« la diversité des intervenants dans les programmes »*, *« l'expression d'une pluralité de points de vue dans l'évocation des sujets abordés »*. Il s'assurera, aussi, du *« respect de l'obligation d'assurer l'expression des différents points de vue dans la présentation des questions portant à controverse »* – soit les sujets *« qui prêtent à débat sur la place publique »*, a expliqué M. Maistre, lors d'un point presse.

Ces règles s'ajoutent à celles qui régissent déjà les temps de parole politique pendant les périodes électorales (lorsque les forces politiques doivent être traitées avec équité ou égalité), mais aussi en période ordinaire (quand un tiers de ce temps revient à l'exécutif, et les deux tiers restants aux oppositions).

Si toutes les chaînes et antennes sont concernées, les chaînes d'information en continu et les *« programmes qui concourent à l'information »*, comme le sont les talk-shows de début de soirée, seront examinés en priorité. Toute situation litigieuse dont le régulateur se verra saisi sera appréciée sur une durée d'un mois pour un média d'info continue et de trois mois au moins pour les médias généralistes. L'Autorité a d'ores et déjà été saisie, a confessé M. Maistre sans plus de précision, d'un éventuel manquement au principe posé par la décision du Conseil d'Etat.

Une délibération « salutaire »

Pour Reporters sans frontières, à l'origine de la décision du Conseil d'Etat qui fait évoluer l'interprétation de la loi de 1986, cette délibération (à paraître au *Journal officiel* du 19 juillet) est *« salutaire, bien que tardive et lacunaire »*. *« La régulation progresse, mais elle ne va pas aussi vite que la tricherie augmente,* déplore Thibault Bruttin, le directeur général de l'organisation, interrogé par *Le Monde. Il y a une vraie course contre la montre face à des acteurs qui passent leur temps à contourner la régulation. La décision arrive triplement tard : par rapport à la décision du 13 février, par rapport au contexte électoral qui a montré les limites de la régulation et les travers des médias, et enfin par rapport aux auditions pour les canaux TNT, car on a bien vu que Maxime Saada renvoyait l'Arcom à ses responsabilités. »* Le 15 juillet, en effet, le président du directoire de Canal+, venu défendre devant l'Arcom la candidature de CNews à une nouvelle autorisation de diffusion sur la TNT, s'était agacé : *« Il n'est quand même pas complètement illogique qu'on ne prenne pas des engagements tant que vous-même, l'Arcom, ne nous avez pas précisé dans une délibération la manière dont vous souhaitez nous voir appliquer cette décision qui n'est pas complètement évidente dans son application. »*

L'Autorité de régulation laisse aux chaînes de télévision et aux antennes de radio une très large marge de manœuvre

Les représentants de LCI, mais aussi de BFM-TV, avaient eux aussi fait part de leur attente d'éclaircissements de la part du régulateur. *« On se conformera, comme toujours, aux règles lorsqu'elles seront établies, lorsqu'il y aura une directive »*, avait ainsi déclaré Thierry Thuillier, le directeur de l'information pour le groupe TF1, le 9 juillet. En cas de litige, ce sera à eux, les éditeurs, de *« fournir à l'Autorité les éléments lui permettant de s'assurer du respect de l'obligation de pluralisme »*.

Le Conseil d'Etat demandait en outre à l'Arcom de *« s'assurer de l'indépendance de l'information au sein de la chaîne* [CNews] *en tenant compte de l'ensemble de ses conditions de fonctionnement et des caractéristiques de sa programmation »*. Pour l'Arcom, cependant, il n'y avait pas là matière à une délibération spécifique. *« C'est inquiétant, parce que si on ne prend pas la mesure de cette décision que nous avions qualifiée d'historique, on passe à côté d'une partie de l'aspect fondamental de la décision du 13 février »*, regrette encore M. Bruttin. L'ONG *« invite »* une nouvelle fois l'Arcom à prononcer une sanction contre les manquements répétés de CNews, comme elle le réclame depuis sa première saisine, en novembre 2021. ■

AUDE DASSONVILLE ET BRICE LAEMLE

L'avertissement de la BCE à la France face au risque de dérive budgétaire

La Banque centrale, qui a laissé ses taux d'intérêt inchangés, souligne la nécessité de respecter « sans délai » le cadre européen

Sur la politique monétaire, son domaine de compétence, la Banque centrale européenne (BCE) a sans surprise temporisé jeudi 18 juillet. Après la baisse de ses taux d'intérêt en juin, de 4 % à 3,75 % pour le taux de dépôt, elle a décidé pour cette nouvelle réunion de son conseil des gouverneurs de les laisser inchangés, estimant que l'inflation dans le secteur des services demeurait trop élevée. Rendez-vous est pris pour sa prochaine décision, le 12 septembre.

En revanche, la BCE a profité de cette réunion transitoire pour envoyer un message d'avertissement très clair à la France – et aux autres pays de la zone euro – face au risque d'une dérive budgétaire. Sans nommer spécifiquement de pays, l'institution monétaire a publié dans son communiqué un passage explicite, appelant à *« la mise en œuvre intégrale et sans délai du cadre de gouvernance économique »* de l'union monétaire, qui impose un retour à un déficit budgétaire de 3 % du produit intérieur brut. Cette mise en garde était déjà présente mot pour mot dans le communiqué de juin, mais il s'y ajoute cette fois-ci une deuxième phrase *« se félicitant »* de la récente décision de la Commission européenne d'avoir ouvert des procédures pour déficit excessif contre sept pays, dont la France.

Les règles budgétaires européennes, qui avaient été suspendues pendant le Covid, sont revenues en vigueur le 30 avril, sous une forme un peu plus flexible. En conséquence, Bruxelles a annoncé le 19 juin ouvrir des procédures contre la France, ainsi que contre la Belgique, l'Italie, la Hongrie, Malte, la Pologne et la Slovaquie. *« L'analyse de soutenabilité de la dette* [de la France] *indique un risque élevé à moyen terme »*, notait la Commission, rappelant que le déficit français en 2023 avait été de 5,5 % du produit intérieur brut (PIB).

Croissance faible

La BCE est venue ajouter sa voix au débat ce jeudi. *« Nous soutenons très fortement le principe de la discipline budgétaire et tous les Etats membres qui adhèrent au cadre budgétaire doivent mettre en place et respecter ces principes »*, affirme Christine Lagarde, sa présidente. Selon elle, les Etats doivent se concentrer sur des mesures visant à améliorer leur productivité et leur compétitivité. Elle cite la mise en place d'une *« union européenne du marché des capitaux »*, serpent de mer qui n'en finit pas d'être discuté, et *« le renforcement du marché unique »*.

Une période de négociations tendues va s'ouvrir, les pays sous procédure devant soumettre leurs objectifs budgétaires pour les années à venir, et Bruxelles devant y répondre. Sachant qu'il n'y a pour l'instant à Paris qu'un gouvernement expédiant les affaires courantes et que l'Assemblée nationale est sans majorité claire, les discussions pourraient se révéler compliquées.

Par ailleurs, sur l'état de l'économie, Mme Lagarde constate que la croissance demeure faible, avec une prévision de 0,9 % pour la zone euro cette année. *« Nous avons une reprise tirée par les services »*, explique-t-elle, soutenue par le marché de l'emploi qui continue de résister (le chômage demeure au plus bas depuis la création de l'euro, à 6,4 %). *« Mais ce n'est pas le cas pour le secteur manufacturier, qui a été en déclin ces derniers mois. Et les investissements demeurent faibles. »* Enfin, l'inflation s'élève à 2,5 % en zone euro, proche de l'objectif officiel de la BCE de 2 %. Mais, tandis que les prix de l'énergie stagnent, ceux des services ont continué à progresser en juin de 4,1 % sur douze mois.

Derrière cette tension se trouve la hausse persistante des salaires, qui sont en phase de rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 2021. Mme Lagarde se montre relativement rassurante, estimant que tous les indicateurs vont vers un ralentissement de cette tendance en 2025 et 2026. Autre indicateur rassurant pour l'inflation, les profits des entreprises sont en recul, après leur augmentation historique de 2022 et de début 2023. Autant d'éléments qui laissent penser que la BCE pourrait continuer à baisser prudemment ses taux d'intérêt à l'automne. ■

ÉRIC ALBERT

39 % des salariés de la BCE seraient proches du burn-out

Une étude des salariés de la BCE, commanditée par le comité du personnel, estime que 56 % d'entre eux souffrent d'épuisement, 39 % ont des symptômes de *« burn-out »* (défini comme un mélange d'épuisement et de démotivation) et 9 % ont des pensées suicidaires. Il s'agit d'une détérioration substantielle depuis la dernière étude réalisée en 2021, qui estimait les burn-out à 34 % et les pensées suicidaires à 6 %. Christine Lagarde, la présidente de la BCE, reconnaît que beaucoup de salariés *« travaillent très dur »*, et répond qu'elle a mis en place un système d'alerte interne et qu'un rôle de médiateur a été créé.



Uhuru Kenyatta (au centre), président du Kenya de 2013 à 2022, et sa mère, « Mama Ngina », à Nairobi, le 20 octobre 2015. NOOR KHAMIS/REUTERS

Au Kenya, l'empire de « **Mama Ngina** », la « fille du village »

FORTUNES AFRICAINES 2|3 La veuve de 91 ans du président Jomo Kenyatta a bâti l'un des plus gros conglomérats d'Afrique de l'Est en accumulant les terres, en créant un puissant groupe laitier et en se diversifiant dans la banque, l'hôtellerie, l'immobilier ou les médias

NAIROBI - *correspondance*

Elle aurait presque des airs d'écolière, sur cette photo noir et blanc prise en 1961. Une chemisette claire, des cheveux très courts, un sourire enfantin. Lui, enveloppé dans une veste de cuir sombre, la couvant du regard, a la barbe grisonnante. Ngina Kenyatta a 28 ans, son mari, Jomo, frise les 70. Voilà déjà une décennie que la jeune femme a été mariée à ce leader du mouvement pro-indépendance du Kenya. Ils viennent du même district de Gatundu, des vallons fertiles plantés de maïs, de bananiers et de caféiers, au cœur du pays des Kikuyu, la première communauté ethnique de cette colonie britannique. Lorsqu'elle quitte son village pour devenir sa quatrième épouse, elle est à peine majeure, n'a pas fait d'études, ne parle ni anglais ni swahili, seulement leur kikuyu natal.

Aujourd'hui, « Mama Ngina », comme tout le monde l'appelle, est une vieille dame d'une puissance incomparable en Afrique de l'Est. A 91 ans, elle a beaucoup gardé de sa grande beauté et de son influence politique, mais elle a aussi bâti un véritable empire économique. Elle et ses enfants ont fondé Brookside, le numéro un kényan des produits laitiers, dans lequel a investi le français Danone. Les Kenyatta sont le deuxième actionnaire d'une des premières banques du pays, la NCBA. Le clan possède des hôtels, des médias, des écoles privées, de l'immobilier… Leur conglomérat est incontournable, dans une économie kényane figurant pourtant parmi les plus diversifiées et dynamiques d'Afrique.

Le contexte est tout autre quand Ngina et Jomo sont photographiés en 1961. Le Kenya est alors une économie coloniale, centrée sur l'export des ressources agricoles, comme le thé et le café. Rares sont les locaux autorisés à y tenir des commerces. Le pouvoir britannique affronte, depuis une décennie, une rébellion armée, celle des Mau Mau, qu'il a violemment réprimée avant d'accorder plus de droits. Soupçonné d'y appartenir, Kamau wa Muigai – qui se fait appeler Jomo Kenyatta (« le javelot flamboyant du Kenya ») – a passé des années en prison et vient d'être libéré. Ngina elle-même a, un temps, été incarcérée.

Son destin bascule en 1964, quand Jomo devient président de la nouvelle République du Kenya. Elle a beau être la quatrième épouse, c'est elle qu'il choisit comme première dame. Dans les cérémonies officielles, elle est une hôte élégante, son visage parfait rehaussé de coiffes altières. Avec le « père de la nation », qui s'est éloigné de ses deux premières femmes et dont la troisième est morte en couches, elle aura quatre enfants : deux filles (Wambui et Nyokabi) et deux garçons (Uhuru et Muhoho).

FIGURE MATERNELLE

Dans une famille marquée par les valeurs kikuyu, elle est l'incarnation d'une figure maternelle exemplaire, toujours *« convenable »*, *« protectrice »* de ses enfants, mais aussi des finances du ménage, souligne l'historien Macharia Munene : *« En tant que mère, elle était à la fois la garante de leurs personnes et de leurs intérêts économiques. »*

Car Ngina est bien plus qu'une compagne d'apparat. En 1975, une série d'articles du *Sunday Times* interdits au Kenya la décrivent déjà comme la femme la plus puissante du pays. Une influence confirmée et étayée en 1978 par un télégramme diplomatique envoyé à Washington quelques jours après le décès du *« mzee »* (le « vieux »).

Le renseignement américain estime alors que la première dame possède *« au moins 115 000 hectares »* de terres, contre 4 000 hectares au nom de son mari. Dans ce pays toujours agricole, où le foncier est un sujet sensible, les Kenyatta sont aujourd'hui encore considérés comme le premier propriétaire terrien, ayant accumulé selon la presse 500 000 hectares, ce qui équivaudrait à 10 % des terres arables.

Dans la culture kikuyu, la terre est capitale. Et Ngina a beau être une « fille du village », comme disent plusieurs sources, elle est aussi fille d'un important chef coutumier, élevée dans cette obsession. Plus largement, elle va embrasser la voie capitaliste choisie par son mari pour le Kenya, dans une région est-africaine pourtant socialisante. Car ses intérêts ne s'arrêtent pas là : le même télégramme évoque les actifs de Mama Ngina dans le tourisme, les mines de rubis ou le commerce *« du charbon de bois et de l'ivoire, des business particulièrement lucratifs »*, qui n'ont pas encore été complètement interdits.

Plus largement, les Américains insistent sur *« l'emprise »* de la famille élargie sur l'économie. Peter Muigai Kenyatta, fils issu du premier mariage de Jomo, est à la tête

> **Les Kenyatta auraient accumulé 500 000 hectares, ce qui équivaudrait à 10 % des terres arables**

de la concession locale de Ford, tout en étant député. Cette imbrication entre économie et politique va devenir la marque de fabrique des Kenyatta – et puis de l'élite kényane. De nos jours, il est rare qu'un parlementaire ne soit pas aussi homme d'affaires, dans un mélange des genres qui contribue à l'actuelle colère de la jeunesse.

Son époux décédé, il ne fait plus de doute que c'est Mama Ngina l'architecte de l'empire. *« L'expansion, à une échelle massive, se produit après*, souligne Michael Chege, un ancien professeur de politiques publiques à l'université de Nairobi. *L'accumulation du capital et les plus grosses entreprises sont postérieures* [à Jomo]. *»* Cet essor est marqué dans les années 1980 et 1990, où le pouvoir est pourtant passé aux mains de l'autocrate Daniel arap Moi, un Kalendjin (une autre importante communauté, venant de la vallée du Rift), avec qui Ngina entretient d'excellentes relations.

En 1993, selon le site Internet de Brookside, la famille fonde *« humblement »*, sur l'une de ses vastes fermes, la laiterie originelle, avec une trentaine d'employés. Cette dernière va rapidement devenir un leader, avalant des concurrents, s'implantant en Ouganda et exportant ses produits dans tout l'est de l'Afrique. Après un fonds d'investissement qui acquiert 10 % du capital en 2009, Danone achète 40 % des parts en 2014. Le communiqué ne révèle pas le montant de la transaction, mais souligne que les ventes atteignent 130 millions d'euros, pour 40 % de parts de marché au Kenya. *« C'était une véritable pépite*, loue un acteur économique. *Comme toutes les entreprises des Kenyatta, qui sont gérées comme des machines et génèrent des tonnes d'argent. »*

Nombre d'entreprises kényanes sont administrées de manière très directe et à l'ancienne par le fondateur, en tenant des livres de comptes approximatifs, voire volontairement flous. Les Kenyatta, eux, prennent de la distance, s'entourant de conseillers et d'experts. *« Ils embauchent les meilleurs talents et les font grandir, comme le ferait un fonds d'investissement »*, poursuit cette source. D'autres insistent sur leur souci de recruter des étrangers, hors de la famille ou hors du pays. Certes, Muhoho, le fils cadet de Mama Ngina, considéré comme le bras droit de sa mère, siège ou a siégé à de nombreux conseils d'administration et dirige Brookside, mais John Stuart Armitage est connu comme leur fidèle directeur financier.

« PANDORA PAPERS »

L'autre force du clan, rappelle notre acteur économique, est d'user de son influence pour s'assurer que les politiques publiques *« jouent en sa faveur »*. Il serait difficile, en l'espèce, de bénéficier de meilleurs relais : à partir de 2013, et jusqu'en 2022, Uhuru (le fils aîné) est à son tour devenu président de la République.

Avec le temps, les intérêts se complexifient, s'internationalisent. Un véhicule d'investissement, nommé Enke, gère les quelque 15 % d'actions restant dans la banque NCBA, cotée à la Bourse de Nairobi. En 2021, les « Pandora Papers » révèlent que Mama Ngina et ses enfants ont été liés à onze sociétés et fondations offshore, montées avec l'aide de banques suisses au Panama et dans les îles Vierges britanniques.

> **Cette imbrication entre économie et politique va devenir la marque de fabrique de la famille**

L'une d'elles, au nom de Muhoho, totalise, selon le Consortium international des journalistes d'investigation, *« 31,6 millions de dollars* [28,9 millions d'euros] *d'espèces, d'actions et d'obligations »*. L'enquête souligne n'avoir aucune preuve de détournements d'actifs publics. A la BBC, le président Uhuru Kenyatta avait déclaré en 2018 : *« S'il y a un seul exemple pour lequel quelqu'un peut dire que ce que nous avons fait ou obtenu n'était pas licite, nous sommes prêts à faire face à n'importe quel tribunal. Ce que nous avons est connu du public. »*

L'étendue de la fortune des Kenyatta est pourtant un secret bien gardé. Mama Ngina est régulièrement citée comme l'une des plus riches femmes africaines, mais sans évaluation véritable. Dans la même veine, Uhuru a bien été désigné par le magazine *Forbes* comme l'un des quarante Africains les plus riches, évoquant 500 millions de dollars en 2011. Depuis, plus rien.

Le mystère est tout aussi grand sur la façon dont la matriarche a construit son empire. *« C'est une énigme pour moi »*, admet Michael Chege, insistant sur son profil initialement très *« traditionnel »*. On ne lui connaît aucune position opérationnelle dans les entreprises ni de siège aux conseils d'administration. Internet n'a pas trace d'interviews. *« On sait très, très peu d'elle*, confirme l'historienne Anaïs Angelo, *Personne ne la connaît, c'est quelqu'un qui s'est effacé, volontairement. »* Une source qui l'a rencontrée évoque une femme *« simple, gentille, aimable, que vous croiserez à l'église plutôt qu'à un cocktail, un verre de champagne à la main »*.

Les églises sont l'un des rares lieux publics où cette fervente catholique se montre encore. Utilisant parfois cette arène pour s'exprimer, dans la plus pure tradition politique kényane. En 2023, des alliés du nouveau président William Ruto (qui n'était pas son candidat de choix) ont appelé à un audit fiscal des Kenyatta, dénonçant des exonérations de taxes. Des critiques qui reflètent un ressentiment latent. Pendant une messe, elle s'est insurgée de *« l'attaque contre son nom »*. *« Elle est toujours très alerte et, si elle se sent agressée, elle peut cracher du feu »*, dit Macharia Munene. Quelques mois plus tard, le gouvernement revalorisait (à hauteur d'environ 4 800 euros par mois) la pension étatique qu'il lui verse en vertu de la Constitution. ■

MARION DOUET

Prochain article *Au Sénégal, Youssef Omaïs, le roi sans héritier du bouillon*

Indochine, le temps de la guerre

MÉMOIRES D'INDOCHINE 3|3 Achevée il y a soixante-dix ans, la guerre de décolonisation a causé au moins 600 000 morts. Au Vietnam, « Le Monde » en a guetté les stigmates, et a recueilli les témoignages de survivants



A Coc Xa, le long de l'ex-« route coloniale numéro 4 » (RC4), le 3 juin. GILLES SABRIÉ

HAÏPHONG, CAO BANG, LOUNG PHAÏ, DONG KHE, DONG VAN, TRUNG KHANH, HONG MY, THANH CONG [VIETNAM] - *envoyé spécial*

Les pêcheurs débonnaires qui taquinent la carpe ou le goujon sur les berges du fleuve Rouge, en cette humide après-midi de juin, savent-ils qu'ils pêchent dans les eaux troubles de l'histoire ? Ici, dans le port de Haïphong, troisième ville du Vietnam (2 millions d'habitants), se noua, il y a soixante-dix-huit ans, un drame en plusieurs actes qui déclencha la guerre d'Indochine.

En ce funeste automne 1946, les relations entre la France et Ho Chi Minh, héros de la lutte anticoloniale, se sont sérieusement dégradées. Les échauffourées entre les combattants du Vietminh, organisation rebelle noyautée par les communistes, et les soldats d'occupation se multiplient. Depuis la déclaration d'indépendance surprise annoncée un an plus tôt par le vieux leader, le désaccord est quasi total entre les ministres de la IVe République et Ho Chi Minh : eux rêvent d'intégrer l'Indochine dans une illusoire « Union française » d'Extrême-Orient ; lui ne veut pas entendre parler de cette « autonomie » concédée par Paris.

En juillet 1946, quand l'« Oncle Ho » est reçu comme un chef d'Etat à Fontainebleau pour une conférence de paix, les négociateurs français ne prononcent jamais le mot « indépendance ». Le Vietnamien repart les mains vides. Au pays, ses *bo doï* [« soldats »] fourbissent leurs armes. Il suffit d'un rien pour mettre le feu aux poudres.

Haïphong, l'incident de trop

Le 20 novembre 1946, dans le port de Haïphong, là où des grues jaunes penchent aujourd'hui leurs têtes métalliques sur la surface grise du fleuve Rouge, une jonque prise en flagrant délit de trafic d'essence est arraisonnée par des marins français. Ces derniers se disputant avec le Vietminh le contrôle des douanes, l'incident, pour des raisons restées troubles, dégénère entre la police viet et les hommes du corps expéditionnaire. De chaque côté, certains plaident pour l'apaisement, d'autres prônent la manière forte. Après plusieurs jours de violents combats dans les quartiers chinois et vietnamiens, la marine bombarde au canon et rase un faubourg où se sont réfugiés de nombreux civils. C'est un massacre – le premier d'une longue liste, tant la France comme le Vietminh ne seront pas ensuite avares en atrocités. Le bilan est lourd mais controversé, les chiffres oscillant, selon les sources, de plusieurs centaines à plusieurs milliers de morts.

Pourtant, au Vietnam, le souvenir de cet événement semble flou. Etrange amnésie : à l'école, il n'est pas enseigné. Même les anciens se font une idée assez vague de cette histoire. Comme si le régime vietnamien préférait désormais passer cette tragédie sous silence. *« Des centaines de morts, des milliers ? Mais je n'ai jamais entendu parler de ça ! »*, s'exclame Tran Dinh Khac, 86 ans, qui vivait à l'époque *« rue Clemenceau »* et loge aujourd'hui dans une minuscule maison enchâssée dans une résidence coloniale. Il se souvient tout de même *« des combats en ville autour de l'Opéra »*, sorte de réplique coloniale du Palais Garnier de Paris : *« Nous avons dû nous enfuir, ma famille et moi. Le canon tonnait fort. »*

Vêtu de son uniforme de colonel, la poitrine constellée de médailles, Pham Hoai Nhi, 82 ans, sursaute aussi quand on lui parle du massacre. *« Jamais entendu parler de tout ça ! »*, clame l'ex-artilleur, la main un peu tremblante. Il s'enorgueillit d'avoir abattu en 1966 un bombardier de l'US Air Force durant la guerre du Vietnam (1955-1975), autrement dit celle des Américains. Le massacre de Haïphong, visiblement, ça ne l'intéresse pas.

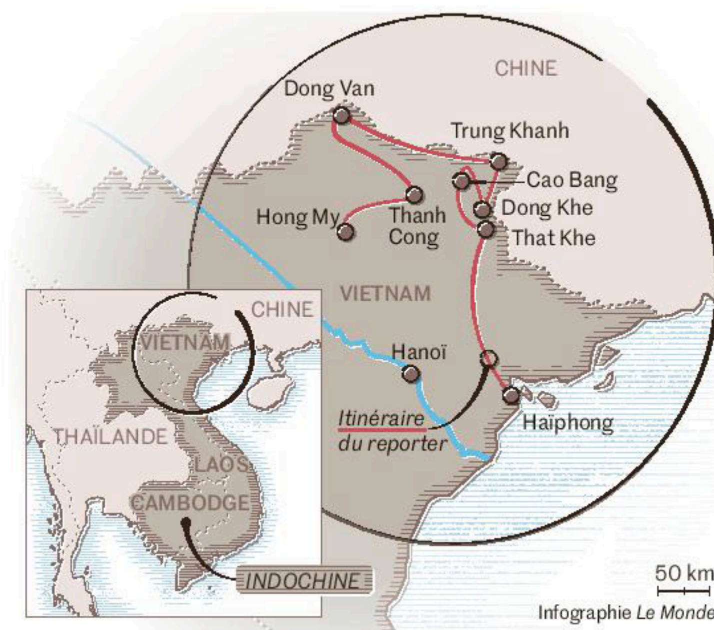
Même si son souvenir s'est dilué avec le temps, cette affaire portuaire aura plongé pour de bon l'Indochine dans un conflit brutal. Un mois plus tard, le 19 décembre 1946, Ho Chi Minh lance l'ordre du soulèvement général. La capitale, Hanoï, s'embrase. La bataille finit par tourner au désavantage des insurgés et le « président » Ho, redevenu chef de guerre, prend le maquis dans les jungles du Tonkin, au nord. De là, il préparera l'offensive finale.

Coc Xa, première défaite

C'est peut-être ici, dans ce paysage hérissé de pitons calcaires couverts de jungle, que la France a perdu la guerre d'Indochine. Tout le monde a entendu parler de la bataille du camp retranché de Dien Bien Phu et de la « glorieuse » défaite des soldats du corps expéditionnaire, le 7 mai 1954, qui précipita une déroute militaire de longue date annoncée. Pourtant, c'est autour de cet axe stratégique, autrefois nommé « route coloniale numéro 4 » (RC4), et dans ce chaos géologique, beau comme une estampe mais inquiétant comme un conte du Moyen Age, que les espoirs d'une domination française durable en Indochine se sont évaporés pour de bon.

Cette défaite peu connue du grand public, consommée en une grosse semaine, est bien antérieure à celle de Dien Bien Phu, mais elle préfigure déjà l'ultime désastre. Dans les deux cas, semblable mélange d'incompétence du haut commandement, de vaines querelles entre généraux aux avis divergents, de sous-estimation de l'adversaire.

Adjacente à la RC4, une petite piste court au pied d'un défilé de falaises calcaires s'élevant très haut dans le ciel, à l'est. A l'ouest, des collines couvertes de jungle. Au milieu, un hameau : quelques paillotes branlantes sur leurs pilotis. Nous sommes à Coc Xa, épicentre de la bataille, là où, les 6 et 7 octobre 1950, les forces françaises furent taillées en pièces après avoir été encerclées par des nuées de *bo doï*.



Infographie *Le Monde*

TOUT COMMENCE PAR UNE JONQUE PRISE EN FLAGRANT DÉLIT DE TRAFIC D'ESSENCE ET ARRAISONNÉE PAR DES MARINS FRANÇAIS

Sur la terrasse de leur cabanon, deux frères : Nong Van Hin et Dung, 70 et 62 ans. Ils n'étaient pas nés à l'époque, mais leurs parents, depuis décédés, habitaient déjà ici. *« Vous voyez cette colline, là-bas ?*, interroge Hin. *Des soldats français y ont combattu, mon père disait qu'on voyait monter dans le ciel la fumée de la bataille. » « A quelques kilomètres*, complète son frère en tendant son bras vers le sud, *les Français qui essayaient de s'échapper ont été bloqués une fois arrivés sur des falaises en surplomb : impossible d'aller plus loin. »*

Tous deux sont membres de l'ethnie nung, peuple minoritaire vivant aux alentours. Leur intérieur, quasi dénudé, témoigne de la pauvreté de ces paysans, au cœur d'une région reculée où peu d'étrangers se hasardent. Hin résume la tragédie française en une formule révélatrice de sa connaissance d'une histoire qui hante encore les mémoires locales : *« Ici, les Français sont tombés dans un piège. »*

Cet échec retentissant fut le résultat de la funeste décision, par ailleurs logique au vu du contexte, d'évacuer les régions du Tonkin, la région septentrionale du Vietnam. Le repli concerne surtout la ville de Cao Bang, position stratégique située à quelques dizaines de kilomètres au nord de Coc Xa.

A l'époque, cette place forte de Cao Bang garde la frontière chinoise, toute proche. De là, la RC4 serpente vers une autre citadelle, celle de la ville de Lang Son, à 180 kilomètres au sud. Cet axe routier est d'autant plus crucial pour le contrôle des confins sino-vietnamiens que le contexte régional a évolué de façon spectaculaire depuis l'automne 1949. A Pékin, Mao s'est emparé du pouvoir, et les troupes nationalistes de Tchang Kaï-chek, défaites, rôdent à la frontière. Surtout, les communistes chinois sont décidés à aider militairement leurs « frères » du Vietminh. Jusque-là, ces derniers étaient des guérilleros. Désormais, les voici en train de devenir soldats d'une véritable armée, bien équipée, disposant d'une artillerie lourde, de canons de DCA. L'appui des conseillers venus de Pékin jouera un rôle essentiel dans leur victoire finale.

Malgré leur cécité, les responsables du corps expéditionnaire français commencent à comprendre que la guerre d'Indochine a changé de nature. L'adversaire est plus redoutable que jamais, même dans l'optique d'une guerre conventionnelle. La RC4, elle, a désormais la réputation d'être une « route sanglante » : chaque jour, des convois sont attaqués par les Viets. Ravitailler Cao Bang est devenu une dangereuse gageure. D'ailleurs, ce n'est plus qu'un îlot de présence française défendu par un régiment de tirailleurs tonkinois commandés par une poignée d'officiers venus de métropole. A peine franchie la rivière Song Bang Giang, qui entoure la ville, commence le pays ennemi, domaine de l'imprévisible et de l'escarmouche. Commentaire d'un administrateur local de l'époque : *« Cao Bang ? C'est le royaume de l'absurdie ! »*

Le 2 septembre, un sanglant incident est venu rappeler à quel point, pour les convois, tenter l'aventure du trajet Lang Son-Cao Bang relevait parfois de la mission-suicide. Ce jour-là, une attaque viet a coûté la vie à des dizaines de Français sur le col de Loung Phaï, à cinquante kilomètres au sud de Cao Bang. Des dizaines d'autres ont été faits prisonniers. La moitié de la centaine de camions formant la colonne de ravitaillement a été incendiée. Une figure régionale du Vietminh, le colonel Dang Van Viet, le dira lui-même par la suite : *« Pour nous, ce fut une grande victoire, jamais auparavant nous n'avions détruit autant d'engins et capturé autant de prisonniers. »* Dans un tel climat, le haut commandement estime donc nécessaire de faire replier toutes les troupes vers la basse région tonkinoise, quitte à laisser le Vietminh élargir son emprise sur la « haute région », pour mieux conserver le Vietnam « utile », le delta du fleuve Rouge, Hanoï et, plus au sud-ouest, le passage vers le Laos.

Loung Phaï, « route de la mort »

Un peu moins de soixante-quatorze ans plus tard, de gros nuages gorgés de pluie menacent de crever leurs brumes sur le col de Loung Phaï, situé non loin de Coc Xa. Seuls quelques débris de bunkers français, à peine visibles, jalonnent de temps à autre l'ex-RC4, qui a changé de nom, s'est élargie et est devenue un ruban asphalté sous les crêtes. A l'époque, la « route de la mort » n'était pas seulement plus étroite : elle était aussi truffée de mines et de trous creusés par l'ennemi pour ralentir la progression des camions.

L'attaque du 2 septembre 1950 n'a pas été oubliée. Même les adolescents en ont entendu parler, à l'image de Le Cuong, 15 ans, rencontré alors qu'il joue au billard dans la cour d'une maison en construction en haut du col. *« Je me souviens que ma grand-mère me disait avoir vu des cadavres de soldats français étalés sur la route et m'a raconté avoir observé nos combattants leur lancer des rochers du haut des falaises. »* A l'école, les professeurs de Le Cuong lui ont, eux aussi, enseigné l'histoire de cette région, où le colonialisme français, à l'orée des années 1950, commença de vaciller.

Dong Khe, chute d'une citadelle

Du sommet du col, le regard se porte vers le nord et le fond de la vallée, où les reflets des rizières scintillent au loin dans la lueur atténuée du soir naissant. Dong Khe, une autre citadelle française tombée aux mains de l'ennemi deux semaines avant le début des combats sur la RC4, se trouve à une encablure de là. La chute de cette ville, position militaire importante, fut cruciale pour l'issue de la bataille : jamais les Français n'ont réussi à la reprendre. Le fort d'antan, aujourd'hui transformé en musée, abrite un vaste cimetière où est salué l'« hé-





Ho Chi Minh et sa délégation, dans un hôtel parisien, en juin 1946. AKG-IMAGES/TT NEWS AGENCY/SV

Sur les ruines du fort de Dong Van, non loin de la Chine, le 6 juin. GILLES SABRIÉ

roïsme » des troupes Vietminh au moment de l'assaut. Parmi l'alignement des tombes, dont beaucoup sont anonymes, une épitaphe rappelle l'âpreté des combats : *« A la mémoire du soldat Ly Viet Mun, né en 1932, mort à Dong Khe en menant une action suicide après avoir fait exploser sa bombe le 16 septembre 1950 dans le bunker français. »* Sur les murs du musée, des photos, pathétiques, de soldats français prisonniers du Vietminh après l'attaque : barbus, amaigris, le regard vide, ils déploient mollement une bannière barrée du slogan *« Vive le président Ho Chi Minh ! »* On imagine sans mal que l'humour viet fut apprécié à sa juste mesure par les vaincus.

Retour à Coc Xa, le hameau du « piège ». Au début du mois d'octobre 1950, alors que l'évacuation de Cao Bang a débuté, tout se précipite. Le 3, la colonne placée sous les ordres du colonel Charton a quitté Cao Bang et s'est mise en branle en direction de Lang Son, avec armes et bagages. Il y a là des légionnaires, des tirailleurs marocains, des supplétifs vietnamiens, mais aussi des commerçants chinois et des familles de l'ethnie minoritaire tay (ou tho). Au total, près d'un millier de personnes, dont environ cinq cents civils.

Venue de Lang Son, une autre colonne, celle-ci strictement militaire, dirigée par le colonel Lepage, a entamé depuis la veille une laborieuse montée vers le nord afin de venir en aide, si besoin, à la « colonne Charton ». L'idée est de faire jonction avec les évacués de Cao Bang aux environs de Dong Khe, secteur qui est donc aux mains de l'ennemi.

Le long de la RC4, l'ennemi est partout : sur les sommets, dans la jungle, au détour des virages. Avant de partir, tout le monde savait, à Cao Bang comme à Lang Son, que cette opération ne serait pas une partie de plaisir. Mais sans doute pas à ce point. Préparée à la hâte, mal dirigée, l'évacuation vire au jeu de massacre : les soldats de Charton, harcelés, s'écartent de la RC4 et tombent dans des embuscades. Quant à la « colonne Lepage », elle se fait sévèrement accrocher par les Vietminh. Résultat : dans la panique, tous se dirigent vers Coc Xa, où le piège va se refermer.

Au pied des falaises en surplomb, la tragédie est consommée le 7 octobre. Depuis l'aube, des combattants hagards marchent, presque à l'aveuglette, dans une jungle inconnue, grouillante d'ennemis prêts à charger au son plaintif du clairon. Des goumiers marocains tentent des percées aussi héroïques que désespérées en hurlant les versets de la chahada, la profession de foi musulmane. Combats au corps à corps, cris des soldats, gémissements des mourants… Dans ses Mémoires, *La Route morte. Indochine RC4, 1950* (Indo Editions, 2002), l'un des rares militaires français à être sorti presque indemne et libre de Coc Xa, Charles-Henry de Pirey, officier au 60e goum marocain, revient sur cette épreuve. *« Tu n'as qu'à suivre les cadavres, ils t'indiqueront le chemin »*, lui réplique un officier quand il lui demande où aller pour s'extirper du guêpier. Le 8 octobre, c'est fini : Charton et Lepage sont faits prisonniers. Comme convenu, leurs colonnes ont pu se rejoindre, mais elles avaient rendez-vous avec la mort. L'armée française va laisser sur le carreau près de 5 000 hommes – soldats de métropole, légionnaires allemands et tirailleurs marocains – tués ou faits prisonniers, sans compter de nombreux locaux, essentiellement des Tay, originaires des campagnes de la haute région tonkinoise. Le Vietminh a perdu 9 000 hommes, tombés pour la « cause ».

DES TIRAILLEURS MAROCAINS TENTENT DES PERCÉES AUSSI HÉROÏQUES QUE DÉSESPÉRÉES EN HURLANT LES VERSETS DE LA CHAHADA, LA PROFESSION DE FOI MUSULMANE

Dong Van, désert des Tartares

La décision d'évacuer Cao Bang et les différentes positions militaires sur la RC4 avait été précédée, quelques semaines plus tôt, d'ordres de repli depuis les autres places fortes françaises érigées depuis longtemps à proximité de la frontière chinoise, là même où, dans les années 1880, les soldats de la IIIe République avaient parachevé le processus colonial français en Indochine. A l'époque, l'armée française avait édifié une série de fortins, des abris bétonnés d'envergures variées destinés à défendre la frontière. Aujourd'hui encore, leurs ruines résistent au temps. Comme ici, dans le village de Dong Van, majoritairement peuplé par une autre ethnie minoritaire, les Hmong – appelés « Méos » par les Français –, où un fortin assez bien conservé domine la vallée. L'horizon est hérissé de pitons calcaires creusant de vertigineux canyons vers l'ouest. Dien Bien Phu est loin, au sud-ouest d'ici, à plus de 500 kilomètres.

Dans ces casemates si reculées, dignes d'un « désert des Tartares » indochinois, les soldats menaient une vie étrange, que l'on imagine souvent pétrie d'ennui, nez collé sur la frontière du Céleste Empire. *« Ici, à Dong Van, il n'y avait que deux sous-officiers français dans la caserne. Tout le reste de la garnison n'était composé que de supplétifs vietnamiens »*, se souvient Tran Van Boc, 91 ans, un ancien fonctionnaire rencontré dans sa petite maison du village. Il était âgé de presque 20 ans à l'époque : *« Mes parents avaient un café, et je me rappelle encore des Français venant y boire des verres. »* Qu'a-t-il ressenti quand ils sont partis et que les communistes ont pris le contrôle de la région, après la bataille de la RC4 ? M. Tran secoue sa chevelure de neige : *« Oh, rien, vous savez, ici, on était si loin de tout… »* Difficile de lui en faire dire davantage : dans ces confins, où les communistes imposèrent dès le départ de l'occupant leurs règles d'airain, mieux vaut parfois encore rester dans le vague.

Trung Khanh, les « sacrifiés »

L'évacuation de toute la région fit des centaines de « sacrifiés » parmi tous les Vietnamiens issus des minorités ethniques qui avaient choisi le camp français, par intérêt ou par rejet du Vietminh, souvent craint et honni. Un certain M. Liu, 78 ans, de l'ethnie nung, se souvient ainsi du sort de son grand-oncle, soldat dans l'armée française. *« Il parlait très bien votre langue, il aimait son métier et, quand les Français ont évacué, il a voulu partir avec eux. Mais il n'a pas été admis dans le camion qui aurait pu l'emmener vers Hanoï, il y avait trop de monde. »* Liu étire ses jambes douloureuses sur le canapé du salon de sa maison de plain-pied, donnant sur la rue principale du gros bourg de Trung Khanh, lui aussi situé non loin de la Chine. *« Mon grand-oncle est alors revenu dans son village et s'est caché dans la jungle, pour échapper au Vietminh. Il a survécu comme ça quelque temps, s'est marié, et après, il a refait surface sans être inquiété. »*

Notre interlocuteur n'en garde aucun ressentiment à l'égard des Français, au contraire. Son père était serveur au cercle local des officiers : il était notamment chargé d'éventer ces derniers durant les chaleurs. D'après M. Liu, il disait souvent qu'en ce temps-là, *« la vie était tranquille »*. Ses souvenirs d'enfance, dans la rue où il vit toujours, convoquent une époque où s'alignaient *« des cafés, une sorte de casino, des bars à filles, un bordel »*. Son père, décédé en 1979, pensait même que *« sous les Français, la vie était plus civilisée »*.

Hong My, un général défait

La masure de chaume et de bambou s'ouvre sur un vaste jardin. Hong My, une petite commune nichée au sein d'un paysage de collines boisées, se situe dans la province de Tuyen Quang, région « libérée » par le Vietminh durant la guerre. Au premier étage, Ma Van Phong nous attend. *« Oh, je me souviens bien de lui, de Castries, le chef de Dien Bien Phu, il était prisonnier ici »*, s'exclame le vieillard de 91 ans quand nous lui montrons la photo de Christian de La Croix de Castries, commandant de la place forte française tombée il y a soixante-dix ans, le 7 mai 1954.

M. Ma, visage déformé par le grand âge, poursuit : *« De Castries habitait ici, regardez : il dormait là, sur ce bat-flanc, et là, ce champ, c'était ce qu'il voyait le matin en se réveillant »*, dit-il en claudiquant vers la terrasse. *« Au rez-de-chaussée, il y avait d'autres officiers capturés à Dien Bien Phu. »* Plusieurs fois par semaine, le flamboyant cavalier de Castries, que sa hiérarchie avait envoyé au casse-pipe dans la célèbre « cuvette » située au creux d'une lointaine vallée exposée à l'ennemi, venait dans la maison voisine du père du vieil homme, un paysan gagné à la cause Vietminh, parler avec ses interrogateurs communistes. *« Je le voyais s'entretenir avec eux, ils mangeaient ensemble. On servait à de Castries une nourriture tout exprès cuisinée pour lui. »*

Un certain mystère entoure le séjour du colonel – nommé général durant le siège –, qui fut peut-être confiné ici durant plusieurs mois, jusqu'à sa libération, en septembre de la même année : le vaincu de Dien Bien Phu a peu parlé de sa guerre après le conflit. Il n'a pas laissé de Mémoires. Bien des livres ont été écrits sur les « goulags viets », où des milliers de prisonniers périrent parmi les quelque 20 000 soldats détenus, mais aucun ne mentionne cette masure de paysans, perdue quelque part dans le Vietnam profond.

M. Ma fronce les sourcils, réfléchit : *« Il avait l'air si triste, de Castries, son pays devait bien lui manquer »*, se rappelle, d'un ton un peu songeur, le dernier témoin d'une époque révolue. Et sa remarque résonne étrangement, telle une épitaphe, celle qu'ose avec respect le vainqueur à l'égard du combattant vaincu. La guerre d'Indochine aura au minimum causé 600 000 morts : 500 000 côté Vietminh, 100 000 pour les militaires déployés par Paris, dont « seulement » 20 000 Français, 11 000 légionnaires étrangers (pour beaucoup allemands), 15 000 Africains et 46 000 Indochinois.

Thanh Cong, la maison oubliée

C'est une maison rouge adossée à la colline. Une ruine, plutôt. Dans l'après-midi pluvieux, au terme d'un parcours à saute-rizière dans la montagne du nord du Vietnam, c'est à peine si, de prime abord, on la distingue dans la brume. Cette bâtisse fantôme fut celle du directeur français d'une mine de tungstène, qui appartenait dans les années 1930 à la Société des mines du Haut-Tonkin.

En ce temps-là, ce devait être une résidence de fonction coquette. Même si les poutres menacent de s'effondrer et que la végétation a envahi les pièces, la cheminée du salon, presque intacte, évoque le confort bourgeois d'antan. A quoi pouvait bien penser le directeur, lors des mornes et froides soirées de l'hiver tonkinois, en regardant les bûches flamber dans l'âtre ? On l'imagine un peu mélancolique, sur sa colline perdue entre ciel et montagnes – sans doute le seul Européen parmi les employés vietnamiens et chinois.

Sa « maison rouge » est désormais classée à l'Unesco, comme l'indique un panneau, mais personne ne semble jamais passer ici. En cet après-midi de juin 2024, elle est à l'image de la mémoire de l'Indochine, condamnée à l'oubli, comme de vieilles photos aux couleurs passées, égarées dans un tiroir à souvenirs. ■

BRUNO PHILIP

FIN

Le Monde
SAMEDI 20 JUILLET 2024

Blanca Li prend ses marques à La Villette

La chorégraphe franco-espagnole, présidente de l'établissement parisien, veut un lieu ouvert aux problématiques sociales



Blanca Li, à La Villette, à Paris, le 20 juin. ÉLISE TOÏDÉ

PORTRAIT

Rayonnante, énergique, ravie. Dans son nouveau bureau parisien ensoleillé, la chorégraphe Blanca Li, 60 ans, nommée le 5 juin présidente de l'établissement public du parc et de la Grande Halle de La Villette par décret du président de la République, Emmanuel Macron, est déjà comme un poisson dans l'eau. *« J'adore être ici*, s'exclame-t-elle, tout sourire, avec son accent espagnol intact après trente-deux ans de vie en France. *J'aime Paris, c'est ma maison, c'est là que j'ai ma famille. »* Franco-espagnole, elle est mariée à un Français d'origine coréenne. *« Les quatre années que j'ai passées à Madrid, à la tête du Teatros del Canal, de 2019 à 2022, ont été compliquées*, poursuit-elle. *Il fallait sans cesse que je fasse des allers-retours le week-end pour passer du temps avec mes deux enfants. »*

Tout coule, tout roule, donc, pour cette femme d'action et d'entreprise, personnalité dynamique émargeant également à la page people des magazines (elle est amie de longue date avec la maison Chanel), dont la nomination a fait l'effet d'une soudaine montée en puissance. Celle qui n'a jamais dirigé un centre chorégraphique national, mais a été élue à l'Académie des beaux-arts, en 2019, est surtout repérée pour ses productions artistiques grand public. Elle l'est nettement moins pour ses directions de lieux et de festivals. Avant le Teatros del Canal, on la retrouve au Centre andalou de danse, à Séville, en 2006, et à la tête du ballet du Komische Oper, à Berlin, où elle reste à peine un an, en 2002. Si elle ne donnait pas vraiment l'impression de désirer tenir les manettes d'une institution, c'est que son agenda ne semblait pas suffisamment élastique pour en diriger une.

Trois de ses spectacles tournent actuellement non-stop, dont l'installation numérique immersive en réalité virtuelle *Le Bal de Paris*. En avril, elle a collaboré pour *Notre sacre*, avec Abd al Malik et David Grimal, à la Philharmonie de Paris. Elle a présenté l'opéra *Didon et Enée*, le 7 juin, à Dijon. Elle annonce d'ores et déjà une création intitulée *L'Ombre*, prévue en 2025. Bref, elle a du pain sur la planche. *« J'ai été nommée en tant qu'artiste*, insiste-t-elle. *Je suis une artiste avant tout. Je me réveille le matin et je suis artiste. J'ai besoin de mon travail d'artiste pour vivre, et je vais continuer à le faire. »* Sa compagnie compte une trentaine d'interprètes, qui répètent dans un studio à Romainville (Seine-Saint-Denis). *« On peut travailler n'importe où, maintenant, que l'on soit en Chine ou ici »*, souligne-t-elle en brandissant son téléphone portable.

La voilà donc prenant la succession de Didier Fusillier, parti en septembre 2023 pour devenir président de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais. *« C'est lorsque j'ai appris que Didier s'en allait que j'ai immédiatement pensé que ce serait une superbe occasion*, déclare-t-elle. *J'ai écrit un projet et je l'ai envoyé en septembre* [2023] *à la ministre de la culture Rima Abdul Malak. »* Huit mois plus tard, c'est Rachida Dati qui la fait entrer comme membre du conseil d'administration de l'établissement, *« en vue*, selon le communiqué du ministère de la culture, *de* [sa] *nomination par le président de la République à la présidence de l'établissement public sur proposition du conseil d'administration »*.

Sans appréhension

La voilà donc prête à prendre, sans appréhension, les rênes d'une des maisons les plus dotées de France. *« La Villette est un lieu tellement dynamique*, s'enthousiasme-t-elle. *C'est une telle chance d'être là. »* Les chiffres de La Villette pèsent lourd. Avec 215 salariés, cette enseigne unique, avec son parc et ses différents espaces, disposait en 2023 de 43 millions d'euros de budget – 20 millions de subventions et 23 millions de ressources propres. Le lieu a attiré 12 millions de visiteurs, dont 1304108 personnes pour les expositions et les spectacles. La saison 2024-2025 présente soixante-six pièces toutes disciplines confondues et affiche cinq festivals. *« J'ai beaucoup appris au Teatros del Canal*, insiste Blanca Li. *Je programmais quatre salles et aussi le centre chorégraphique, avec neuf studios de répétition, où j'ai accueilli 250 compagnies pour des résidences de création. J'ai aussi appris à gérer l'aspect financier d'un lieu. »*

Le Teatros del Canal, principal espace de création et de représentation des arts vivants dépendant de la communauté autonome de Madrid, bénéficie d'un soutien modeste, comme souvent en Espagne, d'environ 4 millions d'euros annuels. En 2019, lorsque Blanca Li en prend la tête, son apparition a des airs de revanche. *« Je vais soutenir les artistes espagnols, particulièrement ceux de Madrid »*, promet-elle lors de son discours de présentation devant la presse. En rappelant qu'elle a dû quitter l'Espagne dans sa jeunesse parce qu'elle n'y avait pas trouvé de soutien. Pendant les cinq années suivantes, marquées par les conséquences de la pandémie de Covid-19, Blanca Li nourrit une programmation tournée vers l'avant-garde et les thématiques sociales contemporaines. Avec un succès certain. L'adaptation de l'œuvre de Suzie Miller, *Prima Facie*, avec Vicky Luengo, sur la violence de genre, présentée en août 2023 a été reprise, à guichets fermés, pendant les fêtes de fin d'année.

Elle a également créé une dotation de 300 000 euros pour des résidences d'artistes, lancé le festival Canal Connect, qui explore les liens entre nouvelles technologies et arts vivants, et fait entrer le hip-hop sur la scène artistique madrilène. Durant la saison 2022-2023, plus de 165 000 spectateurs ont assisté à quelques-uns des 243 spectacles à l'affiche, dont une centaine de concerts, une cinquantaine de pièces de théâtre et une quarantaine de spectacles de danse. Au total, le taux d'occupation des 565 représentations a été de 79 %, proche de la fréquentation prépandémie.

Cependant, certains, dans le milieu culturel madrilène, lui reprochent, sous le couvert de l'anonymat, une programmation *« brouillonne »*, mais aussi le mélange des rôles entre son poste de directrice artistique de Teatros del Canal et la diffusion de ses propres œuvres dans ses salles. *« J'ai vendu deux de mes spectacles au prix normal et le troisième est une production Suresnes Cités Danse, qui le propose dans les mêmes conditions pour tout le monde*, précise-t-elle. *Je n'ai jamais monté de coproduction avec le Teatros del Canal. »*

Controverse et polémique

Son mandat aura surtout été marqué par une controverse sur la possible censure par le gouvernement régional de Madrid, très conservateur, d'une œuvre du dramaturge espagnol Paco Bezerra. Prévu pour la saison 2022-2023, le monologue *Muero porque no muero* (« je meurs parce que je ne meurs pas »), imaginant sainte Thérèse d'Avila droguée et prostituée sur la plaza Mayor de Madrid, avait été présélectionné par le réseau de théâtre européen Prospero. Officiellement pour des raisons budgétaires, le conseil d'administration de l'organisme public chargé de la validation de la programmation du Teatros del Canal l'a écarté cinq jours avant la présentation de la saison.

> **L'artiste est repérée pour ses productions grand public, moins pour ses directions de lieux et de festivals**

A ce qui tourne vite à la polémique, elle répond aujourd'hui : *« Cette affaire est devenue très politique alors qu'il ne s'agissait, au début, que d'une obligation de couper dans mon programme à cause de réductions budgétaires. Trois spectacles ont été annulés, dont celui de Paco Bezerra, un point c'est tout. Il n'a jamais été question de censurer quoi que ce soit. »* En décembre 2022, plus d'une centaine de personnalités du monde de la culture, dont les réalisateurs Pedro Almodovar ou Rodrigo Sorogoyen et l'acteur Javier Bardem, ont signé un manifeste de soutien à Paco Bezerra, demandant à stopper l'*« ingérence politique »*. Le texte critique aussi Blanca Li pour avoir *« défendu et accepté, comme si c'était normal, que quatre postes politiques décident de sa programmation »*, et évoque le risque que *« l'autocensure s'implante dans les mentalités »*.

Blanca Li préfère ne conserver de cette période au Teatros del Canal que du bon. *« J'ai beaucoup travaillé et je me suis aussi beaucoup amusée »*, résume-t-elle. A La Villette, elle entend s'inscrire dans la lignée de ce qu'elle a défendu en Espagne avec, comme elle le précisait dans son bilan, *« une place donnée aux conflits sociaux actuels, du féminisme au phénomène trans, au changement climatique, les nouvelles familles, les rapports de couple, l'impact de la technologie chez les gens... »* et dans sa trajectoire artistique entre flamenco, hip-hop, électro et arts numériques.

Elle compte valoriser les arts urbains, dont le hip-hop, *« mais aussi les sports, comme le roller, le BMX »*, la mode, les musiques actuelles, concevoir de grands événements populaires dans le parc, comme sa Fête de la danse, en 2011 au Grand Palais, à Paris. *« Je vais aussi augmenter les résidences d'artistes et soutenir encore plus les projets d'éducation avec les enfants et les jeunes*, ajoute-t-elle. *Nous travaillons ici avec une centaine d'écoles, et je vais continuer. Nous devons améliorer le monde. »* Elle rêve d'occuper le parc dans ses moindres bosquets et imagine déjà, sur l'exemple du festival Shakespeare in the Park, à New York, un festival Molière qui célébrerait le théâtre classique. ■

ROSITA BOISSEAU
ET SANDRINE MOREL (À MADRID)

Des spectacles dans l'air du temps

Des plateaux de danse à ceux du cinéma, du flamenco au contemporain, en passant par le hip-hop, la trajectoire de Blanca Li, gymnaste de formation, brille par son instinct et son talent à humer l'air du temps. On la découvre en 1993 avec son éclatant *Nana et Lila*, flambée de transe joyeuse sur les tambours des musiciens gnawas de Marrakech, puis on bascule dans un registre burlesque avec *Stress (Pète pas les plombs)*, en 1997, qui jette huit danseuses dans un ouragan domestique. En 1999, *Macadam Macadam*, énorme succès à Suresnes Cités Danse, fait virevolter hip-hop, skate, roller et bike. Puis la danse électro la séduit, à laquelle elle consacre *Elektro Kif* (2010) et *Elektrik* (2018). Son *Bal de Paris*, installation numérique immersive en réalité virtuelle, a reçu le Lion de la meilleure expérience VR à la Mostra de Venise en 2021.

Le magnétisme intact de « L'Empire des sens »

Le sulfureux film du cinéaste Nagisa Oshima est somptueusement restauré dans un coffret Blu-ray

DVD

Il est des films comme des songes : l'idée même de leur tournage paraît inimaginable. C'est comme si chaque plan surgissait de l'imagination de leur créateur pour aller directement s'imprimer sur la pellicule, sans en passer par la réalité – ce roc contre lequel s'abîment souvent les plus grandes ambitions cinématographiques. C'est précisément l'effet produit par *L'Empire des sens*, de Nagisa Oshima (1976), bloc de lave, film insensé, qui ressort dans une somptueuse restauration 4K, intégré dans un coffret extrêmement fourni que l'on doit à l'éditeur Carlotta : un passionnant livret signé du critique Stéphane du Mesnildot, une somme de précieux documents et bonus, auxquels s'ajoutent deux très beaux films, *L'Empire de la passion*, de Nagisa Oshima (1978), et *La Véritable Histoire d'Abe Sada*, de Noboru Tanaka (1975). Un geste éditorial à la mesure du film et de son importance, et qui replace ce songe dans son contexte esthétique et politique.

Tout part d'un fait divers ayant eu lieu dans le Japon militariste de 1936. Et d'une femme, Abe Sada, dont l'existence fut pavée de nombreux malheurs : impropre au mariage bourgeois parce que violée à 14 ans, elle devient geisha, contracte la syphilis et décline au rang de prostituée. A 31 ans, elle est engagée comme servante dans une auberge. Kichizo Ishida, un libertin marié à la patronne, ne tarde pas à remarquer la jeune femme. Ils tombent follement amoureux, se marient clandestinement et, dans une maison de thé, passent quatre jours à faire l'amour sans interruption sous le regard stupéfié des servantes et geishas de passage.

Entre eux, aucune pratique n'est proscrite : introduction de nourriture dans le vagin, cunnilingus pendant les menstruations, strangulation érotique… La possession sexuelle s'intensifie inexorablement : le 16 mai 1936, Kichi accepte de se faire étrangler par Sada jusqu'à ce que mort s'ensuive. Elle s'exécute, lui tranche le sexe avant d'écrire sur son torse en lettres de sang : *« Sada et Kichi ensemble pour toujours »*. A son procès, son témoignage émeut l'opinion publique. Son acte est classé crime passionnel : elle fera six ans de prison avant d'être graciée en 1941.

En 1970, après un vent d'utopies révolutionnaires, le Japon entame son long sommeil de prospérité. C'est à cette époque que Nagisa Oshima (1932-2013) décide de s'emparer du mythe Abe Sada. Le trublion de la nouvelle vague japonaise considère que, *« en ce monde, faire un film est, à l'origine, un acte criminel »* et ne veut pas se cantonner au genre du « roman porno » alors en vogue, des films à teneur plus ou moins érotiques, mais qui se font dans le respect de la censure : interdiction de figurer la pilosité ou les parties génitales.

« Une corrida de l'amour »

Un tel geste, outrepassant la censure, ne peut se faire qu'avec le concours d'un producteur de génie, qui plus est français. Anatole Dauman, à qui l'on doit entre autres *Nuit et brouillard* (Alain Resnais, 1956) et *La Jetée* (Chris Marker, 1962), est lui-même habité par une envie de braver la bienséance bourgeoise. C'est lui qui propose à Oshima de coproduire un film « hardcore ». Mais le scénario peine à s'écrire, le cinéaste tente péniblement de retracer le procès, Dauman lui conseille alors de se concentrer sur l'activité sexuelle des amants. Il faut que la passion de Sada et Kichi évoque une *« corrida de l'amour »*.

Ce sera le titre japonais du film, et l'expression guidant l'entière mise en scène d'Oshima, qui tourne dans le plus grand secret et se focalise sur une succession d'actes sexuels non simulés, enserrés dans de somptueuses compositions. Entre les deux acteurs et la caméra, c'est un ménage à trois : la mise en scène d'Oshima en épuise toutes les combinaisons et toutes les beautés. D'abord en marge du monde, la passion des deux amants devient le centre de toute chose – c'est le Japon militariste qui vit sur le bas-côté des étreintes.



Sada Abe (Eiko Matsuda) et Kichizo Ishida (Tatsuya Fuji), dans « L'Empire des sens ». CARLOTTA FILM

C'est par la répétition *ad nauseam* de l'acte sexuel qu'Oshima explose tous les cadres, toute la grammaire érotique : il faut épuiser une idée en même temps que les corps. Il faut emporter tout le monde dans une grande fatigue, dans une usure de la chair et de la perception, qui débouche en transe mystique. L'insatiabilité sexuelle de Sada est une quête spirituelle, une soif d'absolu. Le projet féministe semble aujourd'hui évident. D'abord, Abe Sada, éternelle victime des hommes, glorifiée et transfigurée par la jouissance. Enfin : Eiko Matsuda (1952-2011), l'actrice qui l'incarne, allant au bout de ce que peut un corps d'actrice, bravant la censure. Dévotion d'une femme à son amant ; dévotion d'une actrice à son métier – elle en paiera le prix fort.

Préparant la mise à mort de l'amant, suavement interprété par Tatsuja Fuji, Oshima augmente à chaque fois d'un cran la dose d'infigurable. Là un coït, une fellation filmée en gros plan, là une strangulation de plus en plus longue. Pour le spectateur, l'excitation sexuelle est ici indémêlable d'une forme de contemplation religieuse : c'est dans ce mélange impur que le film passe un cap, déboussole toutes les morales. Ce n'est pas seulement le regard qui est mobilisé, mais le corps entier. Le film convoque en chacun sa culture, ses tabous, nous perdant dans les méandres de notre propre sensibilité.

> **Le film convoque en chacun sa culture, ses tabous, nous perdant dans les méandres de notre sensibilité**

Stéphane du Mesnildot écrit : « L'Empire des sens *est l'exemple, peut-être unique, d'une révolution sexuelle cinématographique pleinement accomplie »*, qui obsède durablement tous ceux qui l'ont vu. Cinquante ans après sa réalisation, le film fait toujours l'effet d'un coup de hache : il ne peut qu'être rare, ce geste qui divinise l'obscénité. Oshima lui-même s'est plié à la morale de son héroïne : il est allé au bout de son désir, emportant son art jusqu'au bord du précipice qu'est toujours la beauté. A la question *« Obéissez vous à un axiome, à un dicton ? »* Il répondait : *« Je rêve depuis toujours de confondre rêve et réalité. »* ■

MURIELLE JOUDET

L'Empire des sens, *film japonais de Nagisa Oshima (1976, 1 h 42 min). 2 Blu-ray 4K UHD + Livre. Carlotta Editions. 65 euros.*

A Avignon, dans « Close Up », Noé Soulier passe le mouvement à la loupe

Le chorégraphe est invité pour la première fois au Festival

DANSE

AVIGNON - *envoyée spéciale*

Close Up, titre de la nouvelle pièce pour six interprètes du chorégraphe Noé Soulier, directeur du Centre national de danse contemporaine d'Angers depuis 2020, invité pour la première fois au Festival d'Avignon, touche à différents domaines. Si le verbe anglais signifie « fermer, se refermer », le terme « *close up* » évoque, dans l'art de la magie, un magicien qui exécute des tours à une très courte distance des gens pour mieux les bluffer. En photo et en cinéma, il fait référence à un type de cadrage serré, qui parie sur le zoom pour mieux donner l'illusion de pénétrer dans la matière.

Avec cet indice gros comme une maison, une opération de resserrage du propos finit par arriver au milieu du spectacle créé le 15 juillet, devant un public enthousiaste, à l'Opéra Grand Avignon. Changement de focale, une longue séquence se déploie en fond de scène devant une caméra posée sur pied qui ne bougera pas. Les interprètes se glissent dans un espace circonscrit par un panneau blanc, comme pour une prise de vues dans un studio. Ils y passent et repassent, livrant des images fragmentées de leurs évolutions projetées sur un grand écran. Ils choisissent d'y inscrire telle ou telle partie de leur corps en mouvement. Cette écriture cinématographique en direct de la danse, qui flirte parfois avec l'imagerie mode, permet néanmoins d'avoir la sensation de presque toucher le muscle lié au geste, tout en ayant la possibilité de considérer l'ensemble de l'interprète lancé dans son enchaînement de pas.

Verbes d'action

Macro-micro, avant-arrière, ce jeu de plans est l'un des attraits ludiques de *Close Up*, où la gestuelle segmentée et physique, quasi athlétique, devenue la signature de Noé Soulier, éclate. Depuis les pièces *Removing* (2015) ou *Les Vagues* (2018), sous influence notamment de la danse classique, qu'il a pratiquée et décortiquée, ainsi que du sport, qui offre selon lui *« un répertoire de gestes d'une richesse extraordinaire »*, il a mis au point une partition à partir de verbes d'action. Il creuse ici de nouveau autour de « frapper », « éviter », « lancer »… Tout en détentes sans cesse bloquées, la danse se déplie en lignes brisées : un interprète shoote dans un ballon (invisible), bifurque dans un lancer de javelot (inexistant), puis s'étire dans un immense plié au ras du sol.

Pour soutenir et tempérer ses salves intempestives, Noé Soulier a conçu *Close Up* en s'appuyant sur la musique de Bach jouée par les cinq musiciennes de l'ensemble Il Convito, installées sur un côté du plateau. Les œuvres contrapuntiques du compositeur déroulent une trame sur laquelle les interprètes rebondissent et fluidifient leurs bouquets gestuels aussi vite composés que décomposés.

Des pans de silence hachent le spectacle. Et, là encore, de façon différente, on se rapproche des interprètes, qui laissent filer les sons de leurs efforts. Bruitée, soufflée, ahanée, la danse sous pression de Noé Soulier se raconte plus intimement. La musique du corps se fait crue, au diapason des volte-face de la virtuosité. Avec *Close Up*, Noé Soulier peaufine son écriture très technique dans la lignée des explorateurs du mouvement qu'il admire, dont les Américains Merce Cunningham (1919-2009), qui fut son premier choc artistique à l'âge de 4 ans, Trisha Brown (1936-2017) ou William Forsythe. ■

ROSITA BOISSEAU

Close Up, *de Noé Soulier. Opéra Grand Avignon. Jusqu'au 20 juillet.*

Le Monde
SAMEDI 20 JUILLET 2024

L'art tranchant du scalpel au fil des siècles

Un documentaire retrace les jalons de la chirurgie, jadis méprisée



Mise en scène de la première anesthésie à l'éther, réalisée à Boston en 1846, par William Thomas Morton. HANS JAKOBI

ARTE
SAMEDI 20 JUILLET – 20 H 50
DOCUMENTAIRE

C*e lieu est le lieu où la mort se réjouit d'aider la vie.»* La devise en latin du premier théâtre d'anatomie, créé en 1594 à l'université de Padoue en Italie, résume l'histoire que nous conte ce documentaire tissé d'archives et de reconstitutions. C'était à la Renaissance. Jusque-là, la chirurgie était dans une forme de bricolage empirique et sanglant. Un métier manuel assimilé à celui des bouchers et barbiers, méprisé par les « vrais » médecins, formés à l'université.

En France, Ambroise Paré (1509-1590) avait lui-même débuté comme apprenti boucher avant de devenir compagnon chirurgien à l'Hôtel-Dieu, puis premier chirurgien de quatre rois de France après son baptême du feu, en 1537, lors de la huitième guerre d'Italie, où il inventa la ligature des artères et les premières prothèses pour sauver les soldats amputés sur le champ de bataille.

L'Angleterre célèbre, elle, Robert Liston (1794-1847), la star des chirurgiens au XIX[e] siècle, qui opérait à toute vitesse pour limiter en temps sinon en intensité la douleur de ses patients, vêtu de sa redingote tachée de sang, *« un élément de prestige, prouvant qu'il opérait bien lui-même »*, dit Sally Frampton, historienne de la santé.

« S'affranchir de la douleur »

Aux Etats-Unis, c'est William Morton (1819-1868) qui a droit à sa statue, à Boston où ce jeune dentiste expérimenta en 1846 le premier anesthésiant efficace, l'éther, sur un homme opéré d'un kyste de la mâchoire. *« Du jour au lendemain, la chirurgie s'affranchit de la douleur »*, dit Ira Rutkow, chirurgien américain devenu historien, auteur entre autres livres de *Empire of the Scalpel. The History of Surgery* (« empire du scalpel, l'histoire de la chirurgie », Simon & Schuster, 2022, non traduit).

Un long chemin que celui de l'art de la chirurgie. Les premières traces de trépanation ont été identifiées sur des squelettes vieux de plus de 3 000 ans, en Israël, en Hongrie, en Chine. Durant des siècles, la discipline vécut de rebondissements en remises en cause du savoir, transmis depuis l'Antiquité par Hippocrate et Galien. Le corps humain fut longtemps *« un continent inconnu »*, dit la voix off.

Il faudra attendre 1686 pour que les chirurgiens gagnent leurs lettres de noblesse. Cette année-là, Louis XIV est opéré avec succès d'une fameuse fistule anale par Charles-François Félix, premier barbier-chirurgien du roi, qui obtiendra dans la foulée la séparation définitive de son art d'avec celui des bouchers et barbiers.

L'Ecossais John Hunter (1728-1793) sera, lui, nommé « chirurgien extraordinaire » du roi George III. Pénétré de sa *« mission »*, selon l'historienne Wendy Moore, celui qui débuta comme profanateur de sépultures (pour trouver des corps sur lesquels s'exercer) *« s'inscrivait dans une perspective évolutionniste qui annonçait la démarche de Darwin »*. Il sera inhumé à Westminster Abbey, à côté du tombeau du savant Isaac Newton.

Les patients servirent au fil des siècles de cobayes à tous ces apprentis chirurgiens *« audacieux et visionnaires »* – Galien mettait ses théories en pratique sur les gladiateurs. Dans l'Angleterre victorienne, une opération était même un spectacle même très couru de la bonne société.

La révolution de l'anesthésie redonna finalement la parole aux patients. Ainsi le premier que Robert Liston amputa sous éther, en 1846 à Londres, demanda à son réveil quand devait commencer l'opération... ■

PASCAL GALINIER

Histoire de la chirurgie, *de Nina Koshofer et Christian Twente (All., 2024, 89 min).*

Victor Wembanyama décrypté par Hugo Travers

Le format ludique de l'entretien révèle la simplicité, la rigueur et la maturité du basketteur professionnel de 20 ans

FRANCE 2
SAMEDI 20 – 20 H 30
ENTRETIEN

Du jamais-vu pour un Français. A 20 ans, l'international de basket-ball Victor Wembanyama a été sacré, le 6 mai, meilleur *rookie* de la National Basketball Association (NBA), c'est-à-dire meilleur joueur parmi ceux ayant effectué leur première année dans le prestigieux championnat, en l'occurrence chez les Spurs de San Antonio, au Texas.

Autre inédit pour « Wemby », il s'essaie ce soir à l'entretien-jeu mené par le journaliste Hugo Travers, qui doit sa notoriété à son décryptage en ligne de l'actualité, sous le pseudonyme d'« HugoDécrypte ».

Si l'émission au format ludique est appréciée de longue date par le jeune public, sur les réseaux, sa diffusion sur une chaîne publique devrait permettre à nombre de téléspectateurs de tous âges de découvrir l'« Alien ». Ce surnom a été donné à Victor Wembanyama par la star du basket-ball américain LeBron James, en référence non pas à ses mensurations mais à sa personnalité, et à ses aptitudes sportives hors normes. La suite en est la démonstration.

Hugo Travers a particulièrement soigné la mise en scène, en installant son plateau dans la salle d'entraînement de Nanterre, où Victor enfant a joué au basket. Sur la table, a même été posée une photo dont Victor lui-même ignorait l'existence. Son visage s'illumine.

La première question, posée par l'acteur Pierre Niney, en promotion de son *Comte de Monte-Cristo*, permet de commencer à cerner la personnalité de l'ailier des Spurs. *« J'attache beaucoup d'importance à être unique »*, dit-il. Sans une once de prétention, alors que des images montrent à quel point le Français d'à peine 20 ans est idolâtré à San Antonio. Beaucoup seront surpris, aussi, du rythme de vie très casanier de l'athlète – il cesse dans la mesure du possible toute activité à 21 heures et lit un livre avant de s'endormir –, condition à ses yeux indispensable pour assurer ses 84 matchs annuels tout en *« maximisant le temps de repos »*.

Qu'à cela ne tienne. *« Si ça te chauffe, je t'ai apporté des crayons »*, propose Hugo Travers, bien informé sur la passion du dessin de son invité. Avant que les deux vingtenaires échangent, très sérieusement, sur ce qu'ils feront dans vingt ans.

A plus court terme, Victor Wembanyama se dit « focus » sur les Jeux olympiques, après avoir été convoqué par le sélectionneur de l'équipe de France de basket-ball, Vincent Collet – l'émission a été enregistrée avant la défaite en match amical, le 12 juillet (67-79), face à la Serbie. Pas d'affolement. *« Le meilleur joueur, c'est celui qui rend meilleure son équipe »*, assure le sage de 20 ans. ■

CATHERINE PACARY

HugoDécrypte : l'interview face cachée, *d'Hugo Travers, réalisée par Henri Poulain (Fr., 30 min).*

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 169
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur **jeux.lemonde.fr**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II											■	
III						■			■			
IV							■					
V				■				■				
VI										■	■	
VII			■									
VIII				■	■							
IX									■			
X								■				

HORIZONTALEMENT

I. Qui a toujours quelque chose à annoncer. **II.** Soulèvement naturel ou surnaturel. **III.** Le feu dans le vestibule. Assure la liaison. Saleté en ville. **IV.** Vêtu de cuir et botté sur sa machine. Détaché en lisant. **V.** Descendue. Edentés. L'Irlande des poètes. **VI.** Compréhensifs, ils acceptent la discussion. **VII.** Préposition. Défendras et garantiras. **VIII.** Cria comme un cerf. Travaillait au bloc. **IX.** Comme des rouleaux sur les presses. Espace de rencontres dangereuses. **X.** Rétrécissement intérieur. Amérindiens du Colorado.

VERTICALEMENT

1. Réparent les fuites. **2.** S'arrangent avec leur veste et leurs opinions. **3.** Laissée de côté. Point rapidement gagné sur le court. **4.** Fut attaqué dans le placard. Propos enfantin. Grande voie. **5.** Dégagerais. Points opposés. **6.** Tête de navet. Agis comme un simple président. **7.** Met le feu aux organes. On se jette honteusement dedans. **8.** Disciple de Paul. Tranches d'histoire. **9.** Eaux des Pyrénées. Voir de plus près le pour et le contre. **10.** Poste sur le terrain de foot. Prise interdite. **11.** Un grand chez les lourds. Pour le repos des aigles. **12.** Cherchent dangereusement à améliorer la race humaine.

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 168

HORIZONTALEMENT I. Schizophrène. **II.** Toison. Ain. **III.** Invertébrées. **IV.** Ere. Alerte. **V.** Etreigne. Vin. **VI.** Non. Lue. Réât. **VII.** Diablesse. GI. **VIII.** Gréa. Epiée. Emeu. Il. Ln. **X.** Restitutions.

VERTICALEMENT 1. Stipendier. **2.** Con. Toi. Me. **3.** Hivernages. **4.** Isère. Brut. **5.** Zoreille. **6.** Ont. Guéait. **7.** Eanes. Lu. **8.** Hâble. SE. **9.** Rire. Repli. **10.** Enervé. Ino. **11.** Etiage. **12.** Essentiels.

SUDOKU
N°24-169

			8			9		7
				4		3		
		4			7			
	1							6
		5				1	7	4
	4	9			1			8
	5	6		3				1
	3	1		2	4	5		

8	9	7	1	4	6	5	2	3
5	6	4	7	3	2	1	8	9
1	3	2	5	8	9	6	4	7
9	4	5	3	7	1	2	6	8
3	1	8	6	2	5	9	7	4
7	2	6	8	9	4	3	5	1
2	7	1	9	6	8	4	3	5
4	8	9	2	5	3	7	1	6
6	5	3	4	1	7	8	9	2

Très difficile
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)



Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

 Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

M publicité
Directrice générale **Elisabeth Cialdella**

ACPM
PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : PTot = 0,0083 kg/tonne de papier





Cecilie Manz, à Copenhague, le 18 juin. A droite : l'espace de dessin technique et de prototypage où elle travaille.
SIMON KNUDSEN POUR « LE MONDE »

DANS L'ATELIER DE...

Cecilie Manz, la beauté par essence

Depuis vingt-cinq ans, la Danoise signe des pièces cultes, originales et durables, comme le vestiaire-arbre Tojtræ ou la suspension cloche Caravaggio. Visite du studio de cette adepte du slow design

REPORTAGE
COPENHAGUE - *envoyée spéciale*

Au cœur de Copenhague, dans un petit immeuble d'après-guerre de brique jaune, jouxtant le château de Rosenborg du XVIIe siècle, la designer danoise Cecilie Manz possède un atelier discret, tout à son image. Ce sont trois petits studios accolés, chacun ouvert sur la rue, dont l'un sert d'atelier de dessin technique et de prototypage, le deuxième d'espace de réception et showroom, et le troisième de bureau, où elle nous reçoit.

« Pour passer de l'un à l'autre, on met le nez dehors, même en plein hiver, ce qui est sain, n'est-ce pas ? C'est ici que je dessine. Tout chez moi commence par le dessin. Aussi cette longue table est-elle coupée en deux, avec une moitié destinée à l'ordinateur et l'autre au papier [des mètres de papier sont à disposition sur un large dévidoir], *parce que je ne veux pas que les activités interfèrent »*, explique cette adepte du croquis *« en roue libre »*.

Avec cette méthode d'un autre temps, Cecilie Manz, 52 ans, a forgé son succès. En plus d'être d'ores et déjà entrée dans les collections permanentes du Musée d'art moderne de New York ou du Musée du design danois, à Copenhague, elle a remporté une foison de récompenses, dont le prix d'architecture Finn Juhl, en 2007, et un prix de la culture décerné par le couple princier du Danemark, en 2014. Elle a même été faite chevalière des Arts et des Lettres, à Paris, en 2019.

En février, lors de la deuxième édition des Scandinavian Design Awards, elle a été élue designer de l'année – après l'avoir été en France, en 2018. *« Très sensible aux matériaux, aux détails, à la forme et à la fonction, Cecilie Manz a prouvé à maintes reprises qu'elle était une créatrice de classiques modernes »*, a argumenté le jury scandinave. Avant de poursuivre : *« Ses créations semblent souvent simples, mais elles cachent sous leur surface une ingénierie complexe et un savoir-faire artisanal méticuleux. »*

Cecilie Manz a démarré sur la pointe des pieds. Elle a passé son enfance dans la région d'Odsherred – terre d'inspiration pour les peintres danois depuis le XIXe siècle –, à jouer les mains dans la glaise, dans l'atelier de ses parents, céramistes. Certaines de leurs œuvres égaient son bureau : ici, contre un mur, des bas-reliefs de son père aujourd'hui disparu, et là, sur une chaise, une fine porcelaine aux décorations géométriques de sa mère, Bodil Manz, dont une exposition est programmée à Paris, du 9 au 23 octobre, à la galerie Toluca.

En février, lors de la deuxième édition des Scandinavian Design Awards, elle a été élue designer de l'année

Cecilie Manz se destinait à une carrière d'artiste. Elle est candidate à la prestigieuse Académie royale des beaux-arts du Danemark. Et, poussée par un proche, dépose aussi – sans conviction – un dossier à l'Ecole danoise de design. *« Je suis devenue designer par hasard, car, à ma très grande déception, je n'ai pas été admise à l'Académie royale des beaux-arts. C'était probablement pour le mieux »*, confie-t-elle.

Son diplôme obtenu en 1997, comprenant un échange avec l'université d'art et de design d'Helsinki, Cecilie Manz fonde son studio à Copenhague, en 1998. Au départ, elle *« joue toute seule »*, dit-elle, ses premiers produits ne faisant pas mouche. Fritz Hansen, marque iconique au Danemark pour avoir collaboré avec le visionnaire Arne Jacobsen (1902-1971) – auteur des intemporelles chaises Fourmi et Série 7 –, l'a bien contactée il y a vingt-cinq ans pour des accessoires, mais sans donner suite.

« J'étais probablement impressionnée. A mes débuts, je n'osais pas me confronter à l'héritage danois que sont les Arne Jacobsen, Fritz Hansen ou Verner Panton. D'autant qu'à cette époque on les rééditait à tour de bras, sans jeter un œil sur ce que nous, la génération montante, pouvions proposer », se souvient-elle.

Un prototype publié dans un magazine, en 1999, et la voilà repérée par l'éditeur allemand Nils Holger Moormann. L'objet, baptisé « Hochacht », est un ovni : une échelle porte-serviettes en bois blond, dotée de quelques *« imperfections »*, dixit Cecilie Manz, puisque l'un des barreaux sert d'assise. Le ton est donné, faussement lisse : cette designer peu loquace aime à chahuter les évidences, l'air de ne pas y toucher.

Un quart de siècle plus tard, son échelle-chaise est toujours commercialisée. Même sort pour la suspension Caravaggio, née en 2005 : une cloche de forme classique suspendue à un câble gainé de tissu, dans des nuances de noir, de blanc et de gris, inspirées du Caravage, maître du clair-obscur de la Renaissance. Elle sera le best-seller de la jeune pousse Lightyears, fondée cette année-là et absorbée depuis par le géant Fritz Hansen. Près de vingt ans ont passé, et la lampe, toujours éditée, est déclinée dans différents coloris et tailles.

Et c'est ainsi qu'avec cette promesse d'objets au long cours, Cecilie Manz a su fédérer autour d'elle les marques les plus diverses et renommées. Elle signe la collection Luv de vasques et baignoire en porcelaine pour l'allemand Duravit, inspirée par une *« bassine d'autrefois posée sur une table »*. Ou encore la chaise épurée Workshop (prolongée d'un banc en 2023) pour le danois Muuto : avec son piètement en chêne massif combiné à une assise et à un dossier en placage souple, cette pièce est à elle seule une synthèse du design scandinave. Pour Hermès, Cecilie Manz a imaginé le fauteuil Ancelle, une assise réduite à l'essentiel et dévoilée en avant-première au Salon du meuble de Milan, en 2023 : *« Avec sa feuille de cuir flottant sur un cadre de bois, cette chaise n'a que la peau sur les os »*, dit-elle amusée.

« Chaque forme a son usage »

Dans son studio, cette grande dame du design – vêtue depuis l'âge de 18 ans d'au moins une veste ou un pantalon plissé du couturier japonais Issey Miyake, dont elle vénère le *« classicisme intemporel »* – pointe quelques-unes de ses créations qui allient simplicité et inventivité. Telle, pour Bang & Olufsen, cette enceinte nomade aux allures de transistor vintage, avec un lien de cuir pour être portée du bout des doigts et des angles arrondis *« pour que l'objet ne cogne pas dans les jambes »*, dit-elle en joignant le geste à la parole.

A ce modèle, créé en 2012, elle a ajouté depuis toute une famille, dont une minuscule enceinte ronde, comme un bijou domestique. « *Chaque forme a son usage* », insiste Cecilie Manz. Il y a aussi ce fauteuil compact Monolit pour Fritz Hansen, lancé pendant le festival 3 Days of Design, en juin, à Copenhague. C'est le dernier-né d'une collaboration fructueuse commencée par la table Essay (2009) – un plateau en chêne long de 2,72 mètres sur seulement deux pieds (une pièce encore éditée) –, à laquelle ont succédé pouf, table basse, vase… Christian Andersen, responsable du design chez Fritz Hansen, loue *« l'art de Cecilie Manz de fournir un travail toujours subtil et élégant »*.

Monolit – une assise à coque en contreplaqué rembourré, surlignée de fines ganses de cuir – n'échappe pas à la règle. Elle se présente en deux tailles, l'une pour s'asseoir à table, l'autre au salon, et c'est là un nouvel archétype de chaise qu'a inventé la créatrice. *« Je l'ai conçue un peu plus haute que ce qui se fait aujourd'hui pour le salon, car je n'aime pas les corps affaissés dans les fauteuils bas ; j'ai pensé aux personnes âgées et à toutes celles qui ont généralement du mal à se relever des sofas »*, confie-t-elle.

De Separat, élégant paravent en frêne aux charnières de cuir conçu, en 2018, pour le finlandais Nikari – *« Ma pièce préférée ! »*, s'écrie la créatrice –, aux tapis moussus à base de lin de la collection Landskab pour le suédois Kasthall, en 2024, Cecilie Manz reste fidèle à ses goûts : *« Je ne crée que des objets qui ont du sens pour moi, de ceux que j'aurais envie de rapporter à la maison. Le meilleur moyen d'œuvrer en faveur de l'écologie n'est-il pas de concevoir des objets fonctionnels et justes, qui passent les décennies ? »*

Les propositions de collaborations ont beau désormais pleuvoir, Cecilie Manz refuse d'étoffer son studio, où elle officie avec deux assistants. *« Je suis de la vieille école*, dit-elle. *Je ne veux pas changer de méthode, qui est celle du slow design : d'abord le dessin, puis les prototypes que nous élaborons nous-mêmes au sous-sol. Quand nous faisons les choses de A à Z, lentement, nous gagnons en connaissances. »*

Dans un angle de son studio, son vestiaire-arbre en érable massif Tojtræ, imaginé en 2000, est suspendu au plafond. Il est resté longtemps sans intéresser personne, de ces prototypes auxquels Cecilie Manz donne vie sur une inspiration, un coup de crayon affûté, pour *« rester toujours à la pointe, en alerte »*. Huit ans plus tard, avec ses bâtons de différentes longueurs pour accrocher un chapeau ou un parapluie, façon jeté de mikado, il a séduit l'atelier danois de menuiserie PP Mobler, qui l'a fabriqué jusqu'en 2013. Devenu, depuis, un symbole du design danois, Tojtræ est une pièce que les collectionneurs s'arrachent. Ce qu'il advient des œuvres de créateurs en avance sur leur temps. ■

VÉRONIQUE LORELLE

Nos services

Lecteurs

Abonnements
Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site : https://carnet.lemonde.fr

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
https://carnet.lemonde.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Claude Amiel-Godefroy,
son épouse,
Elsa Amiel et Alice Amiel-Avenel,
ses filles,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre AMIEL.

Mime, metteur en scène et directeur du Théâtre du Corps, il était la poésie et le feu incarnés, la curiosité inlassable du monde et des êtres.

elsaamiel4@gmail.com

Jean-Claude Bonnet,
son compagnon,

a la tristesse de faire part du décès de

Jean-Claude BERCHET,
grand spécialiste de Chateaubriand,

survenu le 14 juillet 2024, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Une cérémonie aura lieu le samedi 20 juillet, à 10 h 30, au funérarium de Vichy (Allier), 13, rue du Coteau.

Femme, mère ou amie,

Françoise BOMBARD,

s'est montrée tout au long de sa vie belle et discrète, fidèle et persévérante, battante et courageuse, souriante et à l'écoute, cultivée et créative, piquante et pince-sans-rire.

Le 13 juillet 2024, Api a choisi de déposer les armes.

Ses proches,
Ses petits-fils,
Ses livres et ses chats,
La Couransane
Et *Le Monde*, qui comptait particulièrement pour elle,

l'ont accompagnée jusqu'au bout. Comme ses amies et le CHU de Poitiers, que nous remercions.

David, Anna-Deborah et Elsa,
ses enfants,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Mme Anne-Marie CHAPPELLIER,
ex-épouse **ASSOUN,**
professeure de philosophie
à l'École Jeannine Manuel, Paris 15e,

survenu le dimanche 14 juillet 2024,
à Paris,
dans sa soixante-dix-septième année.

Les obsèques se tiendront le lundi 22 juillet, à Paris.

famillechappellierassoun@gmail.com

Laurent,
son fils,
Valérie, Stéphy et Isabelle,
ses belles-filles,
Mathieu, Florent, Elliot, Tom, Ulysse et Auguste,
ses petits-fils,
Isabelle et Eric,
Ses proches,

ont la tristesse de faire part du décès de

Véra CHEBASSIER,

survenu le 14 juillet 2024,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Une cérémonie se tiendra au crématorium de Clamart, le samedi 20 juillet, à 10 heures.

Les membres
du conseil d'administration
de la Fondation Singer-Polignac
Et l'ensemble de son personnel,

ont la tristesse de faire part de la disparition de

M. Benoît DUTEURTRE,
conseiller musical
de la Fondation Singer-Polignac
depuis 1997,

survenue le 16 juillet 2024.

Son talent d'orateur, son humour et sa passion contagieuse pour la musique nous manqueront terriblement.

Nous adressons nos pensées les plus douces à ses proches en ces moments difficiles.

Alexis, Pauline, Marie,
ses enfants
et leurs conjoints,
Ses petits-enfants
Et ses arrière-petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Elisabeth GRENIER,
née **HERTZ,**

survenu le 14 juillet 2024,
à son domicile,
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Elle rejoint au ciel son époux,

Alain GRENIER,
ambassadeur de France,

décédé le 11 septembre 2022.

La cérémonie religieuse est célébrée en l'église Saint-Roch, Paris 1er, ce vendredi 19 juillet, à 15 heures.

57, rue Sainte-Anne,
75002 Paris.
simiane04@gmail.com

Royan (Charente-Maritime).

Parents
Et amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Michel HOURY,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 10 juillet 2024, à l'âge de soixante-quatorze ans, des suites d'une longue maladie.

Un hommage lui a été rendu au crématorium de Saint-Georges-de-Didonne, suivi de l'inhumation au cimetière de Courlay, à Saint-Palais-sur-Mer.

La famille tient à remercier le personnel de l'hôpital de Royan qui l'a assisté dans ses derniers moments.

Paris.

Claudine,
son épouse,
Marc,
son fils,
Edouard,
son petit-fils
et leur famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre LAROCK,
architecte, galeriste et mécène,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier
de l'ordre des Arts et des Lettres,
et de l'ordre national du Mérite,

survenu le 26 juin 2024.

Le mardi 16 juillet 2024, dans sa soixante-dix-huitième année,

Bernard LE MAU de TALANCE,

a abordé le dernier rivage porté par l'amour de tous les siens. Il aimait passionnément la vie, sa famille et la mer.

De la part de
Elisabeth,
sa femme, « son lapin »,
François et Patrick,
ses fils
et leurs épouses, Karine et Eléonore,
Roxane, Antoine, Paul, Juliette et Marie,
tout son équipage de petits-enfants.

La cérémonie d'adieu aura lieu le lundi 22 juillet, à 12 heures, au crématorium des Yvelines, 52, rue de la Nouvelle France, Les Mureaux.

Ni fleurs ni couronnes, des dons peuvent être adressés à l'A2MCL et à la SNSM de Saint-Cast-le-Guildo.

Condoléances :
kiouifri@gmail.com

*« Homme libre,
toujours tu chériras la mer. »*
Charles Baudelaire.

Marie-Noëlle,
son épouse,
Guillaume et Nicolas,
ses fils,
Alice, Clémence, Adrien et Gabriel,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Francois LEMETTRE,
professeur des Universités,
officier
de l'ordre des Palmes académiques,
chevalier
de l'ordre des Arts et des Lettres
et de l'ordre national du Mérite,

survenu à Versailles, le 15 juillet 2024, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Il fut vice-président de l'université de Nanterre, fondateur et directeur de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines. Il fut également président du théâtre du Val-de-Gally, du Prisme puis du théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Militant socialiste, il fut enfin conseiller municipal et premier adjoint de la commune de Villepreux.

Une cérémonie religieuse aura lieu le mardi 23 juillet, à 14 h 30, en l'église Saint-Vincent-de-Paul, à Villepreux (Yvelines).

M. Georges Seban,
son époux,
Michel et Pascale,
Catherine et Alain,
ses enfants et leurs conjoints,
Clément, Marie, Diane, Alice, Quentin et Paul,
ses petits-enfants, leurs conjoints
et leurs enfants,
Hélène,
sa sœur
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Janny SEBAN,
née **ROUBACH,**
avocat à la Cour honoraire,

survenu le 14 juillet 2024,
à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Les obsèques se dérouleront le samedi 20 juillet, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris 14e.

La famille remercie Malika, Isabelle, Liza, Johanna, Wisiea, Alyssia et toutes les personnes qui ont pris soin de Janny tout au long de ces années.

familleseban24@gmail.com

Nouzonville. Paris. Romans-sur-Isère.

Léa et Bertrand,
ses enfants
et leurs conjoints,
Ses petits-enfants,
Parents
Et amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean Paul STEPNIK,

survenu à l'aube de ses quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie aura lieu le lundi 22 juillet 2024, à 15 heures, au cimetière de Nouzonville (Ardennes).

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Montrouge.

Mme Josianne Vinh,
son épouse,
Joëlle et Marylène,
ses enfants
et leurs conjoints,
Lélia, Eluane, Tao et Mel,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès du

professeur VINH Tho Son,
professeur des Universités,
chirurgien des Hôpitaux de Paris,

survenu le 15 juillet 2024, à Paris.

L'inhumation aura lieu le 23 juillet, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux (Hauts-de-Seine), 45, avenue Marx-Dormoy.

Souvenirs

Charles LE CŒUR,
ethnographe,

est mort pour la France, le 20 juillet 1944, près de Poggibonsi, dans le corps expéditionnaire français en Italie.

Son épouse,

Marguerite LE CŒUR,
née **TARDY,**
femme merveilleuse,

l'a gardé présent en elle, a continué son œuvre et fait rayonner sur l'entourage le réconfort de sa tendresse.

Une double pensée pour eux.

Concerts

JEUNES TALENTS
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

24e Festival européen
Jeunes Talents.
Du 29 juin au 20 juillet 2024,
venez découvrir les jeunes musiciens « classiques »
les plus talentueux
de leur génération parfois
accompagnés de leurs aînés :
François Dumont, Benjamin Alard.
Et, tant d'autres à découvrir...
Venez partager la musique
de chambre dans sa diversité.
Tous les concerts à billetterie auront lieu au temple du Foyer de l'Âme,
rue du Pasteur Wagner, Paris 11e.
Accès à 5 minutes du métro Bastille
qui est ouvert sans restrictions
liées aux JO.
Sept concerts gratuits à Paris
et en Île-de-France, concert de soutien
à l'Ukraine, le samedi 6 juillet.

Concerts en soirée
du mardi au samedi
à 20 heures, de 10 € à 20 €.
Et aussi les samedis,
à 16 h 30 *(entrée libre)*.

Informations et réservations sur
jeunes-talents.org
Tél. : 01 40 20 09 20.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Haïm Brezis
Mathématicien

Avec la disparition de Haïm Brezis, le 7 juillet, à Jérusalem, à l'âge de 80 ans, c'est l'un des grands maîtres de l'analyse mathématique qui nous a quittés. Membre, entre autres, de l'Académie des sciences, en France, et de la National Academy of Sciences et de l'American Academy of Arts and Sciences, aux Etats-Unis, Haïm Brezis était reconnu comme l'un des plus grands mathématiciens de ces cinquante dernières années dans le monde. Son influence en mathématique aura été considérable.

Né le 1er juin 1944, sous le pseudonyme de Jean-Jacques Vienne, à Riom-ès-Montagnes (Cantal), où se cachaient ses parents, juifs originaires d'Europe centrale, il ne prit qu'après la guerre le prénom Haïm (« vie », en hébreu), tout en recouvrant le nom de ses parents. Après des études à Paris, il mène ses premiers travaux au Centre national de la recherche scientifique, avant de devenir professeur à Paris-VI, où il effectuera l'essentiel de sa carrière française. Il y rejoint Jacques-Louis Lions (1928-2001) au sein du laboratoire d'analyse numérique que celui-ci avait fondé et qui porte aujourd'hui son nom. Ce laboratoire sera le creuset d'une activité scientifique de premier plan et le lieu où seront formées plusieurs générations de chercheurs.

Un maître hors du commun

Ce sont ses travaux en analyse fonctionnelle qui l'ont d'abord fait connaître, dans le sillage de la grande tradition française, portée par Gustave Choquet (1915-2006) et Laurent Schwartz (1915-2002). Ses travaux abstraits ont trouvé des applications complètement inattendues ces dernières années, comme dans le transport optimal ou la modélisation de mouvements de piétons. Haïm Brezis s'attaque aussi aux équations aux dérivées partielles non linéaires, qui constituent l'une des grandes motivations de l'analyse fonctionnelle. Dans le sillage de Jacques-Louis Lions, ces travaux éclairent avec des méthodes de mathématique pure les équations aux dérivées partielles issues de la physique et de la mécanique.

Son influence dans ces domaines aura été exceptionnelle. De nombreux résultats de Haïm Brezis sont désormais considérés comme des classiques. Ses travaux, motivés par les théories des cristaux liquides, des supraconducteurs et des superfluides, les équations de Ginzburg-Landau, la théorie des surfaces à courbure moyenne constante ou les applications harmoniques, ont notamment fait avancer ces sujets de façon remarquable. L'empreinte de Haïm Brezis dans ces domaines restera. Ses dernières recherches se sont attaquées à des questions fondamentales d'analyse réelle et ont établi, avec des approches inédites et puissantes, des propriétés nouvelles des espaces de fonctions. Ces travaux ont eu des retentissements inattendus en informatique, dans le traitement des données et des images.

Haïm Brezis, c'était aussi un style remarquable, qui s'est toujours signalé par sa clarté et son élégance, que l'on retrouve dans ses livres. Son cours d'analyse fonctionnelle, en maîtrise, à Jussieu, faisait chaque année salle comble. Le livre qui en est issu, *Analyse fonctionnelle. Théorie et applications* (Masson, 1983), est un véritable best-seller mondial, ce qui est très exceptionnel parmi les livres de mathématiques avancées.

Haïm Brezis était aussi un maître hors du commun qui a formé cinquante-huit élèves en thèse de doctorat et dont la « descendance » mathématique compte plus de 1100 personnes, selon le site The Mathematics Genealogy Project. C'était un guide incomparable. Il aidait ses doctorants à ne pas craindre l'inconnu, en leur montrant la beauté des questions. Il les incitait à chercher en eux-mêmes plutôt que dans les livres, favorisant ainsi la confiance en soi.

Venant de pays divers, ses élèves forment une véritable école internationale. Il a par exemple joué un rôle majeur en Espagne, où une grande partie de la première génération d'analystes après le franquisme ont été ses élèves. La passion légendaire de Haïm Brezis pour les « problèmes ouverts », qu'il mettait à disposition de tous avec une rare générosité, était aussi sa signature, dans ses écrits comme dans ses conférences. Son dernier travail publié, tel un testament scientifique, porte justement le titre de « Some of my Favorite Open Problems » (« certains de mes problèmes ouverts favoris », *Rendiconti Lincei. Matematica e Applicazioni*, 2023).

Intérêt pour la mystique juive

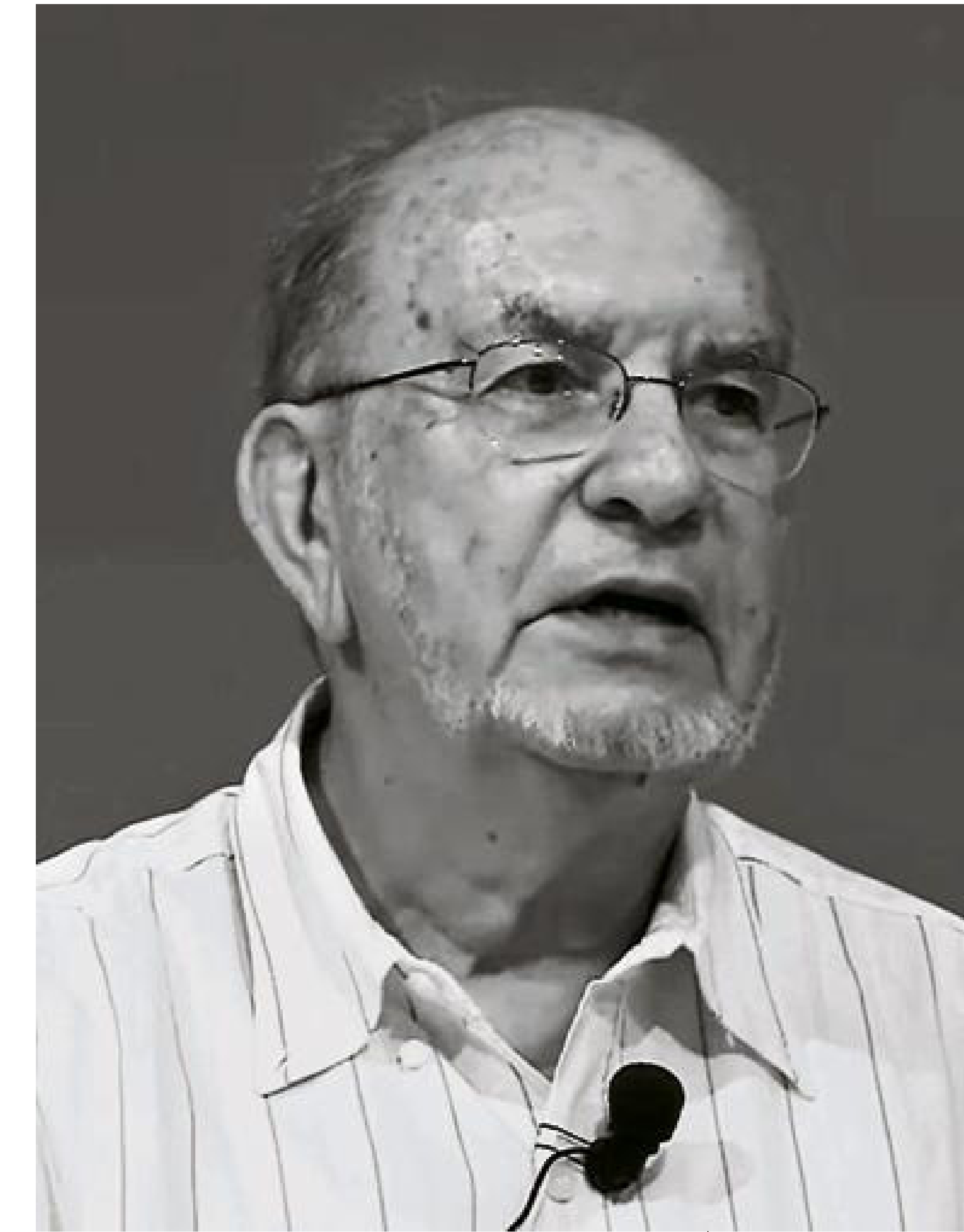
A partir de 2004, il a partagé son temps entre Rutgers University (New Jersey), où il enseignait depuis 1988, et le Technion, à Haïfa, en Israël. Dans ce dernier institut, il était professeur à la fois dans le département de mathématiques et dans le département d'informatique. En janvier, l'American Mathematical Society lui a décerné sa distinction la plus prestigieuse, le Steele Prize for Lifetime Achievement, en reconnaissance de l'œuvre d'une vie.

Très attaché à ses racines, Haïm Brezis était issu d'une tradition juive de générosité et de dévouement à la connaissance profondément ancrée dans sa famille. Il étudiait les textes avec un intérêt tout particulier pour la mystique, notamment le Zohar. Une étude qu'il partageait souvent avec sa femme, l'écrivaine israélienne Michal Govrin.

Dans le judaïsme, cette passion pour la connaissance valorise la curiosité et entraîne un goût particulier pour les défis intellectuels. La pratique du *hiddouch*, ou « innovation », mot hébreu qui désigne une nouvelle interprétation dans les discussions savantes sur les textes classiques, est particulièrement mise en valeur parmi les érudits juifs. Dans son livre de conversations avec Jacques Vauthier, *Un mathématicien juif* (Beauchesne, 1999), Haïm Brezis parle de ce que signifient pour lui la recherche et la quête de la connaissance comme une valeur en soi. Pour lui, il y avait une véritable continuité entre le *hiddouch*, les questions ouvertes en mathématiques et la découverte scientifique.

Chercheur infatigable, Haïm Brezis laisse un héritage scientifique considérable. Le dévouement à la connaissance de cette personnalité extrêmement attachante, de ce grand humaniste qui croyait à la fraternité des humains dans la science, est aussi une leçon à méditer aujourd'hui. ■

HENRI BERESTYCKI ET JEAN-MICHEL CORON (MATHÉMATICIENS)



En 2016. SNS SCIENCES

1ER JUIN 1944 Naissance à Riom-ès-Montagnes (Cantal)
1972 Professeur à l'université Paris-VI
1983 « Analyse fonctionnelle. Théorie et applications » (Masson)
1999 « Un mathématicien juif. Entretien avec Jacques Vauthier » (Beauchesne)
7 JUILLET 2024 Mort à Jérusalem

Jacques Boudet
Acteur

Quelle est la noblesse d'un comédien de seconds rôles ? Celle, peut-être, de s'effacer derrière ses personnages, et de finir, à force, par ressembler à quelqu'un que tout le monde connaît sans pour autant parvenir à l'identifier. Jacques Boudet était de ceux-là. Avec sa haute taille, son visage plongeant, sa grosse voix roucoulante, il se situait dans une zone de familiarité rassemblant sympathiques patriarches, hommes de métier et hauts dignitaires.

Originaire du Sud, capable de jouer « avé l'assent » ou sans, il était en partie attaché à l'imaginaire régional. En l'occurrence, à deux visages (on ne peut plus aux antipodes) de la ville de Marseille : le premier lié au cinéma de Robert Guédiguian, le second au feuilleton *Plus belle la vie*, dont il était une figure récurrente. L'acteur est mort dans la nuit du 14 au 15 juillet, à son domicile, dans l'Hérault, comme l'a annoncé son agente, Pierrette Panou.

Jacques Boudet est né le 15 avril 1935 à Montpellier. Après le tremplin du théâtre universitaire, il commence sur les planches au début des années 1960. Il participe alors à l'aventure de la décentralisation théâtrale, notamment aux côtés de Jean-Marie Serreau (1915-1973), sous la direction duquel il joue *Une tempête* (1969), d'Aimé Césaire, *Béatrice du Congo* (1971), d'après Bernard Dadié, qui le propulse pour la première fois au Festival d'Avignon, puis *Le Printemps des bonnets rouges* (1972), de Paol Keineg.

En 1980, il se forge un nom en jouant, en duo avec Danièle Lebrun, *Exercices de style*, de Raymond Queneau, drolatique jonglerie langagière montée par Jacques Seiler (1928-2004) et maintes fois reprise jusqu'au mitan des années 1990. Il servira également les textes d'Edward Bond pour Patrice Chéreau (1944-2013), de Shakespeare pour Benno Besson (1922-2006), de Harold Pinter pour Jean-Michel Ribes, de Thomas Bernhard pour Robert Cantarella, et jouera *L'Avare* dans une mise en scène de Roger Planchon (1931-2009) en 1986.

Peu après ses débuts au théâtre, Jacques Boudet oscille avec une carrière parallèle au cinéma, où il enchaîne une foule de petits rôles hauts en couleur. On le retrouve en duc de Guermantes dans la coproduction franco-allemande *Un amour de Swann* (1984), adaptation par Volker Schlöndorff du roman de Marcel Proust, en sénateur trouble, clone d'un Charles Pasqua, dans *L'Ivresse du pouvoir* (2006), de Claude Chabrol, ou passant une tête parmi la galaxie de trognes d'un Jean-Pierre Mocky (*Agent trouble*, 1987).

Fidèle à Robert Guédiguian

Il prête sa « bonne pâte » aux films de Bertrand Blier (*Merci la vie*, 1991), de Bertrand Tavernier (*L.627*, 1992 ; *Laissez-passer*, 2002), de Claude Lelouch (*Tout ça… pour ça !*, 1993 ; *Les Misérables*, 1995) ou d'Etienne Chatiliez (*Tanguy*, 2001 ; *La confiance règne*, 2004). Michel Boujenah s'amuse dans *Père et fils* (2003) de sa ressemblance avec Philippe Noiret, avec lequel on l'a parfois confondu, en lui confiant le rôle de son frère.

Son compagnonnage le plus pérenne s'établit avec Robert Guédiguian, dont il rejoint la troupe d'acteurs fidèles, apparaissant dans la plupart de ses films à partir de *Rouge Midi* (1985), son deuxième long-métrage, saga historique sur l'immigration italienne dans le Marseille des années 1920. Jacques Boudet viendra donner de l'âme et de l'épaisseur à ce « peuple de gauche » dont le cinéaste interroge les destinées.

Dans *A la vie, à la mort !* (1995), il incarne un vétéran brisé par la guerre d'Espagne ; dans *Marius et Jeannette* (1997), un voisin solidaire d'Ariane Ascaride ; dans *La ville est tranquille* (2000), un patriarche dégoûté par la politique. Et ce jusqu'au dernier film en date de Guédiguian, *Et la fête continue !* (2023), où sa présence fragile, presque effacée, n'en est que plus bouleversante.

A la télévision, Jacques Boudet s'appuiera sur sa haute carrure pour multiplier les interprétations de Charles de Gaulle : dans le téléfilm britannique *Churchill and the Generals* (1979), tourné pour la BBC ; dans la coproduction franco-canadienne *Jean Moulin, une affaire française* (2003) ; enfin, en 2017, dans la deuxième saison de la série à succès anglo-saxonne *The Crown*.

L'acteur remplit également les contingents de tout ce que la petite lucarne hexagonale a pu compter de fictions policières à l'ancienne, de *Navarro* à *Julie Lescaut*, en passant par *Maigret* et *Les Cordier, juge et flic*. Son personnage de Gaston Domert dans *Plus belle la vie* était celui d'un richissime mafieux caché sous les traits d'un faux SDF. Preuve par l'absurde que Jacques Boudet pouvait revêtir tous les déguisements, peupler tout un monde. Soit une certaine définition de l'acteur. ■

MATHIEU MACHERET



A la 74e Mostra de Venise (Italie), en 2017. G. COLLET/SIPA

15 AVRIL 1935 Naissance à Montpellier
1980 « Exercices de style », mis en scène par Jacques Seiler
1984 « Un amour de Swann », de Volker Schlöndorff
1997 « Marius et Jeannette », de Robert Guédiguian
2011-2012 « Plus belle la vie »
15 JUILLET 2024 Mort près de Montpellier

André Torre
Derrière le vote spatial se cache avant tout le vote économique

L'économiste revient sur les déterminants sociaux et géographiques du vote RN et montre que les dynamiques locales sont plus décisives que le clivage entre urbains et ruraux

Différentes explications sur les raisons profondes et conjoncturelles du vote pour le Rassemblement national (RN) ont été présentées depuis quelques années. On évoque un geste de mécontentement, exprimant le rejet de certaines politiques et de certains groupes de dirigeants. Mais le vote pour le parti d'extrême droite s'est implanté durablement, et les territoires sous sa domination ont tendance à conserver ou à renforcer leur préférence.

La répartition des votes entre les trois grands groupes (macroniste, gauche, RN) suit une logique géographique et sociale claire. On en a déduit, souvent un peu rapidement, que le vote RN serait avant tout issu des zones rurales, ou périphériques, aux populations pauvres et plutôt moins éduquées. Et que le vote macroniste, plutôt concentré dans les villes ou les agglomérations, proviendrait de catégories sociales plus proches des classes moyennes ou supérieures, avec des niveaux de diplômes ou d'éducation plus élevés.

Comme le souligne l'économiste Olivier Bouba-Olga, s'il est vrai que l'on trouve des différences spatiales entre les votes, qui ressortent à nouveau des élections législatives, elles sont largement dues à la concentration de certaines catégories sociales avec des revenus plus ou moins importants dans certains territoires. Derrière le vote spatial se cache avant tout le vote économique. Le géographe Eric Charmes a rappelé que ces inégalités sont pour une large part le fruit d'une concentration des emplois occupés par les cadres supérieurs dans les grandes villes, et d'une relégation des classes moyennes et populaires dans le périurbain et le rural, avec des temps d'accès rallongés à des infrastructures déclinantes.



L'ÉLECTEUR SE COMPARE AVEC SES VOISINS ET UNE PARTIE DE SON CHOIX DE VOTE DÉCOULE DE CETTE COMPARAISON

Revenu médian par habitant

J'ai réalisé avec d'autres chercheurs un travail sur les données de vote et de revenus des populations au niveau très fin des unités administratives locales (UAL, une division qui correspond en France aux communes), à la présidentielle de 2022. Il montre que les déterminants spatiaux du vote pour un parti sont importants, mais qu'il est nécessaire de descendre à un niveau plus local pour mieux comprendre les comportements et les motivations des Français.

L'analyse des revenus médians par tête dans les UAL rappelle en effet que les revenus ne sont pas distribués de manière uniforme : les principales villes se caractérisent par des revenus médians élevés, alors que les zones les plus éloignées des agglomérations sont souvent habitées par les populations les plus pauvres. Mais attention, les zones à faibles revenus ne sont pas seulement situées loin des métropoles, elles se trouvent parfois juste à côté de ces dernières. Pensons à la région parisienne, avec ses poches de richesse et ses banlieues pauvres.

Afin d'analyser en détail la dimension spatiale du vote, nous avons étudié, pour chaque municipalité française ou UAL, le niveau de revenu médian des habitants des cent communes les plus proches. Ce travail a été réalisé pour environ trente mille communes. Cette plongée dans les entrailles de la France révèle une caractéristique spatiale importante du vote.

Inégalités entre communes

Il apparaît que les communes dont le niveau de revenu médian est inférieur à celui de leurs plus proches voisines ont eu tendance à voter davantage RN que celles dont le revenu médian est supérieur à celui de ces dernières. Les inégalités spatiales dans l'environnement local influencent significativement les propensions au vote, et induisent des comportements soit extrêmes, soit plutôt centristes. Les habitants des communes plus pauvres que leurs voisines ont davantage tendance à voter pour le RN. A l'inverse, les habitants des communes plus riches que leurs voisines ont davantage voté Macron en 2022.

Ainsi l'argument d'un vote lié aux localisations ou aux inégalités spatiales apparaît fondé, mais il doit être nuancé. Il ne s'agit pas seulement du rural contre l'urbain, ou du centre contre la périphérie, des distinctions souvent en trompe-l'œil. Ce résultat constitue une explication à la vague de submersion du RN, qui est sorti de ses bastions pour se diffuser vers d'autres territoires, traditionnellement plutôt habitués à voter pour des partis de gouvernement.

L'explication souvent avancée au vote extrême en termes d'inégalités sociales et spatiales est fondée, mais elle doit aussi se comprendre au niveau local. Je me compare avec mes voisins et une partie de mon choix de vote découle de cette comparaison : quand je vis dans une zone moins riche qu'eux, et en conséquence dans un environnement moins favorisé, souvent avec moins d'infrastructures ou de services, je suis plus facilement enclin à voter à l'extrême droite. ■

André Torre *est économiste, directeur de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) à l'université Paris-Saclay et spécialiste du développement territorial*

LÉGISLATIVES : GARE AU DÉNI DE DÉFAITE

ÉDITORIAL M

La réélection de Yaël Braun-Pivet à la présidence de l'Assemblée nationale, jeudi 18 juillet, donne une étrange coloration à la législature qui s'est ouverte, dans la foulée de la dissolution prononcée, le 9 juin, par le président de la République : au lieu du changement attendu, la continuité prévaut alors que le camp présidentiel a été lourdement défait lors des élections législatives des 30 juin et 7 juillet.

Sans parvenir à rassembler l'intégralité de son camp au premier tour, la députée des Yvelines a remporté l'élection au troisième tour, en devançant de seulement 13 voix le candidat du Nouveau Front populaire (NFP), le communiste André Chassaigne, et de 79 voix celui du Rassemblement national, Sébastien Chenu.

Incontestable sur le plan des règles parlementaires, la réélection de celle qui occupait le perchoir depuis 2022, sans être pour autant considérée comme un appui inconditionnel du chef de l'Etat, a aussitôt déclenché une tempête politique sur les bancs de la gauche. Arrivés en tête du second tour des élections législatives, les représentants du NFP ont estimé que la victoire leur avait été volée et mis en cause *« les combinaisons »*, voire, selon La France insoumise, *« les magouilles »,* qui auraient abouti au résultat décrié.

Ce qui s'est produit découle de la réalité de la situation politique : pour pouvoir pousser l'avantage qu'elle avait acquis dans les urnes à la faveur du front républicain, la gauche devait rassembler largement au-delà de son camp, faute de disposer de la majorité absolue. En dépit de l'estime dont il bénéficie, André Chassaigne n'y est pas parvenu, contrairement à Yaël Braun-Pivet, qui a recherché les voix des Républicains et en a bénéficié, moyennant un accord sur la répartition des postes à l'Assemblée nationale.

Cette logique de compromis se referme comme un piège sur la gauche car sa composante la plus radicale y est farouchement hostile. Incapables de s'accorder rapidement sur le nom d'un candidat pour Matignon, les « insoumis », les socialistes, les écologistes et les communistes ont essuyé, jeudi 18 juillet, un lourd revers collectif.

Celui-ci est d'autant plus difficile à admettre que le camp présidentiel se comporte depuis le 7 juillet comme s'il faisait un déni de défaite : non seulement Emmanuel Macron n'a pas explicitement acté qu'il avait perdu plus de quatre-vingts députés dans la nouvelle Assemblée, mais sa présidente est reconduite et le gouvernement Attal est toujours en place, certes démissionnaire mais chargé de gérer les affaires courantes pour une durée indéterminée. La donne politique a beau être éminemment complexe, Emmanuel Macron prend un sérieux risque à laisser traîner les choses car une partie des électeurs, en quête de changement, peut légitimement se sentir flouée.

Consciente de la charge de violence perceptible dans l'Hémicycle lors de la divulgation des résultats, Yaël Braun-Pivet s'est donné pour mission d'*« innover »* pour tenter de faire émerger des compromis en prenant à témoin les attentes des Français. La nouvelle élue ne peut cependant ignorer que la symbolique qui se dégage de son élection est une partie du problème : au lieu de créer du lien, elle a crispé. ■

Augmenter le smic n'est pas efficace pour lutter contre la pauvreté des travailleurs

Les économistes **Pierre Cahuc**, **Stéphane Carcillo**, **Gilbert Cette** et **André Zylberberg** estiment qu'une hausse du salaire minimum de 12 % conduirait à la suppression de 100 000 à 200 000 emplois et coûterait 20 milliards d'euros aux finances publiques

Le Nouveau Front populaire (NFP) envisage de porter le niveau du smic net mensuel à 1 600 euros, contre près de 1 400 euros actuellement. Cela correspond à une hausse d'environ 12 % au-delà de l'inflation, inflation qui sera de toute façon répercutée dans la valeur du smic dès cet automne du fait des règles d'indexation automatique inscrites dans le code du travail. Il s'agirait donc d'un « coup de pouce » dont l'ampleur serait sans équivalent depuis la création du smic, en 1970. Les conséquences d'une telle décision seraient considérables, et ne doivent pas être balayées d'un revers de la main.

Le salaire minimum n'a pas nécessairement des effets négatifs sur l'emploi. Il a été établi par de nombreuses études que, si son niveau est faible, sa progression peut même accroître les embauches. Mais ce résultat s'inverse si le niveau de départ du salaire minimum est élevé. Les effets d'une hausse du smic deviennent alors préjudiciables à l'emploi des salariés les moins qualifiés et les plus fragiles, car les postes qu'ils occupent ont un coût dépassant la valeur de ce qu'ils produisent.

La France se situe incontestablement dans cette situation. Le coup de pouce envisagé ferait passer le smic à plus de 70 % du salaire médian, un niveau jamais atteint en Europe. Une analyse chiffrée rigoureuse publiée dans le rapport 2022 du groupe d'experts sur le smic avait conclu qu'une hausse de 1 % du coût du travail au niveau du smic aboutissait à la destruction d'environ 30 000 emplois.

Par ailleurs, la hausse du smic entraînera une augmentation des exonérations de cotisations sociales ciblées sur les bas salaires, que le budget de l'Etat devra compenser. Le coût pour les finances publiques serait ainsi amplifié, sans compter que certains barèmes liés à la nouvelle valeur du smic, comme ceux de la prime d'activité et de l'impôt sur le revenu, devront aussi être modifiés si l'on veut que la hausse du smic corresponde à une hausse réelle du pouvoir d'achat des salariés. Enfin, le coup de pouce bénéficierait aussi aux plus basses rémunérations des employés de la fonction publique, ce qui alourdirait la masse salariale de l'Etat.

L'ampleur globale de ces effets est difficile à prévoir car elle dépend de nombreux paramètres et hypothèses de calcul. Dans un travail récent, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), qui suppose par ailleurs un impact positif sur la consommation d'une ampleur très incertaine, estime qu'une hausse du smic à 1 600 euros détruirait au moins 29 000 emplois et qu'elle entraînerait une dégradation des finances publiques d'environ 8 milliards (soit 0,3 point de PIB) par an.

Frustration et ressentiment

De son côté, l'Institut Montaigne aboutit au calcul d'une dégradation des finances publiques de 19 milliards (0,7 point de PIB). D'après nos propres calculs, ce serait entre 100 000 et 200 000 emplois qui seraient menacés, pour une facture d'environ 20 milliards d'euros pour les finances publiques.

Même si elles se différencient sur l'ampleur exacte des effets, les estimations disponibles convergent toutes vers la conclusion que la hausse envisagée du smic dégraderait les finances publiques et conduirait à des destructions d'emplois, essentiellement peu qualifiés. A l'encontre du but recherché, le risque de pauvreté des personnes les plus fragiles en serait ainsi accru.

UNE TELLE HAUSSE SE TRADUIRAIT PAR UNE « SMICARDISATION » SANS PRÉCÉDENT DU SALARIAT

Par ailleurs, une telle hausse se traduirait par une « smicardisation » sans précédent du salariat, bien au-delà des 17 % de personnes aujourd'hui payées au smic, engendrant frustration et ressentiment pour ceux qui seraient rattrapés par la hausse du salaire minimum. Une situation qui sera difficile à gérer pour les chefs d'entreprise. Tous ces effets sont à l'inverse de ceux qu'imagine le programme du NFP.

L'augmentation du salaire minimum a toujours fait partie des totems des mouvements populistes, de droite comme de gauche. Sauf qu'une telle politique n'est pas efficace pour lutter contre la pauvreté des personnes ayant un emploi. Cette dernière résulte principalement d'un trop faible nombre d'heures travaillées et de la situation familiale. C'est notamment le cas de familles monoparentales où l'adulte, généralement une femme, travaille à temps partiel.

Slogan facile

Dans cette perspective, il faut lutter contre les temps partiels subis, faciliter les gardes d'enfants, développer l'accompagnement en termes de formation et de mobilité professionnelle, et mobiliser d'autres outils ciblés sur les bas revenus pour accroître le pouvoir d'achat des travailleurs pauvres, comme la prime d'activité.

Une telle stratégie est plus complexe à élaborer que celle accompagnant le slogan facile d'une hausse du smic. C'est pourtant cette approche qui doit être privilégiée pour lutter contre la pauvreté en emploi.

Il faut aussi adapter et réformer notre système socio-fiscal (dégressivité du soutien aux bas revenus et des aides au logement, progressivité de l'impôt sur le revenu, dégressivité des exonérations des contributions sociales employeurs) afin que, à proximité du smic, de fortes progressions du coût du travail pour l'entreprise ne correspondent pas à de trop faibles gains de revenu net pour les salariés. Ce sont là les vrais chantiers de la lutte contre les bas salaires et la pauvreté au travail. ■

Stéphane Carcillo, *professeur affilié à Sciences Po, président du groupe d'experts sur le smic;* **Pierre Cahuc,** *professeur à Sciences Po, membre du groupe d'experts sur le smic, 2013-2017;* **Gilbert Cette,** *professeur à Neoma Business School, président du groupe d'experts sur le smic 2017-2023;* **André Zylberberg,** *directeur de recherche émérite au CNRS, membre du groupe d'experts sur le smic 2017-2021*